

Le Monde

étranger

ASIE

Corée du Sud

Le procès de M. Kim Dae-jung se tiendra en présence d'observateurs étrangers

De notre envoyé spécial

Séoul. — Le procès de M. Kim Dae-jung commencera le mois prochain. A l'exception de certaines audiences qui, pour des raisons de sécurité nationale, auront lieu à huis clos, il sera ouvert à la presse et aux observateurs étrangers, a déclaré mardi 22 juillet, au cours d'une conférence de presse le général Cha Kyu-hun, commandant adjoint de la loi martiale.

Répondant à dîner les journalistes étrangers, son chef, le général Lee Hui-sung, commandant de la loi martiale, a d'autre part affirmé : « Les rumeurs concernant les sévices dont M. Kim Dae-jung a été victime durant ses interrogatoires sont sans fondement, car personne n'a été autorisé à le rencontrer depuis son arrestation le 17 mai, et par conséquent personne n'est en mesure de porter de telles accusations. Vous serez rassurés quand vous le verrez à son procès. »

C'est dans une atmosphère qui se voulait cordiale et détendue que le général Lee et les principaux officiers responsables de l'application de la loi martiale, proclamée dans la nuit qui suivit l'assassinat du président Park le 26 octobre et renforcée le 17 mai à la suite des manifestations étudiantes, se sont entretenus près de quatre heures avec les représentants de la presse étrangère. Séoul. Cette campagne de relations publiques de l'armée après huit mois de quasi-black-out, au cours desquels il était impossible sinon de rencontrer du moins de citer les propos des généraux, témoigne de la volonté des autorités militaires d'essayer de restaurer l'image du régime du général Chun, le nouvel homme fort du pays, pour le moins détériorée par les événements de Kwangju et les rumeurs sur les tortures dont aurait été victime M. Kim Dae-jung, la principale figure de l'opposition et un peu le symbole de l'opposition démocratique.

Parmi les propos tenus par le général Lee, que la presse est autorisée à reproduire, on peut noter d'abord sa remarque sur l'unité de l'armée. « Depuis la fin de l'année passée, dans beaucoup de domaines, les « jeunes » ont essayé de supplanter les « anciens » excepté dans l'armée, qui reste fermement unie sous mon commandement. » Le général entendait démentir ainsi les rumeurs sur une division au sein de l'armée, certains officiers étant favorables au général Chun, d'autres s'opposant à lui. Il n'en demeure pas moins qu'aujourd'hui le commandement militaire paraît ramassé entre les mains des fidèles du général Chun, c'est-à-dire en particulier des généraux qui ont collaboré, dans la nuit du 12 décembre, à l'arrestation du précédent commandant de la loi martiale, le général Chung Seung-hwa, et à l'élimination d'une partie du haut commandement.

Au cours des derniers mois, une vingtaine de généraux connus ont été limogés (officiellement, ils ont pris des « retraites anticipées » et

une bonne cinquantaine de haut-grades ont été déplacés. Apparemment, dans un geste d'apaisement, le général Chung Seung-hwa, condamné à sept ans de prison pour avoir participé à l'assassinat du président Park, a été récemment libéré, ont confirmé nos interlocuteurs militaires. La raison officielle invoquée est son « état de santé », mais on ignore la nature de sa maladie.

Répondant à une question sur la possibilité d'une démocratisation, alors que les principaux politiciens sont, soit en prison (M. Kim Dae-jung), soit discrédités (comme M. Kim Jong-pil), soit en résidence surveillée (comme M. Kim Yong-san, président du mouvement démocratique), le général s'est contenté de dire : « Les trois Kim ne sont pas toute la Corée. » Le général est resté évasif sur le sort de M. Kim Yong-san, qui ne dit « assigné à résidence ». « De toute façon, c'est une petite affaire », a tranché le général.

Commentant les événements de Kwangju, le général Lee a précisé qu'aucune mesure disciplinaire n'avait été prise à l'encontre des soldats qui sont intervenus dans cette ville du sud de la province de Cholla, où a eu lieu en mai une insurrection populaire : « Personne n'a été réprimandé pour des actions condamnables pendant les manifestations. Les soldats agissant sous les ordres de leurs chefs, il n'y a aucune raison de prendre des mesures disciplinaires à leur encontre. » Selon les habitants de Kwangju, que nous avons rencontrés au moment des émeutes, c'était pourtant précisément les exactions commises par les parajusticiers qui avaient fait dégénérer les manifestations étudiantes en une flambée de violence. Le général Lee a une nouvelle fois rejeté comme « rumeurs mensongères » les déclarations de sources chrétiennes faisant état de plus d'un millier de morts à Kwangju : « Il y a eu cent soixante-deux tués chez les civils et vingt-trois soldats », a déclaré le général. Pour le reste du monde, Kwangju est une affaire mineure comme les révoltes de Muammar. Mais si elle était étendue à Séoul, elle aurait gagné toute la Corée, conduisant à une situation analogue à celle de l'Iran ou du Vietnam. Selon les autorités militaires, pratiquement tous les fusils (plus de cinq mille) dont s'étaient emparés les manifestants auraient été retrouvés.

Sous l'autorité de commandement de la loi martiale se poursuit d'autre part, à Séoul, la campagne de « purification » commencée le mois dernier. Après les fonctionnaires (près de cinq mille ont été démis), c'est au tour des employés du secteur des entreprises nationalisées : mille huit cent sept personnes, annonce la presse ce mercredi, ont été chargées de donner leur démission, comme éléments corrompus.

PHILIPPE PONS.

Afghanistan

SELON « THE GUARDIAN »

Le président Karmal aurait menacé de démissionner si les Soviétiques ne lui laissaient pas « les mains plus libres pour gouverner »

Le président Karmal aurait indiqué, dans des lettres envoyées à M. Brejnev, il y a environ un mois, son intention de démissionner s'il « n'avait pas les mains plus libres pour gouverner », écrit l'envoyé spécial du Guardian, à Téhéran, citant des sources diplomatiques. C'est à la suite de cette démarche que le dirigeant afghan aurait obtenu un inflexiblement de la politique soviétique et la possibilité d'introduire quelques changements dans la politique et le personnel gouvernementaux.

De notoriété publique, à Kaboul, M. Asadullah Sarwari, vice-pré-

mier ministre, actuellement en traitement, et en principe, à Moscou — mais son éloignement pourrait être lié à la tension au sein de l'équipe dirigeante — est non seulement la personnalité la plus importante du Khalq mais aussi « l'homme politique afghan le plus sûr et le plus influent par les Soviétiques », écrit The Guardian. La récente restructuration du gouvernement — en l'absence de M. Sarwari — a montré que M. Karmal avait acquis une relative liberté d'action et qu'il avait engagé l'épreuve avec ses rivaux du Khalq, soutenus implicitement par Moscou.

Selon l'A.F.P., à Islamabad, qui cite des sources diplomatiques, trois ministres du Khalq seraient

été arrêtés avant le récent remaniement. Il s'agit de M. Mohammad Golabji, ministre de l'Intérieur, du colonel Aslam Watanjar, ministre des communications, et du lieutenant-colonel Sherjan Mazdoori, ministre des transports. En revanche, M. Aslam Watanjar, ministre chargé du Plan, aurait vu ses prérogatives renforcées à la faveur de la réorganisation du gouvernement.

La mort du secrétaire d'Etat à l'éducation

Des informations en provenance de New Delhi, semblent, d'autre part, confirmer que le secrétaire d'Etat à l'éducation, M. Wali Yousofi, a été tué récemment, en plein jour à Kaboul, par des guérilleros. En avril et mai, lors des émeutes étudiantes, il aurait donné l'ordre de tirer sur les manifestants aux soldats afghans qui ont refusé ; les forces soviétiques auraient alors ouvert le feu.

Deux journalistes français, Philippe Rochot et Jacques Douay, de A. 3, sont arrivés au Pakistan après avoir passé en Afghanistan, trois semaines, au cours desquelles ils ont filmé les récents bombardements soviétiques sur des villages de la province de Wardak ainsi que des mines disséminées le long de la frontière pakistano-afghane. Selon eux, « il est très peu probable que les bombardements aient pu faire des milliers de victimes comme cela a été annoncé (le Monde des 16 et 17 juillet). Les privations et les maladies doivent tuer plus d'afghans que les combats », ont-ils déclaré. Mais les deux journalistes ont vu des blessés et des hélicoptères bombarder deux villages contrôlés par des moudjahidines, bombardements qui ont fait « trois morts et six blessés ». Ils étaient accompagnés d'une équipe de « Médécins du monde » qui a soigné « des centaines de personnes et opéré à trois reprises, en territoire rebelle à même le sol avec les moyens du bord ». Les hôpitaux de Peshawar, au Pakistan, contiennent de nombreux blessés par des explosions de mines.

Le président du Bangladesh, le général Ziaur Rahman, est arrivé lundi 21 juillet, à Paris, pour une visite officielle de quatre jours en Chine, destinée à renforcer les liens déjà étroits existant entre les deux pays. Dans un éditorial de bienvenue, le Quotidien du Peuple a salué la politique de « non-alignement » et de lutte contre « l'hégémonie et l'imperialisme » poursuivie par les autorités de Dacca, en relevant que celles-ci s'étaient « résolument opposées » à l'invasion vietnamienne du Cambodge ainsi qu'à l'« incursion » soviétique en Afghanistan. — (A.F.P.)

La difficulté de s'informer

Kaboul. — S'il ne peut être de doute que la répression contre toute opposition et, a fortiori, contre toute action armée, s'exerce en tous points du pays avec une impitoyable brutalité, à quel point la mobilité absolue jointe à une connaissance parfaite du terrain confèrent un avantage indiscutable, mais dont l'armement limité ne peut toujours suffire à l'emporter.

Si les informations ne cessent d'affluer à Kaboul, devenue tout naturellement la plaque tournante où aboutissent les renseignements venus de toutes les provinces, acheminés par des voyageurs, des réfugiés ou des responsables politiques, les indications recueillies sont très souvent contradictoires quant à la localisation exacte des engagements relatés, et il en va de même pour ce qui concerne le date à laquelle ils ont eu lieu.

Ainsi, les affrontements très sévères, qui ont eu pour théâtre une vingtaine de villages de la province de Badkhan, au nord de la capitale, avaient-ils été signalés comme s'étant produits aux alentours du 14 juillet (le Monde du 16 juillet). En vérité, nous s'en ont indiqués, c'est dans les derniers jours de juin qu'ils avaient débuté, et il semble même qu'ils se poursuivaient encore le dimanche 20 juillet à un rythme encore soutenu.

A l'origine, dans 90 % des cas, les événements sont liés à l'attaque d'une colonne de blindés, d'un transport de troupes — afghanes ou soviétiques — ou d'un convoi de ravitaillement par des éléments de la résistance, à qui une mobilité absolue jointe à une connaissance parfaite du terrain confèrent un avantage indiscutable, mais dont l'armement limité ne peut toujours suffire à l'emporter.

De notre envoyé spécial

La base essentielle de ces embuscades est moins l'élimination physique de l'adversaire que la récupération d'armes, de munitions, de matériel et même de vivres, le blocus exercé par l'armée de plus en plus systématiquement, comme les destructions des récoltes, réduisant, purement et simplement, à la famine des régions entières. Très souvent, ces combats, de durée généralement limitée, tournent à l'avantage des moudjahidines, sauf quand les hélicoptères soviétiques escortent le convoi, et interviennent à la moindre alerte, leur rendant la tâche difficile.

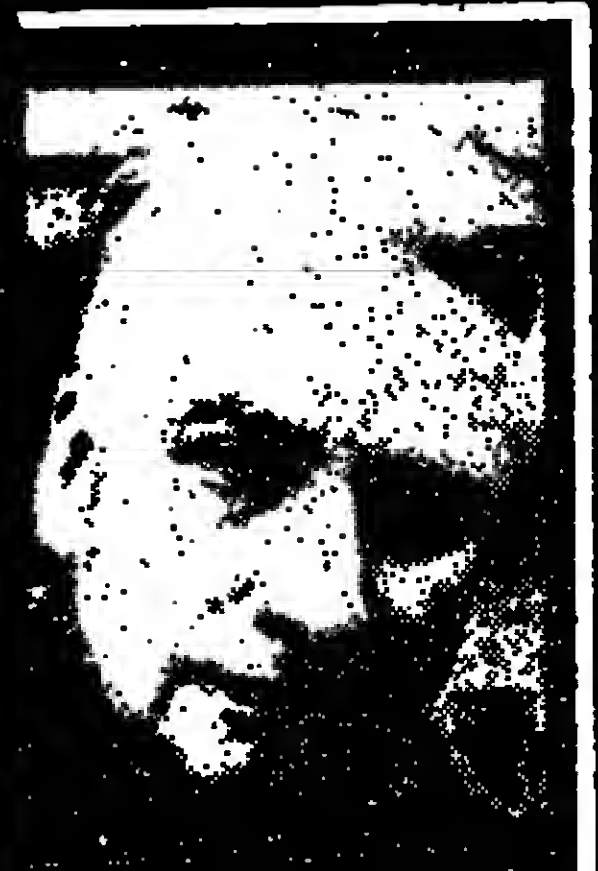
Ne pouvant s'en prendre directement à des assaillants, qui, une fois terminés le coup de main, s'évanouissent dans la montagne, les autorités procèdent alors, dans tous les cas, à la destruction des villages alentours, qui sont bombardés et mitraillés jusqu'à ce qu'il n'y ait plus pierre sur pierre. Les milliers de réfugiés qui ont tenté — bien souvent en vain, des barrières étant mis en place de façon permanente sur tous les axes aboutissant à la capitale — de gagner Kaboul attestent de l'im-

portance des représailles exercées partout dans le pays.

Mais comment chiffrer les victimes, comment comptabiliser les défaits et les victoires, dans un pays où aucune source officielle d'information n'existe (la presse afghane ne fait jamais la moindre allusion à quelque action armée que ce soit, se contentant de constater la victoire des forces gouvernementales), et où l'on a toujours tendance à déformer chaque fait, jusqu'à lui donner parfois des apparences invraisemblables. Ainsi affirmait-on, lors de ces dernières semaines, qu'une bataille rangée ayant opposé la résistance aux forces de l'ordre (afghanes et soviétiques), dans la région de Ghazni, s'était terminée par sept mille victimes du côté gouvernemental et... sept seulement parmi les moudjahidines ! De même, on a raconté, en notre présence, le vendredi 18 juillet dans la soirée, que, dans l'après-midi de ce même jour, vers 15 heures, un officier soviétique et le sous-officier afghan qui l'accompagnait avaient été tués par balles en plein centre de Kaboul... Vrai ou faux ? Les Soviétiques construisent-ils d'ores et déjà, comme on le dit avec insistance dans la capitale, une piste d'atterrissage dans la province montagneuse du Badkhan, au nord-est du pays, et un aéroport dans le Seistan, à l'extrême sud-ouest de l'Afghanistan — ce qui mettrait leurs avions à portée immédiate du golfe Persique ? Impossible à vérifier... I.-M. DURAND-SOUFFLAND.

DES LIVRES SEUIL POUR TOUS LES TEMPS

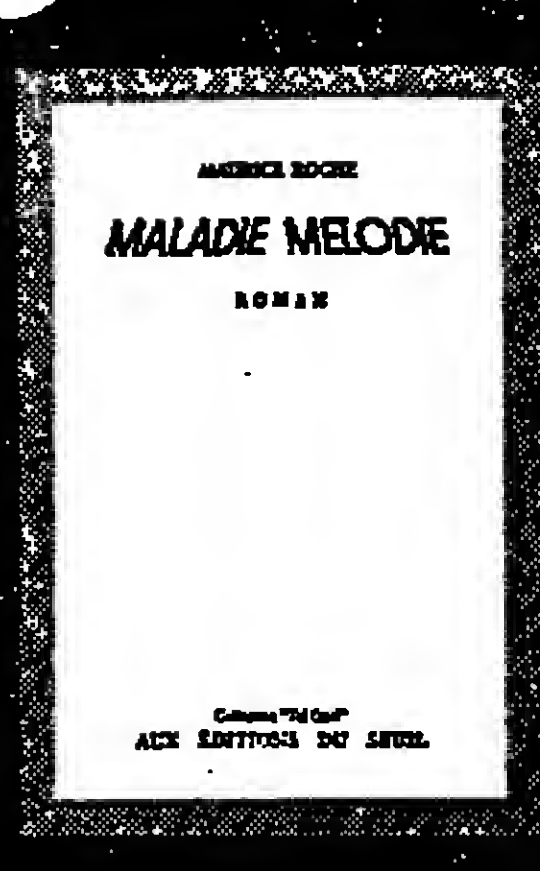
7 Tel Quel, Sciences humaines, Urbanisme



Roland Barthes
La chambre claire
Note sur la photographie
Ce livre nous permet d'en apprendre autant sur Barthes que sur la photographie.
200 pages, 26 photos.
Collection Cahiers du Cinéma / Gallimard / Seuil



Jacques Henri Carrouels
"Il y a des écrivains" qui s'obstinent à être écrivains de leur époque. Jacques Henri, par exemple.
Guy Scarpetta / Libération
Collection Tel Quel dirigée par Ph. Sollers - 206 pages



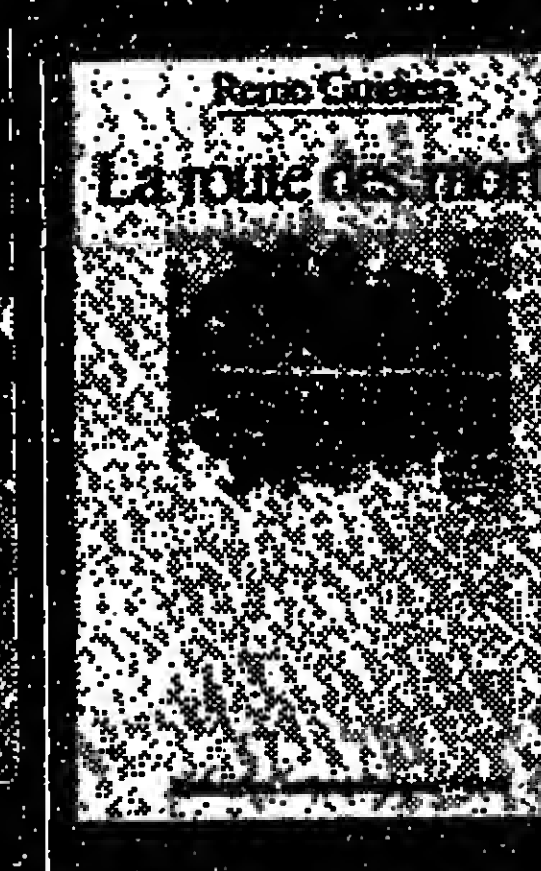
Maurice Roche
Maladie mélodie
"Maladie mélodie se vendra comme des petits pains en l'an 2000."
Gérard Guégan
Collection Tel Quel 144 pages



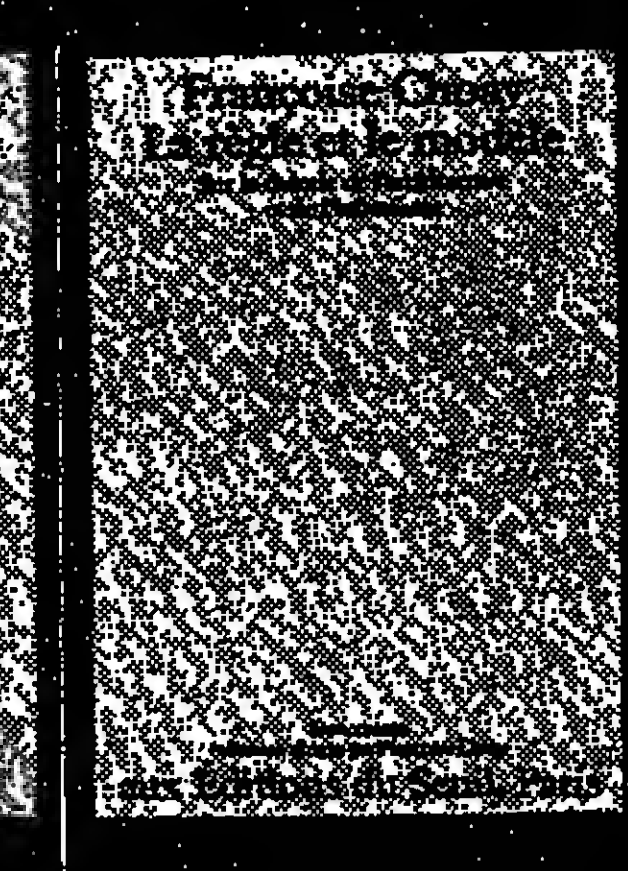
Octave Mannoni
Un commencement qui n'en finit pas
Transfert, interprétation, théorie
"Ou il est démontré que le maître mot de la psychanalyse est le transfert et que si elle est une clef elle n'est pas un passe-partout".
Les Nouvelles littéraires
Collection Le Champ Fléchi dirigée par J. Lacan - 192 p.



Françoise Dolto
Lorsque l'enfant paraît
Tome 3
T. 3 : Les problèmes de l'école : Les méthodes traditionnelles et actives, les enfants "poussés" par leurs parents, les enfants "surdoués", les enfants "persécutés", culture scolaire et culture personnelle, etc.
192 p.



Remo Guidieri
La route des morts
Questions à l'ethnologie...
Qu'est-ce que la description ethnologique ? Que signifie présenter une autre culture ? Quel est le bon savoir ethnologique ?
Collection Recherches anthropologiques - 432 pages



Françoise Choay
La règle et le modèle
Sur la théorie de l'architecture et de l'urbanisme
"Un livre à mettre sur la place publique en attendant que chacun retiendra un peu de sa lucidité".
F. Edelmann / Le Monde
Coll. Espaces - 434 pages

Demain : Philosophie, Littérature, Sciences du langage

AFRIQUE

Un entretien avec le président mauritanien

(Suite de la première page.)

« C'est aussi ce que dit l'Algérie. C'est pourquoi à Rabat, à Dakar, mais aussi à Paris, on vous soupçonne de vous aligner sur Alger. — La France et ses amis nous voient tomber dans les bras des Algériens, des Russes, de qui s'agit-ils encore, comme si nous ne pouvions pas nous tenir debout tout seuls et avoir nos propres analyses. Lorsque la France dit que tout règlement politique au Sahara occidental suppose la participation de l'O.L.P., qui se veut l'unique représentant du peuple sahraoui, elle ne s'aligne pas sur Yasser Arafat et sur les Arabes : elle fait un constat et exprime une réalité. »

« J'ai donc dit à l'O.U.A. que le préalable à toute solution politique au Sahara occidental est une reconnaissance de l'existence d'un peuple sahraoui. Si l'O.U.A. se reconstruit, la situation se débloquent. Pour faciliter un tel contact, l'O.U.A. a préconisé que toutes les parties intéressées, y compris l'Algérie et la Mauritanie, se retrouvent autour du tapis vert. »

« Il faut que Sahraouis et Marocains discutent »

— Et l'Aosario qui représente, selon Rabat, les Sahraouis du Maroc ?

— Pourquoi pas ? Je sais que le Front Polisario dénie à ses dirigeants toute représentativité, mais si leur présence à la table de conférence peut favoriser le dialogue, alors je répète, pourquoi pas ? — Pourquoi n'avez-vous pas reconnu la République arabe sahraouie démocratique, alors que vous semblez favorable à son installation dans les frontières héritées de la colonisation ?

— Notre peuple considérerait que l'ancien régime l'avait plongé dans une guerre injuste et fratricide. Nous nous en sommes retirés et nous nous sommes engagés à être neutres. Nous n'étions pas contre l'entrée de la R.A.S.D. à l'O.U.A., mais si nous l'avions reconnue nous aussi nous

aurions failli à cette neutralité. Des liens de fraternité lient les peuples de la région, c'est pourquoi nous estimons que notre rôle est d'aider nos frères marocains et sahraouis à trouver une solution comme nous l'avons fait nous-mêmes.

— Cela ne revient-il pas à demander de grandes concessions au Maroc ? — Les Marocains ne doivent pas faire de ce problème une question d'amour-propre ou d'intérêt immédiat. Ils devraient penser, comme nous, au Grand Maghreb, à l'avenir. Je le répète, il faut que Sahraouis et Marocains discutent. Nous souhaitons une solution car la guerre se déroule à nos frontières. Cela nous impose de maintenir les effectifs de notre armée ; c'est une lourde charge financière que nous préférons consacrer au développement.

— Voyez-vous une solution se dessiner ?

— L'O.U.A. avait préconisé l'organisation d'un référendum. Je sais que le Front Polisario affirme que le peuple sahraoui n'est déjà auto-déterminé par la guerre qu'il mène depuis cinq ans. Je sais aussi qu'un référendum ne serait pas facile à organiser. Il supposerait cependant, selon le vœu de l'O.U.A., que le Maroc retire ses troupes et son administration du territoire contesté.

— En attendant, que faites-vous si des combats venaient à exposer les belligérants au sol mauritanien ? — Nous contribuons notre territoire, et je sais de quoi je parle. Le Front Polisario n'a pas de base chez nous, ce qui n'exclut pas que certains de ses militants puissent venir voir leurs parents. Si une force venait à pénétrer sur notre sol, elle se heurterait d'abord à nos troupes. Cela étant, le désert est vaste, et je souhaite que les belligérants n'aient pas l'occasion de s'affronter chez nous.

— On a dit que la Libye construit un aéroport secret à Nema, dans le sud du pays, pour y acheminer les armes destinées au Polisario au cas où l'Algérie leur interdirait d'emprunter la piste Kadhafi ? (1) dans le sud saharien. Qu'en est-il ?

Le président rétorque un éclat de rire avant d'expliquer qu'un malin croit qu'il est de notoriété publique que cet aéroport international, commandé par l'ancien régime a été construit par la R.F.A. et qu'il aurait dû être inauguré fin 1979. « Nous avons préféré attendre, poursuit-il, car les aéroports de Nouakchott et de Nouadhibou nous suffisent. Le seul entraînement des institutions à Nema nous aurait coûté 10 millions de francs par an, et nous avons préféré affecter cette somme à des secteurs prioritaires. »

Autre sujet délicat : les rapports avec Paris. Le chef de l'Etat en parle tout à tour avec perplexité et une émotion nullement feinte lorsqu'il confie, par exemple : « Nous n'oublions jamais l'aide que les Français nous ont apportée chaque fois que notre pays a été menacé. L'histoire a rité de nombreux liens entre nous... comment pourrions-nous éprouver de l'hostilité à l'égard de la France ? »

« Pourtant, depuis le début de l'année, il existe bien une certaine méfiance entre Paris et Nouakchott. D'où vient-elle ? »

« Je m'interroge aussi. Les Français avaient pris l'habitude d'être toujours informés de tout ce que nous faisons et d'y être associés. Notre peuple ne voulait plus d'un tutorat permanent, et il en avait assez des alliances successives de l'ancien régime. Il voulait être lui-même et tenir à gérer ses affaires lui-même. Nous pensons que — mieux que nos meilleurs amis — c'est nous qui connaissons le mieux où sont nos intérêts et comment les défendre. Je n'ai donc pas demandé si les Français n'ont pas pris ombrage de cette attitude ? Nous apprécions, quant à nous, la politique d'indépendance du président Giscard d'Estaing. Aussi nous ne comprenons pas que les Français puissent nous critiquer quand nous en faisons autant. »

Après un silence, le président fait état de propos « très négatifs » qui auraient été tenus sur le nouveau régime par des responsables français à des diplomates et des chefs d'Etat qui se seraient empressés de les lui rapporter...

— Est-ce bien la France que vous visiez dans votre discours du 10 juillet, lorsque vous avez dit qu'un accablant des événements mauritaniens, certains pays étaient passés de « l'hostilité latente à l'hostilité déclarée » à l'égard de la Mauritanie ? (Je Monde du 12 juillet).

— Des opposants se trouvent, il est vrai, en France et aussi au Sénégal, mais je pense surtout au Maroc, qui accueille tous ceux qui sont contre nous et leur sert de caisse de résonance. J'aurais dû leur dédicacer un quand même à ce sujet au roi Hassan II. »

Un lourd héritage

Le président revient aux sujets qui lui tiennent le plus à cœur et par lesquels il avait d'ailleurs commencé l'entretien : le bilan des deux années écoulées et les perspectives d'avenir. « Je suis encore surpris, dit-il, de l'héritage de l'ancien régime. Il est particulièrement lourd. Nous avons fait procéder en octobre 1979 à une étude de tous les secteurs : il n'en est pas un qui n'ait présenté de graves lacunes. Nous avons fait des découvertes étonnantes. Dans l'armée, nous n'aurions jamais pensé que la dégradation avait pu atteindre un tel point. Je sais bien qu'il y a eu le guet-apens quand même. »

Le chef de l'Etat observe un silence plus étouffé encore que son commentaire avant de rappeler les principales réalisations de son régime : politique d'austérité qui a permis de ramener le budget de l'Etat de 11,4 milliards d'ouguiyas (10 ouguiyas = 1 franc) à moins de 10 milliards d'ouguiyas cette année, priorité accordée à la pêche et à l'agriculture, signature à Paris, le

7 juillet, des derniers accords concernant le projet Guelbs d'extraction du minerai de fer, prochaine remise en activité des mines de cuivre d'Ajkaout avec l'aide de l'Irak et d'une raffinerie de pétrole avec la collaboration de l'Algérie. « Avec tout cela, je crois que notre avenir n'est pas aussi sombre que certains veulent le dire », commente-t-il. (2).

« Je suis persuadé que les investisseurs étrangers, en particulier français, ne tarderont pas à venir. Notre code des investissements est d'ailleurs très avantageux et nous estimons que les investissements s'accroîtront de 6,2 milliards en 1980 par rapport à 1979. Je sais qu'il y a actuellement à l'étranger une campagne sur une prétendue instabilité de la Mauritanie. Mais nous sommes là, nous allons de l'avant, et la réalité s'imposera d'elle-même. »

Comment expliquez-vous la succession de trois présidents en deux ans ?

« Les forces armées ne pouvaient pas prendre le pouvoir. Le 10 juillet 1978, elles ont été le dernier recours dans une situation catastrophique. Elles ont assumé une tâche à laquelle elles n'étaient pas préparées. Le comité militaire de salut national s'est fixé une ligne de conduite et il avait chargé un des siens, le lieutenant-colonel Mustapha Ould Salek, de l'appliquer. Quand il a constaté qu'il tournait en rond, il a remplacé par le lieutenant-colonel Louly, puis par moi-même. Mais tous deux nous avons la continuité de notre mouvement, et c'est pourquoi il était du 10 juillet. S'il m'arrivait de tourner en rond, je devrais m'attendre à être, à mon tour, mis à l'écart. »

Quand l'armée rétablira-t-elle les libertés démocratiques et rendra-t-elle le pouvoir aux civils comme elle l'avait promis le 10 juillet 1978 ?

« Ces libertés ne peuvent s'exercer réellement que dans un pays où le peuple a pleinement son indépendance politique vis-à-vis de l'extérieur et compte sur ses ressources et son génie créateur pour assurer son développement à l'intérieur. La C.M.S.N. entend opérer le plus rapidement possible les redressements qui s'imposent avant de rendre le pouvoir aux civils. Il faut transformer les mentalités par accabler la construction d'un Etat moderne. La récente abolition de l'esclavage est un pas important dans cette direction. Une réforme foncière doit voir le jour prochainement en apportant du travail aux anciens serviteurs et leur donnera concrètement la possibilité de quitter leurs maîtres. »

Quelles seront les prochaines étapes ?

« Par rapport à l'ancien régime, nous avons déjà beaucoup fait en deux ans. Comme nous l'avons promis, nous avons ramené le pays à l'entente et redressé l'économie et social. Il faut maintenant que nous débouclions l'administration. Ce n'est pas facile : on ne peut pas muter tout le monde ni jeter les gens à la rue. Nous comptons fermement sur la création de conseils communaux pour que la population apprenne à gérer ses affaires, interpellant l'administration et l'obligeant à être plus honnête et plus dynamique. Nous espérons aussi que le Mouvement national du volontariat contribuera à changer les mentalités et aidera le peuple mauritanien à transcender ses contradictions internes. »

Propos recueillis par PAUL BALTA.

(1) Divers indices permettent de penser que les autorités algériennes ont renforcé leur contrôle sur cette piste et qu'elle n'est plus guère utilisée. En outre, depuis quelques mois, on rencontre des dirigeants sahraouis plus souvent à Tripoli qu'à Alger. Les dirigeants algériens, commentés par le chef de l'Etat, affirment cependant qu'ils n'ont pas modifié leur position à l'égard du conflit saharien.

(2) Notre correspondant sur la Mauritanie (Je Monde daté 6-7 juillet).

BIBLIOGRAPHIE

« LES CINQUANTE-SIX

AFRIQUE »

de Frank Tenaille

Ces deux petits volumes qui se présentent comme un « guide politique » selon l'expression même de l'auteur, constituent le petit vade-mecum du militant progressiste intéressé aux questions africaines. Frank Tenaille, jeune journaliste trotskiste, a été très généreux, pas en guerre contre l'impérialisme en même temps qu'il effectue, pays par pays, un tour d'horizon du continent noir. C'est l'occasion pour l'auteur de montrer pourquoi se trouve constamment différé le progrès économique et social d'une région du monde où les rivalités des grandes puissances perpétuent le sous-développement. Frank Tenaille a accompagné la présentation de chaque Etat d'une bibliographie. — Ph. D.

Les Cinquante-Six Africains, Editions Maspéro, deux tomes de 250 pages chacun.

AMÉRIQUES

Costa-Rica

Des personnalités gouvernementales sont mises en cause à propos d'un trafic d'armes

Des personnalités costariciennes ont fait l'objet d'accusations pour leur éventuelle participation à des trafics d'armes à destination de rebelles contre-américains. Les noms de certains membres de l'entourage du président Rodrigo Carazo ont été cités. Le chef de l'Etat a reconnu, le 21 juillet, avoir fait introduire des armes au Costa-Rica en 1979 afin de « défendre les Costariciens contre Somoza ». (1) Il a, en revanche, déclaré qu'une enquête devait être menée sur le « trafic d'armes à but mercantile ».

San-José (A.F.P.). — Le gouvernement du Costa-Rica est confronté, depuis quelques semaines, au plus grave scandale politique survenu depuis son arrivée au pouvoir en 1978. Des révélations ont été faites selon lesquelles des hautes personnalités du gouvernement seraient compromises dans un trafic d'armes au profit de mouvements de guérilla d'Amérique centrale.

Le 14 juin dernier, la police costaricienne, la D.I.C., avait découvert un cargo de quatre-vingt-quatre caisses de 15 millimètres. Les capitaines Werner Lotz et Ronald Alfaro, chefs de la section aérienne de la force publique costaricienne (le Costa-Rica n'a pas d'armée), ont été accusés d'avoir prélevé ces munitions dans les arsenaux gouvernementaux. Les noms d'autres personnalités du ministère de l'Intérieur et de la police nationale ont été cités.

Le 6 juillet, au cours d'une perquisition chez un important conseiller du ministère de l'Intérieur, des hommes de la D.I.C. ont découvert des armes de gros calibre et des caisses de munitions. L'enquête a établi que ces armes et munitions appartenaient à M. José Escheverria, ancien ministre de l'Intérieur du gouvernement du président Rodrigo Carazo.

La semaine dernière, le directeur de la D.I.C., le colonel Guillermo Martí, et son chef des opérations, le commandant Farias, ont démissionné. Le colonel Martí a déclaré que l'enquête sur le trafic d'armes était entravée par des dirigeants gouvernementaux.

Le « scandale des armes », comme l'appelle la presse locale, a pris de plus larges proportions lorsque le commandant Farias a révélé, devant une commission spéciale du Congrès, que, pendant la guerre au Nicaragua, d'importantes quantités d'armes qui devaient parvenir au Front sandiniste étaient restées dans les arsenaux costariciens et que ces armes furent maintenant l'objet d'un trafic au profit d'autres mouvements de guérilla de la région.

Le président Carazo a annoncé que toute la lumière serait faite sur le « scandale des armes ».

(1) Le Costa-Rica a renoncé, en 1948, à avoir une armée. Il a, en revanche, une garde civile dotée d'armes légères et en principe uniquement défensive. Lors de la crise nicaraguayenne de 1978, le gouvernement costaricien a voulu « réarmar » le pays. L'appui du Costa-Rica aux révolutionnaires sandinistes avait été très important. — N.D.L.R.

Dominique

Les conservateurs remportent les élections

Roseau (Reuter, U.P.I.). — Le Parti de la liberté (D.F.P.), la formation conservatrice de la Dominique, a remporté, le lundi 21 juillet, une écrasante victoire lors des premières élections organisées dans cette île des Caraïbes depuis l'indépendance, accordée en 1978 par la Grande-Bretagne.

Le D.F.P., dirigé par une femme, Miss Eugénie Charles, une avocate de 42 ans et un ans, a enlevé 17 des 21 sièges à pourvoir. Le premier ministre actuel, M. Oliver Seraphine, leader du parti travailliste démocrate, n'a pas été élu. Sa formation a obtenu deux sièges. Son prédécesseur, M. Patrick John, leader du parti travailliste (dont M. Seraphine s'était éloigné pour fonder sa propre formation) a lui aussi été battu. M. John, qui était premier ministre lors de l'indépendance, avait été chassé du pouvoir à l'issue de violentes émeutes au printemps 1978. Le Mouvement de libération de la Dominique (extrême gauche), qui avait joué un rôle lors des événements de 1978 n'a obtenu aucun siège. Deux indépendants ont, en revanche, été élus.

La Dominique, une petite île montagneuse de quatre-vingt mille habitants, située entre la Martinique et la Guadeloupe, dépend

entièrement, pour sa survie, de l'agriculture, et notamment de la banane, sa principale exportation, et de la noix de coco. Elle a été ravagée, le 29 août dernier, par l'ouragan David.

Miss Charles, dont la désignation comme premier ministre est automatique aux termes de la Constitution, a indiqué qu'elle entendait favoriser les investissements étrangers dans le secteur industriel. « Je ne pense pas que cet aspect des choses soit, pour nous, aussi important que l'agriculture, source de tous nos emplois », a-t-elle cependant précisé.

Miss Charles se définit elle-même comme une démocrate libérale, anticommuniste et favorable, en politique étrangère, au non-alignement.

Il semble que la défaite de M. Seraphine soit largement due à son refus d'organiser plus rapidement des élections. Il lui a été aussi reproché certaines indécisions dans la gestion de l'aide étrangère, notamment américaine, fournie à l'île après l'ouragan David.

● Deux dignitaires religieux français ont dénoncé la répression au Guatemala et au Salvador. — Il s'agit du pasteur Jacques Maury, président de la Fédération protestante de France, et de Mgr Jacques Ménager, archevêque de Reims et président de la commission française Justice et Paix. Tous deux ont adressé une lettre de soutien aux évêques du Guatemala, ainsi qu'aux responsables des Eglises des Etats-Unis pour attirer l'attention des chrétiens sur la « situation d'injustice dans ces deux pays » et sur la responsabilité du gouvernement américain dans cette région. — (A.F.P.)

Océan Indien

Comores

DÉMISSION

DE L'AMBAassadeUR A PARIS

M. Said Ali Kemal a rendu public, mardi après-midi 22 juillet, la lettre de démission de son poste d'ambassadeur de la République fédérale islamique des Comores en France, adressée au président Abdallah M. Said Ali Kemal, qui a décliné l'offre du président Abdallah de prendre le portefeuille de la justice, lors du dernier remaniement ministériel (Je Monde du 17 juillet), écrit notamment au chef de l'Etat : « Ne sachant que faire des prisonniers politiques devenus encombrants, vous souhaitez me faire endosser la responsabilité du jugement et des sentences. » M. Said Ali Kemal était ambassadeur des Comores en France depuis le 30 novembre 1978.

La démission de M. Said Ali Kemal avait été rendue publique mardi matin par M. René Henry, retour d'une semaine aux Comores, où il avait effectué une mission d'information pour la Fédération internationale des droits de l'homme.

M. Henry a fait un bilan pessimiste de la situation des détenus, à la fois sur le plan pénal, pénitentiaire et sanitaire. Ils sont maintenus au secret, a-t-il dit, dans « des conditions sanitaires épouvantables », le plus souvent sous l'autorité militaire, et l'on fait preuve de « brutalité à leur égard ».

25 août-20 sept. Ne manquez pas la dernière préparation au

CAPA
avant modification de l'inscription
CEPES : enseignement supérieur pour les pays en développement
722.94.94-725.92.19

Centre **ISTH** Centre
AUTEUIL - TOULBIAC
Institut privé des Sciences et
Techniques humaines
EXPERTISE COMPTABLE
DECS
trois certificats
• Préparation intensive complète
pour l'Institut d'Etudes Supérieures
• Enseignement 13316 heures habilitées
par l'Etat
• Groupes de 12 à 15 étudiants
AUTEUIL 6, Av. Léon Heuzey
75016 Paris Tel. 224.10.72
TOULBIAC 63, Av. d'Alsace 75013 Paris
Tel. 585.59.35

Les Etats-Unis

III

Les États-Unis entre le droit et la justice

III. — Le judiciaire, premier pouvoir

de notre envoyé spécial ALAIN CLÉMENT

Les Américains sont devenus un « peuple de plaideurs ». Après avoir décrit la position exceptionnelle, dans la société américaine, d'avocats de plus en plus nombreux, Alain Clément a analysé les dispositions du nouveau droit américain qui visent à redresser les injustices du passé à l'égard de minorités raciales et des femmes (« Le Monde » des 22 et 23 juillet).

Il traite dans ce dernier article des rapports qu'entretiennent aux États-Unis le judiciaire et la politique.

Milwaukee. — Simples citoyens, un Alan Bakke ou un Brian Weber n'auraient sans doute eu ni l'endurance ni les moyens financiers de porter leurs doléances jusqu'à la Cour suprême. Leur cas finissant par s'identifier à une cause, ils recouraient en cours de procédure — ainsi que la partie adverse le soutient — à la justice sociale, à la justice morale et financière d'associations, qui, au titre d'amis de la cour (« amici curiae ») se sentaient concernés par l'objet du litige et joignirent par écrit leurs considérations (briefs) aux plaidoyers proprement dits. Une certaine dimension sociale est ainsi donnée d'emblée à l'action judiciaire d'un individu, de même que la justice fédérale admet dans certaines conditions la « plainte groupée » (« class action ») d'une catégorie lésée représentée par un seul particulier appartenant à cette catégorie.

Toujours dans cette perspective pluraliste, il convient de ne pas regarder uniquement les décisions des neuf juges de la Cour suprême. Les juridictions d'instance et d'appel fédérales (en tout, quelque six cents magistrats) sont tout aussi importantes et leur influence dépasse de beaucoup celle de leurs homologues européennes. Elles sont composées de juges inamovibles (alors que les juges des États sont souvent élus), nommés à vie après ratification du Sénat, relativement bien rémunérés, dont les décisions la plupart du temps ont le dernier mot soit que les parties renoncent à saisir la Cour suprême, soit que celle-ci, après examen, ne trouve rien à redire ou à ajouter à la sentence.

Or, cette dernière possède beaucoup plus d'autorité qu'un simple verdict aux lendemains incertains. D'abord, même lorsqu'elle contredit l'opinion courante ou le sens de l'intérêt, elle est unanimement respectée. Il est en outre difficile d'étudier ses conséquences. Aux États-Unis, il ne s'agit pas seulement de « dire le droit » sans s'inquiéter de ce qui s'ensuit : il faut que justice soit faite. C'est pourquoi l'adversaire qu'un juge fédéral non seulement « donne tort » à telle mesure ou négligence regardée comme injuste ou discriminatoire mais prend en main, personnellement, au par syndicat interposé, la réparation d'un dommage qu'il aura prescrite dans ses moindres détails.

L'intérêt de la campagne menée à l'enseignement de l'affirmative action ne réside pas seulement dans ses résultats immédiats, qui sont pourtant substantiels : de 1975 à 1978, six millions et demi de femmes, un million sept cent mille Noirs, ont intégré le marché du travail, en partie grâce à l'appel d'offres « créé » par l'action positive. Il tient surtout à l'attitude d'esprit qu'elle entraîne. Ce n'est pas une croisade, comme le furent jadis le mouvement pour les droits civiques des Noirs, ou, plus récemment, celui pour l'égalité de sexes. Ce n'en n'est pas moins un mécanisme, presque impersonnel, d'arrachement aux habitudes et aux routines qui, même là où il ne donne pas lieu à un examen de conscience, contraignent à une remise en cause de l'acquis et à la révision des procédures en usage.

Prenez l'exemple, toujours à Milwaukee, de l'excellente université Marquette — nommée d'après le missionnaire jésuite qui découvrit le Mississippi. Elle a choisi de se présenter comme une institution catholique de droit commun, respectant la liberté de conscience et de recherche. Ce qui lui permet de partager la

manne fédérale et de conserver une « préférence » catholique pour le recrutement de ses enseignants. Elle jouit ainsi de l'exemption dite de « qualification professionnelle de bonne foi » (« bona fide occupational qualification »), mais cette dispense partielle ne la soustrait pas aux efforts demandés par l'action positive. Marquette s'y soumit et d'ailleurs depuis 1974, quatre ans plus tard, dans un document de quarante pages, l'université dresse un bilan minutieux de la situation de l'emploi des minorités et des femmes sur son campus, catégorie par catégorie, et projette les objectifs qu'elle s'assigne jusqu'en novembre 1981.

Peut-être a-t-on senti, à travers ces cas particuliers, l'impact du « dirigisme social » à l'œuvre à travers l'affirmative action. Il s'agit, non pas comme dans les opérations d'intégration scolaire, d'un système expérimental dont on ne sait, en réalité, ce qu'il donne, mais de faire entrer à tous les niveaux possibles — fût-ce au-dessus de leur niveau présent — les minorités de couleur dans les processus de la production et de la responsabilité. Certes, la conjoncture n'est pas assez dynamique pour ne pas menacer l'emploi gagné par ces méthodes quand vient le moment des licenciements, mais la logique interne de l'action positive n'a pas manqué de s'étendre à l'employeur « minoritaire » lui-même. Certains États ont introduit, dans leurs contrats de travaux publics, une clause stipulant qu'une fraction déterminée des articles votés devaient aller tantôt à des entreprises minoritaires, tantôt à des entreprises « blanches » employant un certain pourcentage de sous-traitants minoritaires.

En 1977, le Congrès lui-même, appelé à voter une tranche exceptionnelle de 4 milliards de dollars de travaux publics pour aider la construction, ordonne — de façon un peu expéditive, une fois de plus — que 10 % des dépenses autorisées aillent à des entreprises minoritaires. Ce quota fut attaqué en justice par des entrepreneurs new-yorkais et l'affaire est maintenant en instance devant la Cour suprême. A-t-on le droit de

Plutôt le prétoire que la rue

Peut-être parce que ce sont, avant tout, des péripéties judiciaires, même quand, comme dans les affaires Bakke, Weber et d'autres, elles ont des incidences personnelles. Le prétoire est plus rassurant que la rue ; l'arrêt, même défavorable, vaut mieux que l'émeute. Ainsi qu'en témoignent les cinémas le juge est un personnage familier, non fatidique. Il désamorce ce qu'il y a d'insupportable dans tout conflit. Ces qualités en font le représentant idéal de ce « reformisme d'État » qu'introduisent, dans la structure de l'emploi, sinon déjà dans les mœurs, l'affirmative action et ses séqueles.

Pour les uns, les juges sont surmenés. On en attend trop. Il ne leur appartient pas de s'immiscer dans les affaires publiques, de s'immiscer dans le processus démocratique. L'optique juridique est étroite : elle avance de cas en cas et ne saurait embrasser la totalité de l'intérêt public, lequel est l'objet de l'effort politique, qui lui, sait faire la part du souhaitable et du possible. Bien plus, l'activisme judiciaire est suspect de partialité. A son insu ou

consciemment, il se fait l'instrument d'une école de pensée sciemment subversive, qui entend obtenir des tribunaux ce que la majorité populaire refuserait, comme l'abolition de la peine de mort et la libéralisation de l'avortement.

Aux États-Unis, de ce dévoiement institutionnel se profite une « campagne ambitieuse pour inciter les cours à dicter sans ambages une politique économique dont le but avoué est d'opérer une redistribution des revenus ». De cette « guerre des juristes contre la démocratie », pour reprendre le titre d'un article publié dans la revue juridique Commentary, et d'où est tirée la citation précédente, l'affirmative action n'est qu'une étape. Ce mensuel s'est élevé avec une vigueur inimitable contre toutes les décisions de la Cour

suprême en la matière. Mieux que d'autres, peut-être, les auteurs qui s'y expriment ont perçu ce qu'elles avaient de profondément novateur et donc de « dangereux » pour la mentalité américaine.

Dans le camp opposé à ces Cassandres se recrutent, entre une phalange de professeurs de droit, ces équipes de brillants étudiants qui publient les revues de droit des grandes universités et ces légions de juristes de tous âges qui, en marge de leur clientèle ordinaire, militent pour les droits civiques et pour les causes — droits de la femme, défense des déshérités, écologie — qui ont pris leur essor dans le sillage de ces derniers. Pour eux, le juge américain n'est pas le notaire du droit, mais l'expression vivante de ce que l'on pourrait appeler la « morale constitutionnelle ».

Le succès des ouvrages juridiques

Consultons maintenant, pour nous informer de ce qui préoccupe le citoyen américain, la bibliographie des livres disponibles. Est-ce parce qu'il est intouchable que le système politique américain ne fait l'objet d'aucune étude originale ? La prospérité de la « science politique » américaine ne saurait cacher que la pensée politique américaine est au point mort. En revanche, les ouvrages juridiques témoignent d'une vitalité fulgurante. L'ensemble de la littérature purement technique.

Il reste que l'histoire constitutionnelle s'aggrave chaque année d'ouvrages de valeur et sur-

tout qu'on assiste en ce domaine à un débat d'idées qui descend jusqu'aux fondements du droit. Il faudrait citer une douzaine de titres pour être équitable, mais une œuvre aussi ardue que *Une théorie de la justice* (A Theory of Justice), de John Rawls, se trouve aujourd'hui en livre de poche indique que sa diffusion dépasse le cercle des spécialistes de la philosophie du droit. Cette moderne vision de l'impératif catégorique a engendré toute une littérature de commentaires. Il en sera bientôt de même pour l'œuvre de Laurence Tribe, le *Droit constitutionnel américain* (American constitu-

tional Law), panorama dialectique du développement de la jurisprudence de la Cour suprême depuis ses débuts.

Que signifie cette différence de retentissement, ce décalage du judiciaire sur le politique ? Avant tout, que ces derniers entretiennent des rapports étroitement inverses de ceux auxquels nous sommes accoutumés en Europe. Sur le Vieux Continent, la formule napoléonienne du politique comme destin demeure vraie. Quelle soit « politicienne » ou non, la politique affecte directement nos vies, tant par l'incessant discours de ses partenaires que par l'encadrement administratif du citoyen. De la justice relèvent, seulement, les cas de rupture de la communauté, du divorce au crime capital. Le politique reste la règle, le judiciaire l'exception.

Aux États-Unis, c'est le judiciaire qui prime parce qu'il légitime les lois et en extrait l'esprit. A ce titre il intervient à tous les niveaux et à tous les instants. C'est lui qui met la communauté en règle avec elle-même. Et c'est dans l'administration de l'exception — en matière criminelle — qu'il s'expose à l'injustice (1), tant il est fait pour la norme. En revanche, la politique, c'est — à la limite — le superflu, l'excès, l'exception. D'où la faible participation électorale. D'où la permanence permanente d'une élection présidentielle émise sur des mois. Mais ne pourrait-on pas dire aussi que, derrière la primauté de la justice, c'est l'égalité des conditions — moteur selon Tocqueville, de la démocratie américaine — qui travaille à son « interminable avènement » ?

FIN

(1) Cf. Entre autres, Lloyd Weinreb, *Denial of Justice, Criminal Process in the United States* (Denial de justice, les procès criminels aux États-Unis), The Free Press, Macmillan, New York, 1978.

Prenez un vol Air Lanka pour Colombo.

...et savourez en route le goût du Paradis.

Nous quittons Paris à 13 heures, tous les mardis et les samedis; nous arrivons à Colombo à 6 heures le lendemain.

Deux escales seulement en cours de route.

Pendant le vol, vous serez choyés dans le style chalcédaïque et privilégiés que vous pouvez attendre de la compagnie aérienne d'un pays considéré, par les voyageurs de tous temps, comme un Paradis.

AIR LANKA
Un goût du Paradis.

Pour toute information et tout renseignement complémentaire, veuillez appeler l'Agent général de vente d'Air Lanka, Singapore Airlines, 25 rue de l'Opéra, Paris 75001. Tél. 261 5303.

AL40

Le Monde DE L'ÉDUCATION

Numéro de juillet-août

LE PALMARÈS
DES UNIVERSITÉS

et des grandes écoles :

LE SUCCÈS

n'est pas qu'à Paris...

En vente partout : 7 F

PUBLICATION JUDICIAIRE

D'un arrêt rendu par la Cour d'appel de Pau le 19 décembre 1979, entre Mme DUPONT et ses filles et la Société Française d'édition et de publication qui assure l'édition du journal « FRANCE-DIMANCHE », il a été constaté que l'article paru dans « FRANCE-DIMANCHE », n° 1033, assorti de son placard publicitaire porte atteinte à l'intimité de la vie privée de la dame DUPONT et de ses deux filles ainsi qu'à la mémoire du Dr DUPONT, leur père. Constaté en conséquence la Société Française d'édition et de publication au titre de l'hébergement « FRANCE-DIMANCHE » à verser en réparation du préjudice causé. Signé P. MABROT, avocat.

IRLANDE

PARIS-DUBLIN aller-retour
790 F*

Départ garanti d'Irlande
du 13 juin au 12 sept. 1980
par la compagnie AEROTOUR

180 F prestations terrestres
compagnies

Mac Bride Voyages
122, rue d'Assas, Paris-6
633.28.72 - 30.58 - 325.02.90

My Holidays à Paris...

OFFRE EXCEPTIONNELLE
Week-end spécial Dublin
du 3 au 5-10-1980, 790 F.

* 200 F prestation minimum.

CAP

DEC

PROCHE-ORIENT

La session « extraordinaire d'urgence » de l'ONU sur la Palestine ne fait pas recette

De notre envoyé spécial

New-York (Nations unies). — La session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies consacrée à la Palestine « commémore une rébellion de cette agresseur armée contre l'ordre du monde » utilisée par les États-Unis au Conseil de sécurité, a déclaré mardi 23 juillet M. Kadoumi, directeur politique de l'O.L.P. au cours de la première journée de la réunion.

De fait, l'organisation palestinienne, qui a un statut d'observateur à l'ONU, a concentré ses attaques sur les États-Unis. M. Kadoumi a mané l'ironie à propos de la « patience » que l'on conseille aux Palestiniens d'observer en cette année électorale américaine : « Le président John-son était par nature anti-arabe et nous devions attendre l'élection d'un nouveau président, a-t-il dit. Nixon ne pouvait rien faire d'important avant le début de son second mandat ; le président Ford n'avait pas été élu, et nous devions attendre un président élu, etc. »

Le dirigeant de l'O.L.P. a été particulièrement sévère pour M. Carter, « qui avait fait un certain nombre de pas en avant en parlant d'une paix juste et équitable, mais qui n'a rien fait depuis lors, et dont il n'y a rien à attendre », puisque son unique souci est de rester à la Maison Blanche. Il est vrai que M. Reagan a promis de « l'adancer aux Palestiniens », et est vraisemblablement plus encore.

M. Kadoumi, contrairement à certains espoirs des diplomates européens, n'a pas été plus amène à l'égard de la Communauté européenne. Certes, il a estimé que la déclaration des Neuf, à Venise, en juin, dans laquelle ceux-ci évoquent l'« élection » de l'O.L.P. aux négociations sur l'avenir de la région, constitue une « fleur d'espoir », mais il a aussitôt précisé que celle-ci était insuffisante et que « les pays du Marché commun avaient été devant les menaces des États-Unis ». M. Kadoumi a

affirmé encore qu'en raison de la capitulation américaine devant les sionistes, la confrontation avec eux était « inévitable ».

Le ton de cette intervention était sans doute dramatique, mais l'atmosphère ne l'était pas. Les habitués des couloirs de l'ONU s'étonnaient de l'absence totale de fébrilité dans les délégations. Le public était clairsemé, les journalistes peu nombreux. Le New York Times de ce mercredi, jugeant peut-être l'affaire déjà classée, a omis purement et simplement de donner un compte rendu de cette première journée.

Il est vrai que la litane des discours contre Israël, affirmant les « droits inaliénables » des Palestiniens, avait en l'absence de toute intervention contradictoire, un effet quelque peu soporifique qui ne correspond guère à l'idée qu'on se fait d'une « session extraordinaire ». Le contraste est d'autant plus frappant si l'on rappelle que les précédentes sessions, convoquées selon la même procédure, ont eu lieu en leur temps de l'expédition de Suez et de la Hongrie (1956), du Liban (1958), du Congo (1960), de la guerre au Proche-Orient (1967) et de l'invasion soviétique de l'Afghanistan (janvier 1980).

Les propos acerbes du ministre cubain des affaires étrangères ont provoqué le seul incident de la journée. « Pour prix de sa trahison de la cause arabe, l'Égypte a récupéré une partie du désert du Sinaï et quelques puits de pétrole, d'ailleurs presque épuisés par les occupants israéliens », a déclaré M. Malinver. Le représentant égyptien, faisant usage du droit de réponse, demandait alors si Cuba parlait en son nom propre ou au nom des non-alignés. La Havane a assumé officiellement la présidence du mouvement. Il a affirmé que, en tout état de cause, l'« arabe » est une politique qui n'a rien à voir avec le non-alignement.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Les Neuf n'entendent pas s'associer au projet de résolution des pays arabes

De notre correspondant

Bruxelles. — M. Thorn, ministre des affaires étrangères du Luxembourg, qui préside actuellement les travaux des Neuf, a participé, à New-York, à la session spéciale des Nations unies, afin, comme l'a dit M. François-Poncet, que le point de vue européen soit connu et au niveau approprié. Ensuite, conformément à ce qui avait été décidé au conseil européen de Venise, il fera une série de visites au Proche-Orient pour voir comment les parties au conflit réagissent à la position adoptée par la Communauté. Ce sont les modalités de cette double mission que les ministres des affaires étrangères des Neuf ont arrêté mardi 22 juillet à Bruxelles.

Les Neuf entendent faire acte de présence à la session de New-York, mais, semble-t-il, de manière relativement discrète. M. Thorn réaffirmera leur position, mais il n'aura pas de rôle de médiation. Rien d'étonnant à cela puisqu'il a été décidé, précisément à Venise, qu'une série de contacts sur le terrain était nécessaire avant d'envisager une quelconque initiative. Par ailleurs, il semble « inimaginable », pour reprendre le terme employé mardi par un des ministres français, de remarquer notamment que le projet de résolution présenté par les pays arabes.

Pour M. François-Poncet, ce texte est trop éloigné de la position des Neuf et trop déséquilibré pour que ceux-ci puissent envisager de le voter ou même de participer à une négociation à son sujet. Le ministre français a remarqué notamment que le projet ne faisait aucune référence à la résolution 242 des Nations unies, laquelle, même si elle n'épouse pas le sujet, demeure, dans l'esprit des Européens, l'un des piliers de la solution à bâtir. Les Neuf apprécieront sur place

le comportement à tenir à New-York, mais ils ont manifesté une certaine inquiétude de rester, en tout état de cause, unis.

Le plus tôt possible après cette session spéciale, M. Thorn commencera ses sondages au Proche-Orient. Il a déjà rencontré, on le sait, le secrétaire général de la Ligue arabe. L'idée est qu'il soit en mesure de rendre compte de manière complète à ses collègues européens, à Bruxelles, avant l'ouverture de l'Assemblée générale ordinaire des Nations-Unies. Cependant, les pays membres seront informés après chaque des visites de la façon dont elle se sera déroulée. La mission de M. Thorn n'a pas été définie dans tous les détails, ses collègues ayant le souci de lui laisser une relative liberté d'action sur la manière d'opérer. Il est ainsi exclu qu'il se déplace flanqué d'un représentant de chacun des pays membres ; cependant, l'un ou l'autre de ceux-ci soutient qu'un de ses experts soit du voyage, il n'y fera pas obstacle.

Qui verra-t-il ? Il est dans l'ordre des choses, en effet, qu'il aille à Bruxelles, que le président du conseil des ministres des Neuf soit reçu à un haut niveau politique. Cela veut dire que, sans surprise, il aura notamment des contacts avec MM. Sadate, Begin et aussi Arafat. La mission sera limitée à la région directement touchée par le conflit : M. Thorn ne se rendra donc ni en Libye, ni dans les pays du Maghreb. L'objet de la mission est d'évaluer avec précision comment chacune des parties concernées contribue à la fois position arrêtée par les Neuf à Venise et une éventuelle initiative de ceux-ci pour donner corps aux idées qui y sont exprimées.

PHILIPPE LEMAITRE.

Israël

MORT D'UN DÉTENU PALESTINIEN

(De notre correspondant.)

Jérusalem. — Un jeune Palestinien de vingt-six ans, Al Moha-mmed Al Jazafat, l'un des soixante-quatre prisonniers palestiniens qui font la grève de la faim dans la prison de Nafkha, en plein désert du Négrev, est décédé, le mardi 22 juillet, après son transfert avec vingt-cinq autres prisonniers palestiniens à la prison de Ramleh.

Selon les autorités pénitentiaires, il est mort de pneumonie, mais son avocat, M. Léa Semel, qui a rencontré mardi quelques-uns des prisonniers transférés de Nafkha, affirme qu'ils ont tous été battus par leur gardiens à leur arrivée à Ramleh. Les prisonniers de Nafkha font la grève de la faim pour obtenir « une amélioration de leurs conditions de détention considérées comme inhumaines ». Ils demandent qu'on leur accorde les mêmes conditions de détention que celles réservées aux prisonniers de droit commun, elles-mêmes décrites récemment par le chef des autorités pénitentiaires, le général Haim Levy, comme « déshumanisées ». — (Interim.)

Jordanie

LE ROI HUSSEIN S'ERA REÇU LE 28 JUILLET PAR M. GISCARD D'ESTAING

Le roi Hussein de Jordanie sera reçu, lundi 28 juillet, à l'Élysée, par M. Giscard d'Estaing. Le souverain, qui fera une visite officielle en France, souhaite semble-t-il, faire le point de la situation au Proche-Orient avec les dirigeants européens.

Il s'était arrêté à Londres à son retour des États-Unis, et doit se rendre également à Bonn et à Rome.

Irak

L'assassinat de Salah Bitar risque d'aggraver les divergences entre Bagdad et Damas

De notre envoyé spécial

attribués à la Syrie. Les autorités irakiennes, jusqu'à présent, le silence sur cette affaire pour ne pas, nous a-t-il dit, un des proches du régime, « faire voir en soliste ce qui reste encore de la solidarité inter-arabe ».

Une apparence de normalité

Depuis l'échec des négociations sur l'unité — du, on le sait maintenant, au refus de l'Irak de reconnaître la « légitimité » du Baas syrien — des efforts ont été entrepris de part d'autre pour éviter que la guerre froide ne s'installe à nouveau entre les deux capitales rivales. Une apparence de normalité a été maintenue dans les relations entre les deux pays : les ambassades sont demeurées sur place, les frontières n'ont pas été fermées, et des échanges commerciaux bénéfiques pour les deux parties se sont développés. Contrairement à certaines craintes, le litige sur l'utilisation des eaux de l'Euphrate n'a pas rebondi. En outre, Damas a largement profité de la reprise des exportations pétrolières irakiennes par les terminaux méditerranéens de la côte syrienne ainsi que du transit des marchandises schématisées vers l'Irak à partir des ports de Lattaquié et de Tartous. Le brut irakien alimente toujours la principale raffinerie syrienne située à Homs.

En revanche, les divergences politiques se sont accentuées avec la dégradation des relations entre l'Irak et la République islamique d'Iran, que les Syriens appuient ouvertement. L'absence remarquée de Bagdad aux travaux de la conférence du Front de la liberté et de la résistance, que M. Saddam Hussein vient de tourner en dérision en le qualifiant

de « régime ni résistant », souligne l'étendue du désaccord au sujet du problème du Proche-Orient. Enfin, l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan a créé une nouvelle pomme de discorde entre Bagdad, qui l'a dénoncée énergiquement, et Damas, qui l'a justifiée et acceptée.

Ces divergences n'avaient, jusqu'à présent, pas empêché les deux parties de faire preuve d'une remarquable retenue et de ne pas recourir à la campagne de dénigrement mutuel, qui avait marqué les relations entre les deux régimes « frères », au cours des années qui ont précédé les négociations d'octobre 1978. Plusieurs indices recueillis ici montrent cependant que cette façade de sérénité risque fort de se lézarder définitivement. Les journaux du parti et du gouvernement, qui sont ici strictement contrôlés, ont, en effet, récemment commencé à monter en épingle les informations relatives à la dégradation constante de la situation en Syrie. Le président Saddam Hussein a lui-même donné l'exemple en dénonçant, au cours du discours qu'il a prononcé le 17 juillet à l'occasion du douzième anniversaire de la révolution baasiste, les « régimes et forces politiques qui se disent nationalistes et progressistes sans être, en fait, que des socialistes et démocrates », ainsi que « la corruption qui règne dans certains pays arabes, pétroliers ou non ».

Toutefois, nous comprenons que Damas était essentiellement visé par ces formulations ambiguës, et, afin qu'aucun doute ne puisse subsister à ce sujet, le président Sadat a récemment tenu à la charge trois jours plus tard en dénonçant le « pays dont le président laisse son frère voler », nette allusion aux agissements attribués ici au commandant Rifaat Assad, frère du chef de l'État syrien.

JEAN GUYERAS.

Iran

Vers un gouvernement « révolutionnaire » ?

(Suite de la première page.)

Celui-ci, pour se consoler de la défaite de son candidat à la présidence, n'a eu de cesse de réduire le rôle du président.

L'activité débordante de M. Bani Sadr n'a pas suffi pour garder les acquis, jusqu'à l'élection du 28 mai, et le 28 mai, au soir, il a été arrêté. M. Bani Sadr, directeur de la Banque centrale et proche collaborateur de M. Bani Sadr, sont, depuis les déclarations de l'imam, dimanche dernier.

Le parti de l'ayatollah Behabadi ne s'est pas contenté de triompher aux élections parlementaires, il lui fallait éliminer définitivement le pluralisme politique. Les libéraux qui révélaient avec M. Bazargan d'une République islamique pro-occidentale et « démocratique » ont été sévèrement pris à partie pendant l'été par les étudiants et « fidèles à la ligne de l'imam ». Le développement de la gauche s'est fait par étapes : en avril, les bureaux des fedayin du peuple furent attaqués dans les universités du centre de l'Iran par des bandes d'hezbollah (partisans de Dieu) recrutés dans les bas-fonds de la capitale, armés de couteaux et de canifs. La gauche islamique modérée, Jombeh (le mouvement animé par l'ayatollah Agbar Sayed Javadi), et même le parti de l'ancien ministre de la santé, le docteur Sami, ont ensuite progressivement été arrêtés leurs activités et leurs publications.

Bataille de rue

En juin, il ne restait plus que les Moudjahidin du peuple, groupe musulman progressiste qui ont sa part de gloire dans la lutte contre le chah. Leur dernier meeting avec leur chef politique, M. Masoud Radjavi, finit par une bataille de rue avec les hezbollah et leur quotidien *Moudjahid*, arrêté sa publication deux semaines plus tard. Quant au parti communiste Toudesh, son ralliement tactique à l'imam Khomeiny et à la République islamique lui a donné un statut officiel (juridique) de parti, le 21 juillet, par des musulmans venus du sud de l'Iran, encouragés par l'ayatollah Ghaftari.

Cette réduction par la force du pluralisme politique n'est pas du goût de M. Bani Sadr, qui aurait préféré l'instauration d'une société laïque (juridique) de l'Islam par une voie non violente. N'ayant pas réussi avant les élec-

tions législatives à former un gouvernement provisoire, on peut douter qu'il puisse maintenant imposer son choix à l'Assemblée qui vient d'être officiellement inaugurée. Celle-ci a, solennellement, prêté serment mardi. Les partis sont ouverts : les candidats premiers ministres dont on parlait jusqu'ici, notamment M. Ali-Rza Nozari, économiste formé aux États-Unis, directeur de la Banque centrale et proche collaborateur de M. Bani Sadr, sont, depuis les déclarations de l'imam, dimanche dernier.

Le guide de la révolution » a en effet écarté les députés de son choix, ceux des ministres à cent pour cent islamiques et surtout pas les actuels hauts fonctionnaires qui perpétuent les habitudes bureaucratiques de l'ancien régime. L'ayatollah Behabadi définit quant à lui ainsi le premier ministre qui doit être nommé : « Jeune, à la doctrine de l'islam, ferme dans ses décisions, et dans la ligne de l'imam ».

Un nom était mardi sur toutes les lèvres à Téhéran : celui de l'actuel ministre de l'enseignement et de l'éducation, le docteur Mohammad Rafai, le chef de la révolution, enseignait les mathématiques dans un lycée et est aujourd'hui membre du Parti de la République islamique.

De nombreuses spéculations

Parmi les autres noms qui alimentent les spéculations dans les couloirs de l'Assemblée, on ne trouvait pas celui que le président de la République proposa mardi à l'imam : son propre fils, Ahmad Khomeiny. L'imam a rejeté cette proposition en repoussant l'idée que ses proches puissent être promus à de hautes fonctions politiques, et pour garder l'Armée d'Iran pure de la « nation ». La radio de la République islamique, qui annonça la surprenante nouvelle dans son bulletin de la soirée et diffusa aussitôt après une interview téléphonique de M. Ahmad Khomeiny dans laquelle celui-ci, confirmant son refus, donnait une bien vague définition du rôle du premier ministre.

Était-ce une manœuvre de M. Bani Sadr, qui de proposer ce personnage haut et coloré certes mais politiquement peu marqué ? On pourrait en effet penser que le chef de l'État, qui ne dispose pas d'un soutien suffisant pour tenir tête aux partisans de l'ayatollah Behabadi, essaie de diminuer l'importance de l'Assemblée en la réduisant à un simple conseil d'administration de la République islamique est revenu, ce mercredi matin, à la charge en proposant M. Jalaleddin Farsi comme premier ministre. On se souvient que la candidature de ce dernier à la présidence de la République avait été écartée en janvier à

cause de son origine à moitié afghane.

Ces spéculations autour du gouvernement qui doit se former mercredi ou jeudi, ont lieu dans un climat orageux : le chômage et l'inflation ne cessent de s'aggraver, la frontière avec l'Irak est le théâtre de combats quotidiens ; on signale d'importants sabotages dans les installations pétrolières du Khuzestan, la guerre arabo-irakienne n'est pas éteinte, chaque jour de nouvelles exécutions de complètes du récent coup d'État manqué sont annoncées.

On doit ajouter du côté international un très net durcissement dans les relations avec la France depuis l'arrestation des auteurs de l'attentat manqué contre M. Bakhtiar ; de violentes déclarations contre le ministre des affaires étrangères M. Giscard d'Estaing, ont été publiées notamment par M. Jalaleddin Farsi.

Pour couronner ce tableau, l'imam Khomeiny a mis en garde, dans un discours publié mardi, les membres du conseil de surveillance de la Constitution de la République islamique : « Ne vous laissez pas tromper par les bourgeois progressistes » ; « le seul principe à respecter, a-t-il encore dit, c'est Dieu et non pas le peuple » ; « Le peuple est composé d'hommes ou même tous les hommes de la Terre étaient favorables à une opinion et que vous le jugiez contraire au Coran, ne cédez pas, même si l'opinion est fautive. Prenez l'exemple de Moïse qui tint tête à Pharaon ».

Un opposant au régime islamique a été assassiné à Washington

Un opposant iranien, M. Ali Tabatabaï, quarante-trois ans, président de la Fondation pour la liberté de l'Iran, a été assassiné de plusieurs coups de feu, mardi 22 juillet, à son domicile dans la banlieue de Washington. Conseiller de presse à l'ambassade d'Iran lors de la chute du chah, M. Tabatabaï menait une campagne active, à la radio et à la télévision, contre le régime de l'imam Khomeiny.

Ce premier assassinat, aux États-Unis, d'un opposant survient quelques jours après l'attentat manqué, vendredi dernier à Paris, contre l'ancien premier ministre iranien, M. Bakhtiar. M. Tabatabaï était en contact avec M. Bakhtiar, qu'il avait aidé à fuir l'Iran, et refusait de prendre position pour l'un ou l'autre. Il déclarait que son intention était seulement de coordonner les divers groupes d'opposants iraniens, résidant aux États-Unis, en vue de l'établissement, en Iran, d'un régime parlementaire et laïque. Son organisation, créée il y a une dizaine de mois, comptait quelques centaines de militants et touchait, selon lui, des

DIX NOUVELLES EXÉCUTIONS DE TRAFICANTS DE DROGUE

Dix trafiquants de drogue ont été exécutés le mardi 22 juillet, ce qui porte à soixante-deux le nombre de personnes passées par les armes en Iran pour des motifs divers depuis le début du Ramadan, le 14 juillet, soit moins de dix jours. D'autre part, dans le Kurdistan, huit « gardiens de la révolution » ont été tués dans un attentat avec les pasheurs kurdes. Radio-Téhéran a annoncé encore qu'un attentat civil a tué mardi sur une mine posée par des « mercenaires du Baas irakien ». Cinq passagers ont été tués et neuf autres blessés.

La mise au pas de la presse se poursuit. Ce mercredi matin, le quotidien indépendant *Bamdad* a vu ses bureaux occupés par des « gardiens de la révolution ». L'un d'eux a déclaré à l'A.F.P. qu'il espérait que Bamdad ne paraîtrait plus jamais. Le parti communiste iranien, pour sa part, qualifié de « contre-révolutionnaire » les hezbollah (les partisans de Dieu) qui occupent les locaux de son siège à Téhéran depuis lundi.

Dans un communiqué publié en première page de son organe central *Mardom*, le Toudesh indique que les hezbollahs avaient incendié les archives du parti et blessé plusieurs de ses membres. Le parti révèle encore qu'il avait fait appel aux secours des communistes islamiques, mais que les derniers étaient arrivés trop tard. Il dénonce notamment l'ayatollah Ghaftari, député de Téhéran, d'avoir été l'instigateur de l'attentat. (A.F.P., Reuters.)

A travers le monde

Chili

LE GOUVERNEMENT BRITANNIQUE va lever l'embargo sur ses ventes d'armes au Chili. Cet embargo avait été imposé par les travaillistes à la suite du coup d'État militaire de 1973. En janvier dernier, le Chili et la Grande-Bretagne ont décidé de reprendre des relations diplomatiques normales. Elles avaient été suspendues en 1975 à la suite d'un refus de tortures infligées au Chili à une doctoresse britannique. — (A.F.P.)

États-Unis

UN AVION DÉTOURNE de son itinéraire entre Miami et Porto-Rico est arrivé le mardi 23 juillet à Cuba. L'avion, un L-101 de la compagnie Delta, transportait cent trente-trois passagers et treize membres d'équipage. — (A.F.P.)

Sénégal

QUATORZE DES DIX-SEPT RESSORTISSANTS SÉNÉGALAIS qui s'étaient enfuis, au début du mois d'un camp d'entraînement lybien pour se réfugier à l'ambassade du Sénégal à Tripoli, sont arrivés, samedi 19 juillet, à Dakar, venant de la capitale libyenne. Les quatorze Sénégalais ont indiqué qu'ils avaient été recrutés à Cotonou (Bénin) par M. Ahmed Khalifa Niasse, opposant sénégalais qui prône une « République islamique du Sénégal », qui leur avait promis du travail dans le bâtiment en Libye. Mais, ont-ils expliqué, au lieu du travail promis, ils ont été acheminés dans un camp militaire. Le gouvernement sénégalais a rompu les relations diplomatiques avec la Libye, le 23 juillet, pour protester contre les incursions libyennes dans les affaires intérieures sénégalaises. — (A.F.P.)

EUROPE

DIPLOMATIE

LA VISITE A PARIS DE M. CEAUSESCU

Le président roumain entend mettre « au premier plan » le désarmement en Europe

M. Ceausescu, chef de l'Etat roumain et secrétaire général du parti communiste, arrive ce mercredi 23 juillet dans l'après-midi à Paris, pour une visite officielle de quatre jours. Il est accompagné de son épouse Elena, membre du bureau permanent du comité politique exécutif du P.C., premier vice-premier ministre et second personnage de l'Etat, selon le protocole; de MM. Burlica, vice-premier ministre et ministre du commerce extérieur, Andrei, ministre des affaires étrangères, et Avram, ministre de l'industrie et de la construction mécanique.

Dans un entretien télévisé, qui sera diffusé vendredi par FR 3, M. Ceausescu, interrogé sur la crise internationale actuelle, estime que « le plus haut niveau de la tension a été dépassé » et qu'il faut « éviter une nouvelle période d'escalade ». Toutefois, ajoute-t-il, « le danger demeure assez grand ». C'est pourquoi, selon lui, « les problèmes de désarmement militaire et de désarmement en Europe doivent se trouver au premier plan, car, en dépit du fait qu'il existe des différences dans les tensions, l'essentiel est de trouver le foyer principal qui pourrait déclencher une nouvelle guerre mondiale ».

LE TROISIEME PARTENAIRE COMMERCIAL COMMUNISTE DE LA FRANCE

La Roumanie a été, avec 3,8 milliards de francs d'échanges en 1979, le troisième partenaire commercial de la France derrière l'U.R.S.S. (16,1 milliards de francs) et la Pologne (4,9 milliards de francs).

Les exportations françaises vers la Roumanie — surtout composées de biens d'équipement, de produits chimiques et de produits agricoles — ont atteint 2 385 millions de francs en 1979, en progression de 47,7 % sur 1978, et à 793 millions de francs pour les quatre premiers mois de 1980. La France a importé en 1979 pour 1 462 millions de francs (+ 40,6 % par rapport à 1978) des marchandises (produits miniers, textiles) et pour 252 millions de francs pour les cinq premiers mois de 1980. La balance des échanges entre les deux pays reste donc largement positive pour la France.

La présence française est surtout forte dans l'industrie textile. Roumain fabrique depuis dix ans dans le pays des R 12 (quatre-vingt mille en 1979) et des Estafettes. Citroën a obtenu un contrat pour la construction d'un petit modèle local dont la production devait commencer en 1980, la commercialisation étant assurée en Roumanie pendant dix ans pour la firme française.

La Roumanie envisage l'installation dans une première étape de quatre réacteurs nucléaires, puis de deux autres réacteurs dans la deuxième étape. L'industrie roumaine a obtenu des crédits pour la construction de deux centrales nucléaires. De même, des négociations sont en cours dans d'autres secteurs : informatique, chimie, sidérurgie et mines.

M. Joseph Luns, secrétaire général de l'O.T.A.N., s'est à nouveau déclaré satisfait, au cours d'un entretien publié par le *Nation* du mercredi 23 juillet, de la décision française favorable à la mise au point de l'arme à neutrons. Il estime « en fait » que cette décision porte atteinte à la doctrine de sanctuarisation telle qu'elle était définie jusqu'à présent en France, mais affirme qu'il s'agit « toujours d'un certain doute » au sujet de cette doctrine. M. Luns relève encore que « l'on a été un peu étonné » à la direction de l'Alliance du sommet Giscard d'Estaing-Breznev de Vassov, tenu sans consultation des alliés, et les conversations de M. Schmidt à Moscou ont eu plus de contenu », à son avis, et obtenu « peut-être » davantage de résultats.

La visite au Japon d'une délégation du P.O.L.P. qui devait avoir lieu cette semaine, a été annulée à cause « du mépris des autorités japonaises et de leur attitude hostile » à l'égard de l'O.P.P. annoncé mardi 22 juillet M. Fathi Abdul Hamid, chef du bureau de l'O.P.P. à Tokyo. Les quatre membres de la délégation devaient arriver au Japon dimanche dernier pour deux semaines. M. Hamid a affirmé « que l'ambassade japonaise à Beyrouth avait fait des difficultés pour délivrer des visas à deux d.j. membres de la délégation, leur avait demandé des cautionnements et de leur avoir accordé des laissez-passer. Or la plupart des Palestiniens n'ont pas de passeports et doivent utiliser des documents fournis par les pays où ils vivent », explique M. Hamid à 4 juil. — (A.F.P., Reuters).

Union soviétique

MALGRÉ UNE LÉGÈRE AMÉLIORATION

Les résultats de l'économie restent inférieurs aux objectifs du Plan

Moscou. — Les résultats de l'économie soviétique pour le premier semestre que vient de publier la *Pravda* indiquent une légère amélioration de la situation par rapport à la période correspondante de l'année dernière, mais elle est insuffisante pour compenser les retards accumulés au cours des quatre premiers semestres du X^e Plan (1976-1980).

On peut d'ailleurs s'étonner que l'Office des statistiques annonce que le plan a été rempli tant en ce qui concerne le volume de la production que l'augmentation de la productivité du travail. En effet, le plan pour cette année prévoyait une croissance de 4,5 %. Le résultat atteint n'est que de 4,2 %. Or la moyenne annuelle inscrite dans le projet de plan quinquennal est de 6,2 à 6,8 %.

Pour la productivité du travail, l'objectif de croissance n'a pas été atteint non plus (3,3 % contre 3,8 % dans le plan de 1980 et une « fourchette » de 5,4 % à 6 % dans le plan quinquennal). Toutefois, cette augmentation de la production est la plus forte enregistrée depuis bien longtemps. 90 % de la croissance de la production ont été assurés par les gains de productivité, contre 75 % seulement auparavant. Pourtant, la faiblesse relative de la productivité du travail demeure l'un des maillons essentiels de l'économie soviétique.

Ainsi que les responsables s'étaient proposés de relever les investissements afin d'utiliser plus rationnellement les ressources existantes, on constate

De notre correspondant

au cours des six premiers mois de l'année une augmentation des investissements productifs de l'Etat plus importante que celle prévue par le plan. Ce phénomène, souvent dénoncé par les économistes soviétiques, s'explique aussi par la faible productivité du travail et par la hausse des prix qui ont contraint l'Etat à injecter de nouveaux capitaux. Dans son commentaire, l'Office des statistiques reconnaît que le plan n'a pas été suivi pour la mise en service des nouvelles capacités de production, les travaux de finition et la productivité du travail dans la construction et le bâtiment.

La faible productivité du travail

Dans les grands secteurs industriels, le réajustement de la situation par rapport à 1979 est également sensible. Pour l'extraction du pétrole, l'objectif annuel de 600 millions de tonnes sera pratiquement atteint. On sera loin cependant de la « cible » fixée par le projet initial de plan quinquennal qui était de 640 millions de tonnes. Ce manque de productivité, qui constitue une stagnation de l'industrie pétrolière soviétique. Si l'industrie du gaz se développe conformément aux prévisions, il n'en va pas de même pour le charbon dont la production continue à baisser. Le chiffre absolu, provoquant des difficultés dans la métallurgie lourde. Cette situation s'explique sans doute par la faible produc-

tivité du travail dans ce secteur et par la vétusté des équipements. L'hypothèse est confirmée par les résultats de l'Ukraine, région de vieille tradition industrielle, qui sont les plus mauvais de ceux enregistrés par toutes les Républiques fédérées. La chimie a pratiquement rattrapé le retard pris au début du plan. La production d'engrais notamment, qui avait été très faible l'année dernière, a augmenté de 12 % au premier semestre.

Dans l'agriculture, la récolte des céréales qui stagnait satisfaisamment, le commerce extérieur de la viande sur le résultat final. Pour le moment, on constate une diminution de la production de viande et de lait, ainsi qu'une baisse des livraisons de viande et de volaille à l'Etat. Des goulots d'étranglement dans l'approvisionnement des villes, constatés au cours des derniers mois, ne semblent donc pas près de disparaître.

Enfin, selon les statistiques officielles, le commerce extérieur de l'U.R.S.S. a augmenté en valeur de 20 % pendant les six premiers mois de cette année. Cette croissance, qui touche essentiellement les exportations soviétiques, est due pour une large part au renchérissement du pétrole et du gaz. L'U.R.S.S. a amélioré sa position financière et dispose, selon toute vraisemblance, de réserves de devises suffisantes pour les besoins de la balance des paiements. Mais le marché international depuis dix-huit mois pour financer ses importations en provenance des pays capitalistes.

DANIEL VERNET.

Un témoignage sur les camps de concentration de femmes

Expatriées d'Union soviétique et déçues de leur nationalité, les rédactrices de l'hebdomadaire *« Femmes et Russie »* sont arrivées à Vienne le 23 juillet. Il s'agit de la rédactrice en chef, Tatiana Mamontova, de Natalia Malakowkova et de Tatiana Gorbenko. Elles étaient attendues à l'aéroport par une autre rédactrice, l'allemande, Mme Louisa Voznesenskaya, qui, elle, est arrivée à Vienne au mois de juin.

Ma première arrestation date du 11 septembre 1976 et, dès les premiers jours, j'ai compris que si je n'écrivais pas, j'allais mourir. Voilà pourquoi j'ai aussitôt commencé. Mes premiers vers sur cette vie de prison je les ai écrits cinq heures après mon arrestation, et ainsi pendant trois ans, jusqu'à la fin, j'ai continué à écrire mes péroraisons dans les camps, en tant que prisonnière.

Pour ma part, j'ai été arrêtée pour des motifs politiques, il s'agit d'une affaire de slogans : notre groupe clandestin avait des activités assez diverses, allant d'expositions non officielles, jusqu'à la préparation du premier journal sur la défense des droits : le *« Dissident rouge »*. L'une de nos formes d'action consistait à diffuser les slogans dans la ville, pour montrer que toute attaque des autorités entraînait une riposte du peuple. Un slogan qu'on affiche sur un mur n'y reste pas longtemps, juste quelques heures, mais si l'on colle soi-même, il est mémorable et se transmet de bouche à oreille. C'est donc le moyen le plus mobile de véhiculer des pensées, comme un moyen d'exprimer son opinion, une des possibilités de briser le silence. La liberté de parole n'existe pas en Union soviétique comme on sait, mais en égarant ainsi, nous la rendons possible à travers des mots très brefs, sous cette forme laconique de slogan. Nos activités ont duré six mois, durant lesquels le K.G.B. nous a pourchassées et, en septembre 1976, tout le groupe a été arrêté.

Mes amis n'ayant fait aucune déposition contre moi, le K.G.B. n'a pas réussi à m'incriminer : il a donc ouvert une nouvelle enquête, en vertu de l'article 193 qui interdit la diffusion de documents menaçant la réputation du régime et l'ordre social soviétiques. Les documents en question se résument à trois de mes articles, sur la situation des peintres et des poètes en Union soviétique, et cela m'a valu d'être condamnée à cinq ans de déportation.

La plupart des détenus des camps ont été condamnés en vertu de loi qui n'ont aucun équivalent dans le code pénal de pays occidentaux. Ainsi celui qui concerne la spéculation : un homme qui, sachant qu'il n'y a pas de légumes dans le nord, en achète dans le sud, et les apporte dans le nord pour les vendre peut être arrêté. Ou le sabotage qui n'est pas accompagné de bagarres : pour autant que je sache, en Occident, on dressait simplement des conventions... eh bien, chez nous, une femme qui a participé à un chahut, on peut l'enfermer pour deux ans ou plus.

La plupart des délits sont exagérément punis, et les gens qui pourraient être punis autrement que par la prison y sont quand même envoyés sans égard pour le fait qu'il s'agit d'une femme ou d'un homme qui a des enfants, souvent en

bas âge. La cruauté est égale envers tous. En Union soviétique, nous sommes punies non pas pour des peines de prison, mais il est extrêmement rare que les femmes y échappent. Certaines fois sont tout à fait paradoxales : ainsi, une femme qui a un enfant de moins de sept ans ne peut pas être envoyée en déportation... Et la déportation est la peine la moins dure, on est simplement envoyé dans une autre ville sans avoir le droit d'en sortir. Mais, comme cette peine ne peut pas être appliquée, eh bien on les condamne aux camps, c'est-à-dire à une peine plus lourde. Ces mesures d'humanité ont donc l'effet contraire, comme chaque fois qu'on est humain en Union soviétique.

« Selon l'article qui me condamnait, ma durée maximum de détention devait être de trois ans et la peine minimale était une amende. Lors du jugement, bien que l'article prévoit la condamnation à une amende, la peine a été fixée de la manière suivante : « Compte tenu du fait que l'accusée a deux enfants mineurs, lui inflige une peine initiale au lieu de la prison, c'est-à-dire cinq ans d'exil ». Il y a énormément de cas paradoxaux.

« Les procès se déroulent souvent sans avocat et sans procureur, à toute vitesse, dix minutes environ par personne. Evidemment, aucun tribunal n'est en mesure de régler le sort d'un homme en dix minutes. Et dans le flot de ces procès à la chaîne, on fait passer des femmes qu'on condamne à de lourdes peines, non à des amendes, mais à deux ou trois ans d'internement dans les camps. Voilà pourquoi j'en suis venue à la conclusion que même ceux qui ont commis des délits, de petits délits, sont dérangés illégalement.

Droit commun et politiques

« J'ai d'abord été exilée à Vorkuta, ville proche du cercle polaire. Très vite, je me suis évadée. Puis, lors d'un nouveau procès, j'ai été condamnée à deux ans de camp de droit commun. Il n'existe qu'un seul camp de prisonnières politiques, celui de Mordovia. Mais en général, les autorités préfèrent répartir les femmes dans des camps de droit commun pour qu'elles ne soient pas ensemble et ne puissent pas se communiquer leur expérience. Les autorités profitent habilement des divisions entre les détenus de droit commun et les détenus politiques, qui s'entraînent en ce qui a des milliers de prisonnières politiques. Mais elles sont très mal informées sur les relations qui existent aujourd'hui entre eux, car au fond, les droits communs respectent beaucoup les prisonnières politiques.

« Les femmes qui peuplent les camps sont très différentes : on y

rencontre des criminelles, mais elles sont beaucoup moins nombreuses qu'on ne le suppose quand on vit en liberté. D'après ce que j'ai pu voir, environ 70 % des femmes ne sont absolument pas des délinquantes. L'Etat les enferme parce qu'il n'a pas pu leur créer des conditions de vie humaines ou normales. Et quand des femmes n'ont pas des conditions de vie normales, c'est-à-dire qu'elles n'ont ni travail, ni logement, ni la possibilité de vivre dans une autre ville où elles obtiendraient un toit et du travail, l'Etat les punit.

« Dans les camps, il faut dire tout d'abord que les fonctionnaires d'Etat qui travaillent sont en général défectueux sur le plan psychique : ce sont des sadiques plus ou moins prononcés, des dépravés, des voleurs. Ils n'ont en général qu'un petit salaire, mais d'énormes possibilités de se remplir les poches sur le travail non rémunéré des détenues. Toutes ces conditions favorisent de toute manière les gens, mais figurez-vous que dans les camps de femmes les employés, chefs et surveillants sont presque toujours des hommes. Les femmes subissent donc toutes sortes de débâcles de contraintes aux relations sexuelles.

« Mais ces gens-là sont libres. Ils portent des épaulettes et les femmes dans les camps n'ont aucun droit. De temps en temps, un procureur vient voir si le règlement est bien appliqué, mais en général, il se garde bien de sortir du quartier général où se tiennent les surveillants et la direction, et il repart les poches pleines de ce que les détenues ont produit par leur travail. Dans le camps où j'étais, il y avait un atelier de couture : avant chacune des visites du procureur, on lui faisait de magnifiques parures de lit... et comme les articles de literie sont rares dans le pays, il n'en prenait pas uniquement pour lui mais aussi pour sa famille, ses amis, et peut-être même pour les vendre : en tout cas, le procureur qui vient nous voir ne part pas sans cinquante ou soixante parures de lit au moins. Notre camp comprenait aussi un secteur agricole, c'est-à-dire une laiterie, un élevage de volailles, une porcherie... Alors, la voiture du procureur repartait toujours pleine de poulets, de coqueaux de lait, etc. C'est donc ainsi chargé que le procureur quittait le camp.

« Il faut le dire : l'existence des camps de femmes est une des choses les plus horribles, et l'un des problèmes les plus insolubles qui soient. Je m'y consacrerai sans doute encore longtemps car chez nous, en Union soviétique, il n'y a pas de camps de concentration de femmes, mais aussi cette chose absolument exécrable : des camps de femmes avec leurs enfants et des camps de concentration d'enfants... »

A propos de l'Afghanistan, M. Ceausescu estime que l'essentiel est de « tout faire pour aboutir à une solution politique basée sur la cessation de toute aide de l'extérieur aux forces antigouvernementales, ainsi que sur le retrait des troupes soviétiques ».

M. Ceausescu a dénoncé d'autre part, l'« agitation » déclenchée au sujet des droits de l'homme

en Roumanie par « certains milieux qui souhaitent ramener le monde à la période de la guerre froide ». Ces milieux, selon lui, s'attachent sur des aspects mineurs et non sur les problèmes fondamentaux, qui ont déjà été résolus en Roumanie et dans d'autres pays socialistes, et qui ont été accomplis mieux que dans les pays capitalistes occidentaux.

Un certain sens de la mesure

« Soixante-deux ans — dont quarante-sept d'« activité révolutionnaire internationale », ajoutaient les laudateurs officiels de Bucarest — on l'appelle le « père créateur » ou encore le « Carpe diem du communisme » : aucun éphémère n'est assez flatteur, aucun superlatif assez fort. Du grand dessein qu'a nourri pour eux cet homme dans lequel, un temps, ils purent se reconnaître, que reste-t-il aux Roumains ? Les excès du culte de la personnalité, sans aucun doute, et parfois l'amertume du désenchantement.

C'est cependant grâce à M. Nicolas Ceausescu, à son orgueil de Roumain, son sens aigu du nationalisme et son intransigeance, que la Roumanie a pu se flatter d'être le seul pays du pacte de Varsovie à tenir tête à l'U.R.S.S. qui demandait à ses alliés du pacte de Varsovie, un accroissement de leur budget militaire. Moins spectaculairement que pour la Tchécoslovaquie ou l'invasion du Cambodge par les troupes vietnamiennes, il a su encore récemment, à propos de l'Afghanistan, prendre quelque distance à l'égard des Soviétiques.

Roumain enfant que communiste

C'est que ce petit homme sévère est résolu, militant de la première heure, fut de tout temps Roumain avant que communiste. M. Ceausescu est né dans une famille de paysans : onéniens qu'il quitta, en 1923, pour chercher du travail à la ville. Il a alors onze ans et laisse derrière lui la misère paysanne pour celle du prolétariat. De ce passé sans enfance, il garde l'intransigeance de ceux que la vie a durcis. Syndicaliste à quatorze ans, membre du P.C. à quinze, il est emprisonné à deux reprises (de 1936 à 1939, puis de juillet 1940 à la fin de la guerre) pour ses activités antifascistes. Sa carrière est ensuite très rapide, et il devient, à quarante-sept ans, le plus jeune dirigeant suprême d'un P.C. du camp socialiste. Entré en 1952 au comité central du nouveau parti communiste, né de la fusion avec le parti social-démocrate, il accède, en 1964, au secrétariat et, l'année suivante, au bureau politique. En 1965, il succède à Gheorghiu

Dej comme premier secrétaire. Dès 1967, il amorce le tournant qui devait le conduire au pouvoir régulier dont il jouit aujourd'hui : il confond les responsabilités dans l'appareil du parti et celui de l'Etat, et fonde une hiérarchie à cumuler les fonctions. Chef du parti, il accède aussi à la présidence du Conseil d'Etat, puis à celle de la République. La Roumanie devient le pays d'un seul homme. M. Ceausescu a, en outre, placé les membres les plus proches de sa famille aux postes-clés de l'Etat et fait de sa femme, Elena, le numéro deux du régime.

M. Ceausescu s'est fait décerner le titre de « premier ministre du pays » après avoir réprimé la grève des mineurs de la vallée du Jiu en 1977. Il a des qualités, mais pas toutes celles que lui attribuent ses zélés. Il lui en a manqué une, pourtant indispensable à qui se maintient au pouvoir : le sens de la mesure. — C. T.

Plusieurs organisations dénoncent les violations des droits de l'homme en Roumanie

Les membres de la Ligue pour la défense des droits de l'homme en Roumanie (L.D.H.R.), ont évoqué le mardi 22 juillet à Paris, celles d'entre elles qui ont envoyé à la presse, le cas des nombreux prisonniers politiques, l'utilisation abusive de la psychiatrie, les persécution religieuses et l'absence de liberté de circulation en Roumanie.

Le premier mouvement de contestation ouverte dans ce pays date de 1975 lorsque plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées autour d'une plate-forme revendicative demandant le respect des accords d'Oslo, dont la Roumanie est signataire. La répression ne se fit pas attendre : arrestations, passages à tabac, internement dans les hôpitaux psychiatriques, expulsions — dont celle de l'écrivain Paul Goma — désorganiseront le mouvement.

À début du mois d'août 1977 éclatait la grande grève des trente-cinq mille mineurs de la vallée du Jiu. Elle avait été sévèrement réprimée : quatre mille d'entre eux, selon la L.D.H.R., se trouvaient encore dans des camps de travail forcé. Les cas du Danube, deux sont morts peu après la grève dans des circonstances jamais éclaircies, trois mille ont été « déplacés » à l'intérieur du pays.

En février 1979 se créait le Syndicat libre des travailleurs de Roumanie (S.L.T.R.), dont les membres sont aujourd'hui la cible principale de la diffamation orchestrée par les pouvoirs publics des internements abusifs, des détentions arbitraires et des enlèvements.

La répression adoptée maintenant, selon la L.D.H.R., des méthodes particulièrement iniques, tant que n'ont rien à envier à celles des dictatures latino-américaines. Il s'agit de disparitions comme celles de Gheorghe Bragoveanu, de Virgil Ciender ou de Vasile Paraschi, tous trois ouvriers et militants des droits de l'homme ; les conditions inhumaines de détention des prisonniers politiques privés de soins, à peine pourvus d'un travail forcé ; la torture, enfin, comme celle qu'on inflige au Père Calciu, dont le seul tort, disait Paul Goma, est d'avoir dit la vérité contre la prostitution de l'Eglise orthodoxe.

C'est pour attirer l'attention sur ces pratiques que l'écrivain Virgil Tanase, en exil en France depuis 1977, a décidé de faire une grève de la faim sur l'esplanade du Trocadéro pendant toute la durée du séjour à Paris du chef de l'Etat roumain.

D'autre part, une délégation de la Fédération internationale des droits de l'homme, de la Ligue des droits de l'homme, du Comité des psychologues contre les internements politiques, de la C.I.P.T. de l'O.C. de la F.N. et du syndicat C.E.T. des correcteurs se rendra à l'ambassade roumaine pour demander la libération des prisonniers politiques. Enfin, l'association des anciens détenus politiques de Roumanie a estimé dans une déclaration que la visite en France de M. Ceausescu est « regrettable par la consécration qu'elle apporte au régime totalitaire de Roumanie ».

Je n'ai pas vu.

M. Poniatowski et l'affaire de Broglie

La commission spéciale de l'Assemblée nationale entend l'ancien ministre de l'intérieur

Ministre de l'intérieur au moment de l'assassinat de Jean de Broglie le 24 décembre 1976, M. Michel Poniatowski doit être entendu, à sa demande, mercredi 23 juillet, par la commission spéciale de l'Assemblée nationale chargée d'examiner la proposition socialiste tendant à sa mise en accusation devant la Haute Cour de justice. Cette audition risque d'être mouvementée, sinon déterminante pour les suites à venir, dans la mesure où, depuis la mise en place de la commission, l'ancien ministre a déjà, à maintes reprises, plaidé non coupable devant l'opinion, mais aussi qualifié de « magouille », de « malhonnêteté » et de « diffamation »

l'attitude des députés de l'opposition pour qui M. Poniatowski pourrait avoir non seulement violé le secret de l'instruction, mais surtout dissimulé des documents à la justice et n'avoir pas porté assistance à une personne qu'il aurait en danger. Tels sont en effet les motifs de la résolution socialiste consécutive à la publication le 2 avril, par « le Canard enchaîné », de deux rapports de la 10^e brigade territoriale f.a.i.s.a. ut apparaitre qu'avant le crime la police était déjà en possession d'informations révélant clairement l'existence d'un projet d'assassinat de Jean de Broglie. Au-delà des fonctionnaires de la 10^e B.T. qui eut connaissance de ce projet

et de ces rapports et à quel moment ? Si M. Jean Ducret, directeur de la police judiciaire de Paris, a admis avoir eu en sa possession les rapports, il a toujours affirmé qu'il ne les avait pas transmis à ses supérieurs hiérarchiques, du moins avant l'assassinat, car il ne les jugeait pas suffisamment sérieux, bien qu'il y ait porté des annotations. Du même coup, M. Poniatowski ne se trouve donc pas contredit en affirmant qu'il ne sut rien de ce qui se tramait contre le député de l'Eure avant le 24 décembre 1976. On trouvera ci-dessous un rappel des principales déclarations de l'ancien ministre sur cette affaire.

« J'ai dit l'entière vérité »

Le 29 décembre 1976, quatre jours après le crime, dans une conférence de presse réunie au ministère de l'intérieur, M. Poniatowski, entouré de MM. Jean Ducret, directeur de la P.J., et Pierre Ottavio, alors chef de la brigade criminelle, annonce l'arrestation de six personnes impliquées, MM. Patrick Allenet de Bebermont, Pierre de Varga, Gérard Frêche, Guy Simoné, Serge Tessière et Simon Kolowicz, et dit : « Le coup de filet est complété. Toutes les personnes impliquées dans l'assassinat de M. Jean de Broglie sont maintenant arrêtées après l'arrestation de M. de Varga-Hirsch. Le mécanisme était extrêmement simple. Il (M. de Varga) avait un prêt contracté auprès d'une banque avec la caution de M. de Varga-Hirsch et remboursable par M. de Varga-Hirsch et M. de Richemont. » Après quoi il laisse aux deux policiers le soin d'exposer les grandes lignes de l'affaire.

Cependant, l'instruction judiciaire suit son cours, et le 21 mai 1980, Mlle Martine Anant, qui a succédé à M. Guy Floch, appelé à d'autres fonctions, clôture l'information ouverte en décembre 1976, et le dossier à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, après avoir signé trois non-lieux en faveur de MM. Patrick Allenet de Bebermont, Simon Kolowicz et Albert Leyris, qui avait été, lui, inculpé ultérieurement et dont il était apparu qu'il était l'informateur grâce auquel la police avait pu procéder ainsi rapidement aux arrestations, mais aussi l'informateur par qui M. Guy Floch devait apprendre l'existence des rapports de la 10^e B.T. signalant dès l'automne 1976, le projet d'assassinat. Restaient alors inculpés et détenus, MM. de Varga, Frêche, Simoné et Tessière.

de quelque homme politique qu'il s'agisse, mais qui n'est pas comme cela que l'on finit par user l'attachement que les citoyens peuvent avoir à leur démocratie. » Le 19 avril, réaffirme qu'il n'a jamais été informé au préalable en aucune manière et sous aucune forme d'un projet d'assassinat concernant le député Jean de Broglie. Par la Haute Cour est le seul juge compétent pour les faits et la justice, ce serait de le reconnaître. » (Le Monde du 16 juillet.)

Deux rapports et leurs retombées

C'est le 2 avril suivant que l'affaire est relayée par la publication dans le « Canard enchaîné » de l'essentiel des deux rapports de la 10^e B.T. Amis, la question est posée : ces rapports ne sont-ils pas parvenus à la connaissance de M. Poniatowski, ministre de l'intérieur, s'agissant de menaces pesant sur un homme politique tel que Jean de Broglie ? Dès le 3 avril, l'entourage de M. Poniatowski, alors absent de Paris, affirme que l'ancien ministre n'a jamais eu connaissance d'aucune note, document, ou information relative à l'assassinat de Jean de Broglie. Le 4 avril, M. Jean Ducret, directeur de la police judiciaire, déclare qu'il effectivement en connaissance des rapports, mais qu'il les a jugés « fantaisistes » et pour cette raison n'a pas jugé nécessaire de les transmettre à ses supérieurs hiérarchiques.

Le 8 avril, à TF 1, M. Poniatowski répète : « Je n'ai jamais vu ni lu un document, une note, une information, et aucune information n'a été portée à ma connaissance dans ce domaine. » Il ajoute faisant allusion aux intentions de l'opposition à son sujet : « Nous sortons d'une affaire pour rentrer dans une autre. Cela me paraît dangereux, »

remet dit que je n'aurais jamais, d'aucune manière et sous aucune forme, été informé d'un projet d'assassinat avant sa mise à exécution. (...) Toutes les auditions des différents membres de la hiérarchie supérieure de la police nationale devant la commission d'enquête ont démontré sans ambiguïté que je n'étais pas informé. Aujourd'hui, l'honnêteté et la justice, ce serait de le reconnaître. » (Le Monde du 16 juillet.)

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

UN CONGRÈS INTERNATIONAL A MADRID

Administrations et sociétés

par GUY BRAIBANT (*)

Pour le développement, l'administration est-elle un obstacle ou un outil ? Pour la démocratie, est-elle une entrave ou un outil ? Pêche-t-elle, dans le monde actuel, par excès ou par défaut ? Est-elle envahissante ou insuffisante ? Telles sont quelques-unes des questions évoquées au dix-huitième congrès international des sciences administratives, qui s'est tenu à Madrid du 30 juin au 4 juillet.

l'inverse, ce qui n'est pas toujours évident.

C'est à Bruxelles, en 1970, que quelques professeurs de droit administratif et hauts fonctionnaires d'Europe se sont réunis pour la première fois. En 1980, à Madrid, a été créé l'Institut international des sciences administratives, qui vient de célébrer dans la même ville tout à la fois son cinquantième et son renouvellement.

Quatre questions ont été plus particulièrement étudiées. D'abord, la signification du principe de légalité dans l'administration d'aujourd'hui : l'Etat doit-il respecter le droit ? Comment peut-il le faire dans le domaine de l'interventionnisme économique et social ? Le droit ne doit pas céder la place à l'efficacité, à l'opportunité, à l'équité, mais se combiner avec elles. La nécessité du droit a été réaffirmée, comme objectif et comme valeur, même pour les pays en développement. Ce n'est ni un luxe ni une lubie. Mais il faut inventer un nouveau droit administratif, conforme aux exigences de notre temps. En marge du Congrès s'est tenue une réunion d'une cinquantaine de magistrats administratifs appartenant à des conseils d'Etat et à des juridictions suprêmes, qui ont adopté l'idée de la création d'un groupement international, comme ceux des cours des comptes et des ombudsmans. C'est une autre manière d'affirmer la place du droit dans l'administration.

Le second thème d'étude était moins juridique : le contrôle du pouvoir politique sur les administrations centrales et les organismes autonomes, en particulier ceux que les Anglo-Saxons appellent les « quangos » (quasi autonomous non governmental organizations). C'est tout le problème de l'autonomie de l'administration par rapport au politique, de la localisation des centres de pouvoir et de décision, de la bureaucratie et de la démocratie.

Troisième thème : le profil des fonctionnaires dans l'administration de demain. Que seront nos futurs technocrates ? Et seront-ils des technocrates ? Quels seront leurs vertus et leurs talents, pour reprendre les termes de la Déclaration des droits de l'homme ? Devront-ils être des managers ou des négociateurs ? Un débat particulier a été consacré à la fonction publique internationale, en particulier à la question de savoir si ceux qui y entrent y feront une carrière indépendante ou s'ils conserveront des liens avec leurs pays d'origine.

Enfin, le rôle de la planification dans l'administration, et plus particulièrement, a constitué le quatrième thème du congrès. On disait depuis longtemps que « gouverner c'est prévoir » ; on peut ajouter aujourd'hui qu'« administrer c'est planifier ». La crise économique a des effets contradictoires selon les régions et les pays : dépopulation ou surpopulation. Même lorsqu'on improvise au jour le jour, on ne peut jeter par-dessus bord les notions de programmation et de prospective.

Le congrès lui-même a été présidé de trois réunions, tenues du 28 au 30 juin à Barcelone, Alcalá-de-Henares et Madrid, et consacrées respectivement au régionalisme, à la formation des fonctionnaires, aux systèmes budgétaires intégrés. La première était d'une actualité brûlante, au lendemain de l'élection du premier Parlement et de la formation du premier gouvernement de la nouvelle Espagne.

Le congrès était consacré aux « réponses des administrations publiques aux défis des sociétés contemporaines ». Cette formulation était en elle-même optimiste. Elle signifiait que les administrations sont au service des sociétés, et non

veté Généralité de Catalogne ; les notions nouvelles d'Etat régional et d'Etat des autonomies y ont été débattues. La seconde a réuni les représentants d'une centaine d'écoles et d'instituts d'administration du monde entier. La troisième a fait le point sur les nouvelles méthodes budgétaires, depuis le P.P.S.S. et la R.C.B. jusqu'au tout récent B.B.Z. (budget basé zéro). De la décentralisation au régionalisme, les grands thèmes de l'administration contemporaine ont été ainsi abordés.

Des réunions restreintes ont en outre permis le lancement et le développement de programmes de recherche, par exemple sur l'adaptation des administrations à la crise de l'Etat, la formation administrative du travail gouvernemental, l'administration et communication, les administrations africaines vingt ans après l'indépendance. La présence de plusieurs ministres de l'administration publique ou de la fonction publique a fait naître l'idée de rencontres des titulaires de cette charge, sous l'égide de l'I.L.S.A.

Le sous-développement

Parmi les défis du monde actuel, celui du sous-développement a retenu particulièrement l'attention. Un message de M. Kurt Waldheim, des interventions du secrétaire général adjoint des Nations unies pour la coopération technique, du sous-directeur de l'UNESCO pour les sciences sociales et d'un représentant du PNUD, une séance plénière consacrée aux implications administratives d'un nouvel ordre économique international, ont souligné l'importance de l'administration publique pour le développement, à l'aube de la troisième décennie.

Les années 60 et 70 ont été marquées, de ce point de vue, par deux erreurs fondamentales. D'une part, on a sous-estimé, aux niveaux national et international, le fait que la sous-administration est en même temps qu'une conséquence, une cause du sous-développement. Des programmes de coopération en matière d'éducation, de santé, de travaux publics, ont perdu une grande partie de leur efficacité en raison de l'insuffisance de l'infrastructure administrative locale. D'autre part, dans la mesure où l'on a tenté de renforcer ces infrastructures, on a commis le péché de « mimétisme » en transposant dans les pays en développement des modèles conçus ailleurs, pour d'autres sociétés, dans des contextes différents. On a oublié que l'administration n'est pas seulement un ensemble de règles juridiques et de techniques d'organisation, elle est aussi un fait culturel et politique qui ne peut être isolé des traditions et des valeurs de chaque pays, voire de chaque région.

Faire de l'administration publique une priorité et lui appliquer les principes du développement endogène : ce sont là deux idées qui font actuellement leur chemin à travers le monde, et qu'il faut transformer en réalité. On peut espérer que l'Assemblée générale des Nations unies en tiendra compte dans la session spéciale qu'elle va consacrer le mois prochain à la stratégie internationale du développement et au dialogue Nord-Sud.

(*) Conseiller d'Etat, directeur général de l'Institut international des sciences administratives.

Faits et jugements

Silence persistant de l'Élysée à propos de l'affaire Malley.

Après la menace d'expulsion de France qui pèse sur M. Simon Malley, directeur du bimensuel Afrique-Asie (le Monde du 23 juillet), on confirme, à l'Élysée, que le président de la République n'a rien dit, le vendredi 18 juillet, l'ambassadeur d'Angola. La conversation a porté sur les relations entre la France et l'Angola et, à cette occasion, l'ambassadeur a fait part des préoccupations qu'inspirent au président angolais le sort de M. Malley.

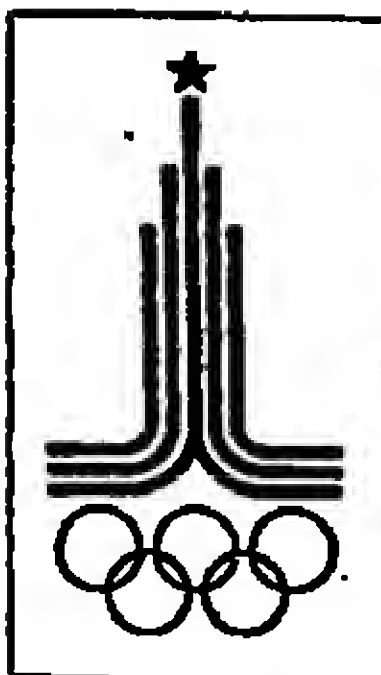
Nouvelles actions des opposants au projet « sécurité-liberté ».

Les organisations syndicales et professionnelles qui avaient exprimé, le 23 mai par un communiqué commun, leur opposition à la loi de sécurité, viennent d'exprimer par une nouvelle déclaration leur volonté de tout mettre en œuvre pour la repousser. Ces organisations (C.G.T., C.F.D.T., F.E.N., Union nationale des syndicats de journalistes, Ligue des droits de l'homme, Syndicat de la magistrature, Syndicat des avocats de France, Fédération C.G.T. et C.F.D.T. de la police nationale, Syndicat national autonome des policiers en civil, fédération autonome des syndicats de police) ont décidé à cet effet « de prendre de multiples initiatives unitaires dans les départements, les localités et les entreprises, de rencontrer des parlementaires et de préparer aussi des manifestations de grande ampleur » avant l'examen du projet par le Sénat. Les modalités en seront fixées au début du mois de septembre.

Plusieurs personnes, parmi lesquelles MM. Pierre Sercl, président du club socialiste des droits de l'homme, Jean-Marie Domenach, Georges Hourdin, Claude Mauriac, Jacques Debu-Bridel, ont créé un comité de défense en faveur des six personnes arrêtées le 5 juin et inculpées pour avoir fourni de faux papiers à des militants du tiers-monde (le Monde du 25 juin).

Un pétitionnaire se brise en deux à Rotterdam. — Une dizaine de tonnes de pétrole ont été volées et sont échappées du pétrolier libérien Energy Concentration, qui s'est brisé en deux le 22 juillet dans le port de Rotterdam, et non plusieurs milliers de tonnes comme l'avaient initialement estimé les autorités du port. Il est presque certain que l'accident est dû à une mauvaise exécution des opérations de déchargement. Les risques d'explosion ou de fuite semblaient écartés le 23 juillet. Il n'y a eu qu'un blessé parmi l'équipage de quarante-trois marins. — (A.F.P.)

Le 3 juin, M. Poniatowski, qui a, semble-t-il, renoncé à poursuivre les parlementaires de l'opposition, du moins dans les conditions où il l'avait annoncé le 18 avril, fait savoir qu'en revanche il engage des poursuites contre quatre journaux : le Quotidien de Paris, l'organe socialiste Riposte, l'Humanité et le Canard enchaîné. Enfin, le 15 juillet, il adresse à M. Hector Rivière, député (R.P.R.), président de la commission spéciale de l'Assemblée nationale, une lettre par laquelle il demande à être entendu « dans les plus brefs délais » par cette commission. Le même jour, dans une lettre à M. Gaston Defferre, président du groupe socialiste, il écrit notamment : « Depuis lors, j'ai toujours affirmé et c'est



Les J.O. de Moscou

Salnikov contre les ombres

De notre envoyé spécial

Moscou, sans forcer vraiment, cette jeune Allemande de l'Est s'est offert au goût, en série éliminatoire, le record du monde du 100 mètres des féminines. Ce serait beaucoup dire que ce gain d'un centième de seconde (1 min. 1 sec. 50, contre 1 min. 1 sec. 51) a remué les foules moscovites.

Ces Allemandes de l'Est, qui accumulent les exploits comme elles feraient un point mous, ont été le désir du record.

Il fallait donc autre chose pour donner de l'intérêt aux compétitions de natation. Il y avait un véritable exploit. Il est venu d'un nageur soviétique, Vladimir Salnikov, vingt ans, longue silhouette d'adolescent blond, nageur de grande classe un peu isolé parmi ses adversaires — de très bons, sans plus — et, de ce fait, certains de l'importer dans le 1 000 mètres nage libre. Vladimir Salnikov était, quelques jours avant les Jeux, recordman du monde du 400 mètres, mais ce record devait être battu en 3 min. 50 sec. 49 par le Canadien Peter Szmidt, absent pour boycottage à Moscou. Il ne restait donc à Vladimir Salnikov que son record mondial du 800 mètres, distance non olympique, et le risque d'être champion olympique à Moscou uniquement par défaut de véritable concurrence.

Vladimir Salnikov n'a pas voulu être

le champion du boycottage. Et seul contre les ombres, en bagarre contre les absents, il a réussi mardi un authentique exploit. Ce fut un moment magnifique, une course en solitaire contre la dérive et le sarcasme, une course contre le chronomètre. Le jeune Soviétique n'avait rien pour l'aider, ni l'opposition d'un peu pressentieuse de l'Espagnol Escalés qui le poussa pendant 400 mètres, ni la lutte au bord à bord avec son rival, ni même des références. Le défi était fon, simple, mathématique: courir quinze fois 100 mètres en moins de 15 minutes. Il y faut un chronomètre dans la tête et un sacré rythme.

1 min. 57 sec. 48 pour cette distance. L'exploit était de taille, 14 min. 58 sec. 27, le mur des 15 minutes franchi, et un gain de plus de 4 secondes sur le précédent record (15 min. 2 sec. 40), établi précisément aux Jeux de Montréal par l'Américain Brian Goodell.

De taille suffisante, en tout cas, pour éclipser tout le reste. Par exemple cette finale du 400 mètres nage libre dames, simple championnat de R.D.A. avec un record national et la victoire de la musicienne Petra Schneider et Carsten Schmidt et même cette victoire d'un Britannique, Duncan Goodhew, aux 100 mètres brasse. Il fut, lui, loin du record du monde. Mias il fut aussi le second, après l'italien Luciano Giovannetti au 100 mètres olympique, casquette à la main sans réalisme et sans remords.

PIERRE GEORGES.

Ailleurs

De notre envoyé spécial

Moscou. — M. Vladimir Popov n'est pas content. Il y aurait du sabotage dans l'air, un boycottage sournois et indirect par téléphone et télé. « Si plusieurs journalistes ont eu des difficultés de transmission, il faut en chercher la raison ailleurs, hors des frontières de l'U.R.S.S. », a indiqué, mardi 22 juillet, dans sa conférence de presse quotidienne le vice-président du comité organisateur des Jeux olympiques. Ailleurs ? « C'est-à-dire, par exemple, aux États-Unis ou en Europe de l'Ouest. »

Le monde olympique de M. Popov est plein d'ailleurs. L'incident survenu la veille sur la place Rouge ? « Un épisode monté ailleurs, une mise en scène de très mauvais goût. Je ne veux pas en parler. La place Rouge est comme une place sainte pour chaque Soviétique. » Les mesures de sécurité spécifiquement et systématiquement imposées aux journalistes ? « Des mesures simplement importées d'ailleurs, d'un autre monde. » Et encore, la visite effectuée, dimanche, par M. Yasser Arafat au village olympique et évidemment évoquée loi huit ans après une autre « visite » palestinienne à Munich en 1972 ? « Vous savez

d'ailleurs. Ici nous avons une opinion tout à fait différente de M. Arafat. C'est un homme politique, qui n'a jamais rien eu à voir avec ce que nous avons toujours dénoncé comme un acte de terrorisme, de vandalisme. »

D'une certaine façon, le village olympique à Moscou lui aussi vient d'ailleurs. De Munich, il a gardé la mémoire du terrorisme. De Montréal, le souci extrême de la sécurité. La trêve olympique à Moscou est d'abord armée et grillagée. Dans cette lointaine banlieue de la ville, passés ces grands jardins publics où les couples indifférents au sort des nations sportives fêtent sous les bouillottes l'été amoureux, passés ces monuments triomphalistes qui, comme des cathédrales marxistes, balisent le boulevard de ceinture, passés ces milliers de casquettes plates qui garantissent l'ordre et la circulation, vient d'abord l'image d'un camp retranché. Un double grillage, des ponts coupés, des soldats en armes qui patrouillent, des dizaines d'hommes en civil qui autopsient les sacs, photographient les accreditations et vous remercient fort poliment de n'avoir été qu'un suspect.

Une ville nouvelle sous surveillance

Village olympique : c'est donc cela, une ville nouvelle sous surveillance, un Evry ou Saint-Quentin-en-Yvelines en champ clos de 107 hectares. Des bâtiments, dix-huit, ni beaux ni laids, bleu et blanc, rouge et blanc, d'une quinzaine d'étages chacun, tout le confort dans des appartements de trois pièces « pas comme à Montréal où étaient logées dans l'entassement et l'inconfort de cinq à quatre personnes ». En effet, pas comme à Montréal, mais comme à Moscou. Sept mille deux cent quatre-vingt-dix athlètes ou dirigeants bien logés et bien gardés, les hommes et les femmes séparés car il y a aussi une morale olympique.

C'est donc la zone résidentielle, le saint des saints où pour entrer vraiment il faudrait commettre des bassesses, remplir mille formulaires et se justifier de mille recommandations. Et puis, à côté, la zone internationale : les banques, la polyclinique, les coiffeurs, le cordonnier, les restaurants, les libraires, la poste, les boutiques de sport et la maison de la presse, ici les athlètes vivent, dans l'attente ou le commentaire des compétitions, un séjour de Babylone. La course aux badges avant la course aux médailles, l'achat des souvenirs, d'un profil de Lénine, d'une nappe brodée, d'un foulard ou d'un bijou de pacotille, les approches amoureuses et les dialogues espérantistes.

Ce mardi après-midi, il fait une chaleur lourde. Les haut-

parleurs diffusent de la musique reggae, et sur l'espace d'agora c'est un défilé de mode sportive qui s'organise. Les athlètes ont l'air faussement nonchalants des gens en attente et des touristes flânant dans un monde inédit. Sur les pistes à-bas dans les trois gymnases, sur les trois terrains de football, à la piscine, des athlètes se préparent sans que l'on cache très bien à quel.

Au centre culturel, ce soir, le titre du film dans la salle de mille deux cents places est à lui seul un programme olympique : *Le Collier autour du cou*. Devant les kommosols, le disc-jockey de la piste de danse règle ses baffles pour la surprise-party du soir. Dans la salle des jeux électriques, les flippers chauffent. Le bureau de la sécurité veille sans faiblesse. Et dans une autre salle, celle dite de « l'audition collective », une dizaine de jeunes gens d'Allemagne de l'Est allongés sur la moquette écoutent avec des gourmandises de champions olympiques ces étranges musiques pop gagnées à la sueur de leurs records.

Il fait lourd. Les grandes filles de l'équipe vénézuélienne de volley-ball chantent. Les basketballeurs brésiliens répondent aux interviews. Les coureurs polonais arrosent au lait-fraise leurs broches olympiques. Et, encadrés comme chefs d'Etat, deux athlètes afghans font les questions.

P. G.

Cent quarante-quatre dissidents soviétiques ont été arrêtés, condamnés ou internés dans des hôpitaux psychiatriques, entre octobre 1979 (phase finale de la

préparation des J.O.) et juin 1980, indique un rapport de la section autrichienne d'Amnesty International publié le 22 juillet. — (A.F.P.)

Pour votre DEMENAGEMENT
208 10-30 ODOUL
16, rue de l'Atlas - 75019 PARIS

Les mésaventures des Français

De notre envoyé spécial

Moscou. — A une quinzaine de kilomètres de Koenigs, dans des vallonnements engazonnés où s'agasse le circuit routier des épreuves cyclistes, le bassin olympique de Krynitzkoï est un ensemble fort agréable de quatre-vingt-cinq hectares, d'une longueur de 2 300 mètres, est doublé par une voie de retour large de 75 mètres, qui permet aux concurrents de gagner la ligne de départ, de s'échauffer et de s'entraîner pendant les épreuves. Son seul défaut est d'être trop exposé au vent, qui provoque un clapotement désagréable pour les fragiles esquifs en bois précieux.

Mardi matin, le ciel était couvert, mais les conditions étaient bonnes, avec tout juste un léger souffle d'air. Quatre bateaux français devaient démontrer que l'aviron national était revenu au meilleur niveau mondial. A midi, on se demandait si le bassin n'avait pas été rempli avec l'eau de la Bérézina. Aucun bateau n'était qualifié pour les phases éliminatoires : ni en double skiff, les jeunes espoirs Marc Boudoux et Denis Galé, qui avaient été premiers aux Jeux méditerranéens, ni en skiff, Didier Galt, le maraîcher de Longue-dun qui est venu à l'aviron il y a sept ans par le biais des sauvetages en barque, ni en deux barré, Formas et Hervé Bourquel, qui sont de solides gaillards mesurant près de 2 mètres dirigés par la voix du finet Jean-Pierre Hugnet-Baleux. Tous ont eu droit à un avis de non-qualification, mais ils ont cédé du terrain après 1 200 mètres de course. Le quatre sans barreur de Jean-Pierre Bremier, Nicolas Lourdoux et Bernard Bruand et Dominique Bassot n'a perdu sa place en finale que pour quelques centimètres, sans exploiter toutefois une défaillance des Tchéques dans les derniers mètres.

Doutés

Quatre échecs, une même cause. Tirer sur les « pelles » provoque une débâcle d'énergie musculaire hors du commun, mais nécessaire à la grande force morale pour soutenir une cascade de galères quand les adversaires attaquent. Au moindre doute, c'en est fini.

Le grimas de Bernard Bruand, le directeur technique de l'aviron, en disait long sur sa déception. Deux bateaux, le quatre de couple et le deux sans barreur ont eu les mêmes chances jeudi. Mais il est clair que l'erreur de préparation technique lui semblait à exclure. Celle-ci a été confiée aux entraîneurs qui, depuis deux ans, ont amorcé le redressement de cette discipline redressément contesté par de nombreuses places sur les podiums des derniers championnats du monde à Krynitzkoï (Nouvelle-Zélande) et Bled (Yougoslavie).

Pour Bernard Bruand, la cause principale de ces contre-performances tenait au fait que la sélection définitive a été connue trois semaines seulement avant le départ pour Moscou. Deux rameurs en stage au mois de juin ont été automatiquement écartés par le comité national olympique, et l'armement de presque tous les bateaux en a été bouleversé. Alors, les sélectionnés eux-mêmes se sont mis à douter. Or, au moindre doute...

Après un pareil coup de Trafalgar, on craignait le pire pour les dix-huit autres Français qui concouraient ce même jour. Les nouvelles en provenance du stade Lénine, où les gymnastes effectuaient les exercices libres par équipe, n'étaient pas mauvaises. Les Français n'étaient pas arrivés à refaire complètement leur retard sur les Cubains, toujours aussi exubérants. Mais leur huitième place collective — loin derrière les Soviétiques en état de grâce — permettait néanmoins à Boudard, Moy et Boerio (le maximum possible) de se qualifier pour le concours général individuel. A une dizaine de kilomètres de là, dans le centre sportif du club de l'armée, en revanche, on n'allait plus.

Des trois fleuretistes qui tentaient de franchir le cap des éliminatoires, celui sur lequel on fondait le plus d'espoir, Didier Flamant, a été éliminé au premier tour. Des deux autres, l'un, Jean-Claude Chavigny, a été éliminé au premier tour, l'autre, Jean-Claude Chavigny, a été éliminé au premier tour. En prenant le départ, Cahard heurta dans le premier virage un des boudins de caoutchouc qui bordent la piste. Boudé, il dut faire un nouvel effort pour remonter sa machine et perdit ainsi les 5/10^{es} de seconde qui lui auraient permis de monter sur le podium. Cahard a eu la malheureuse idée de descendre en dessous du vieux record du monde de la distance du Belge Patrick Sercu. Mais il s'en voulait d'avoir ainsi laissé filer la chance et pensait déjà à prendre sa revanche dans les épreuves de vitesse.

Le zèle des douaniers soviétiques à l'égard de José Marajo

Marajo, bien que légèrement tendu, a pris la chose avec une certaine philosophie : « Je m'y attendais », a-t-il déclaré. Le chef de la délégation française, M. Georges Boudry, venu accueillir les vingt-trois sélectionnés qui accompagnent Marajo, a vivement protesté contre cette longue fouille. « Cent vingt athlètes français sont déjà passés à ce contrôle, et c'est le premier qui est traité de cette façon. Je considère donc que des ordres spéciaux ont été donnés concernant José Marajo, et je vais envoyer immédiatement une lettre de protestation aux autorités soviétiques. »

Quand tout fut terminé, l'employé des douanes, qui s'était particulièrement occupé de Marajo, a déclaré, avec un sourire, en lui rendant son passeport : « C'est fini. » Marajo a pu alors rejoindre le car de l'équipe de France en passant à travers la halle de policiers qui avait été spécialement mise en place pour la circonstance.

José Marajo s'est ensuite rendu, comme les autres athlètes français, au village olympique, où il sera sans doute assez difficile de l'approcher. Les responsables français ont tout fait depuis le 1^{er} juillet, pour atténuer

la portée du communiqué publié par les athlètes. Avant son départ pour Moscou, José Marajo avait, semble-t-il, cédé à certaines pressions et refusé de préciser comment il envisageait d'« aller plus loin », et comment il entendait concrètement s'y prendre « pour manifestier publiquement sa réprobation à Moscou ».

Une déclaration des contestataires à l'issue des épreuves

José Marajo, détenteur du record de France du 800 mètres, auteur de la deuxième performance mondiale en 1979, peut logiquement entretenir l'ambition de remporter une médaille sur cette distance à Moscou. Ses convictions et son caractère déterminé laissent à penser que d'une manière ou d'une autre, dans le stade ou hors du stade, il fera son possible pour tenir les engagements pris le 1^{er} juillet. M. Jean Soczobut, directeur national de l'athlétisme, a déclaré, mardi 22 juillet, à Moscou, « que les contestataires, dont fait partie José Marajo, feraient une déclaration solennelle à la presse à l'issue des épreuves olympiques ».

L'équipe de France du relais 4 x 200 mètres nage libre messieurs (Lassard, Petit, Laget, Noël) a amélioré de 1 sec 29

son record national, en 7 min. 34 sec. 81, mercredi 23 juillet, à Moscou. Ce temps lui permet d'accéder à la finale olympique.

De son côté, Odile Sihan, quarante ans, a été éliminée.

ARTS ET SPECTACLES

A Saint-Paul-de-Vence

L'austère cantate de Braque

L s'agit bien ici de Georges Braque et du développement de son travail. Mais son métier, son évolution et son esprit se définissent inévitablement, à nos yeux, par son contraire, dont témoigne Picasso, qui lui fut par ailleurs si proche.

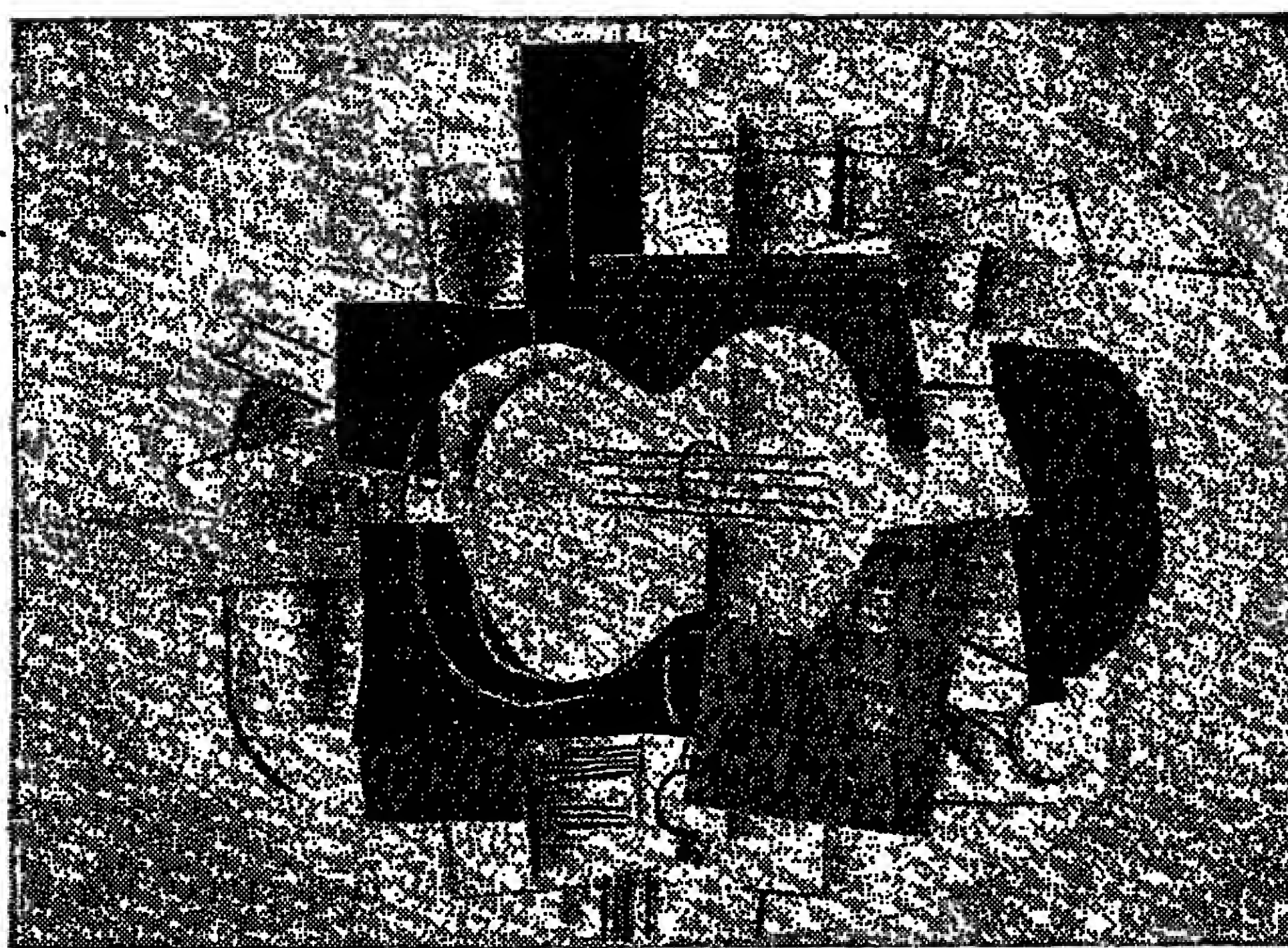
A leurs débuts, à l'aube du siècle, l'un et l'autre ne subissent pas les mêmes influences. Tandis que l'Espagnol cède à la fois du côté de Favis de Chavannes et de Lautrec, le Français se laisse plutôt entraîner dans un sillage proche d'un impressionnisme timide.

La délicatesse d'œil de Braque s'affirme déjà dans telle *Marine* de 1902. Néanmoins, comme durant toute sa vie, Braque se cherche toujours autre, et sa rencontre avec Favis, Matisse et Derain fait naître une suite de toiles où le fauvisme fait éclater la couleur dans sa pureté originelle. Le ton local y est pourchassé et la réalité de la peinture explose en fulgurances, atténuées chez Braque par l'introduction d'un mauve qui le personnalise.

Mais au fond, Braque se sent-il à l'aise dans ce fauvisme dont il devait ressentir inconsciemment la part d'artifice appliquée par recette alors que le fauvisme tenait aux enlums d'un Derain ou d'un Van Dongen ? Le fauvisme se réduit donc chez Braque à un passage où l'empire du doute qui l'habite fera qu'il le délaissera comme une tentative de jeunesse menant à l'impasse. Et puis, comme une clarté qui force à voir, dans une autre direction, c'est la révélation de Cézanne et les débuts accomplis d'une recherche de structures, que ce soit dans le paysage, la figure ou la nature morte. Le motif de l'estaque, de 1907, sert de transition à la nouvelle investigation. Et celle-ci aboutit à la juste autorité de la *Nature morte aux instruments de musique*, de 1908 (coll. Cl. Laurens), tableau-clé, car Braque y perçoit et fait percevoir dans ce miroir de sa pensée l'une des fondamentales de son labeur, à savoir que la valeur prend le pas sur la couleur.

organisée, où guérison, cheminée, compotier, fruits, guitare et mandoline, deviennent les personnages de sa mémoire, leur refusant toujours toute couleur locale. Le « valoriste » Braque se sent dans les terres, les bruns chauds, les gris, les ocres, ne s'autorisant pas l'enjouement d'une palette fardée.

C'est d'ailleurs là le meilleur de lui-même, cette privation, comme en cellule, du rayonnement solaire et de ses arcs-en-ciel. La composition reste serrée et sérieuse, au risque parfois de la trop charger ou de la trop compliquer. L'aboutissement qui culmine vers 1930 est certes la *Grande Nature morte sur fond brun* (Musée national d'art moderne, donation Mme Braque), parce que le peintre n'y met que l'essentiel et par là la nature morte se laisse dominer par l'espace qui l'enveloppe. Aucun appel à la facilité, à la recherche d'un plaisir séduisant. C'est en robe de bure cléricale que le peintre s'accomplit et fait vivre son art.



Travail-Cinéma (1913)

Par la fente de la meurtrière

Mais revenons à cet atelier en paire de peintres qui marquent la naissance de ce qu'on appelle le cubisme. Tout d'abord, ne faisons pas intervenir une dispute de Trissotin sur l'antériorité de l'invention qui appartiendrait à l'un ou à l'autre. Sans doute, les *Demotelles d'Avignon* tirent en premier par la fente de la meurtrière. Braque, son cadet d'un an, le suivra de près et lesdits « cubes » vont peu à peu réédifier un réel dans une sorte d'échafaudage de lumière où le peintre s'interdit tout usage de la trop séduisante couleur. Il travaille — et Picasso de même — après avoir serré de près la forme d'objets reconnaissables, à désarticuler l'objet, animé ou inanimé, pour offrir au regard un nouvel objet non identifiable à première vue, mais qui finit par dévoiler une intériorité et une qualité plastique méconnues à ce jour.

Ne peut-on retrouver à travers l'histoire de l'art trace de ces préoccupations, que ce soient celles de la construction des figures en volumes hyperboliques par un Luca Signorelli ou celles d'une mise en pièces cubiques des personnages d'une scène par un Luca Carlevaro ? Par là, on voit que certaines tendances se répètent, et personne n'invente absolument de manière gratuite. On ne fait que réinventer dans la modernité de son propre temps.

Il est pourtant une invention dont on ne saurait dire si elle a eu quelque antécédent similaire :

car il semble bien que, là, Braque marque un point. Est-ce ce qu'il hérite entre autres de l'entreprise paternelle de peinture en bâtiment, où il voyait peindre du faux bois ou du faux marbre, qui lui fit inventer le « collage » et l'introduction d'éléments hétérogènes : papiers étrangers à son dessin, mais faisant corps avec lui dans une ordonnance qui leur donne titre de noblesse. De ces recherches, Picasso fait aussi son pain quotidien. Et bien que l'on puisse confondre l'invention de l'un et de l'autre dans les années 1910-1914, il semble que dans le domaine particulier du collage, Braque dépasse en réussites incisives les expériences frémisantes du Malagouéna.

Il est probable que la qualité essentiellement musicale de Braque contribue grandement à entraîner notre esprit dans une espèce de sphère métaphysique par la grâce de ses collages. La salle de la Fondation Maeght, où se trouvent réunis des collages, éclaire non seulement l'exposition en sa généralité, mais avant tout l'œuvre entière, d'un jaillissement lumineux que seul l'orgue d'une cantate de Bach peut égaler.

Avec les années 20, peut-on parler de coupure avec la cubisme proprement dit ? Il vaudrait mieux voir dans cette volonté de rupture l'insatisfaction du vrai créateur qui a « trouvé » mais qui veut trouver autre chose. Et ce sont, comme thème et variations, la suite de natures mortes

Mais ce faux vrai moi-même possède aussi le doute et ses recherches les plus austères veulent être dépassées. Braque se pose toujours des questions et met en question le labeur antérieur. Il veut encore l'enrichir et ne pas s'en tenir à ce point de sa maturité. Peut-être les événements — la guerre en tant que combat, puis la rencontre avec un jeune peintre qui se nommait Nicolas de Staël lui rendant bien l'admiration — ont fait que Braque a, à nouveau, deviné de sa voie précédente. C'est alors un retour progressif à la couleur — non pas comme au temps du fauvisme — avec des tons soigneusement choisis. La sélection est relativement simple : un vert azarade, un orange fer, un jaune citron entre l'or et la paille. Mais le noir, paradoxe de la couleur, est peut-être celui qu'il préfère, du moins pour faire valoir la luminosité du reste.

Et encore, autre démarche, nait un besoin de presque sculpter la toile peinte. D'où l'emploi de hautes pâtes, du couteau à palette qui rythme musicalement la surface à peindre. L'introduction du paysage le plus synthétisé est l'occasion pour Braque de cette nouvelle facture. Là, sans doute, l'ombre de de Staël y est pour quelque chose. On rapprocherait volontiers les paysages ou marines de Braque de 1932 avec ceux de de Staël.

Braque ainsi se régénère, et l'austère frontalité de grandes compositions, dont les *Ateliers d'oiseaux*, dégage du même coup une adéquation rejointe la plus dénuée sur le plan plastique, et

une symbolique dont le sens spirituel n'échappe pas à son spectateur. S'imposent aussi, comme un martelage raisonné, les œuvres dernières des années 60 : sur un fond de vagueslettes de matière peinte, la *Charrue* nous livre au premier plan une sorte de forme animale de la préhistoire, en même temps qu'elle démontre l'assurance de la main humaine. Enfin, l'*Aquarium bleu*, pris dans un ovale un peu équilibré, rejoint, par un système de lignes obliques et le symbole du poisson toujours ondoyant à travers les filets d'eau,

la pensée héraclitéenne du mouvement (le tableau est rappel avant-coureur de la mosaïque bleue animant l'un des bassins qui rafraîchissent ce haut lieu de l'art contemporain qu'est la Fondation Maeght), car Braque est en amitié avec les philosophes de l'antiquité puisqu'il illustre aussi bien *Héraclite d'Éphèse* (préface par René Char) que la *Théogonie* d'Hésiode où il distille à l'eau-forte l'essence des dieux sous le couvert du visage humain.

Une certaine tradition française

Dix-sept ans écoulés depuis la disparition du peintre ! Le recul du temps est-il suffisant ou insuffisant pour bien juger de ce qui est perdurable à travers la diversité continue de l'œuvre ? Nous nous garderions bien d'en décider. Dans la dernière part de l'opus, dans certains *Ateliers* sombres, où l'oiseau blanc pénètre de sa liberté lumineuse, dans certains plus-que-paysages où le soc de charrue est prêt à labourer une méditation, dans certaines natures mortes structurées des premières années révolutionnaires où, parmi d'autres, le *Compotier* (Modernes musées, Stockholm) révèle, non pas une jouissance des sens mais celle de l'intellect, en bien des œuvres prises au long du parcours un bonheur achevé rassérène le regard.

pen sur l'une de ces réussites premières qui a eu le privilège de marier pour longtemps deux parmi les plus importants créateurs du demi-siècle : la grande nature morte à la guitare de 1913 (titre *Travail-Cinéma* — coll. Jacqueline Picasso — en raison d'un papier collé, partie de la composition inscrite dans l'ovale que Braque affectionnait particulièrement) fut l'objet d'un échange entre Braque et Picasso. Le parfait accomplissement du tableau-objet exécuté sur toile au fusain, soutenu par des collages et des parties peintes à l'huile, projette une clarté extraordinaire par la disposition contrastée des formes, jeu de valeurs où le noir et le blanc s'équilibrent par transition des gris les plus raffinés. L'imprimé du collage (*Travail-Cinéma*) n'étant que prétexte à la blague qui sert de titre, cha-

con n'entend plus dans leur envol que le chant des blanches et des noires.

Rappelons que ce tableau de Braque fut un convive permanent dans la salle à manger de Picasso et que ses noires prunelles ont dû le dévisager avec la passion de celui qui s'interroge continuellement sur sa propre création. Picasso avait en face de lui le reflet du compagnon de route de sa jeunesse. Leur cheminement avait divergé parce que leurs natures profondes, si différentes, avaient écarté les contraintes qu'ils s'étaient imposées. Picasso, un vrai baroque, voyait face à lui l'expression moderne d'un vrai classique. Une certaine tradition française, une grande pudeur, une austérité presque monastique, contrastaient avec sa furie espagnole, traversée de courbes et de convulsions amoureuses. Il faut des larmes comprendre que, dans une même investigation formelle que la cubisme a concrétisée, des personnalités aussi fortes que celles de Picasso et de Braque font alliance pour vaincre et, si tôt vainqueurs, se séparent en amis pour être enfin eux-mêmes. Par cette rétrospective, cent cinquante-trois œuvres, le témoignage de Braque est celui d'un apaisement rassurant, indispensable dans l'ère que nous vivons.

PIERRE GRANVILLE.

* Fondation Maeght, jusqu'au 30 septembre.

UNE SELECTION

cinéma

L. GUEPARD
C. VISCONTI

Le vieux monde meurt, étouffé dans les fastes du bal le plus « érotique » de l'histoire du cinéma. Crino-line, et chemises rouges, Garibaldi approche. Surtout Lancaster erre dans son palais, Alain Delon aime Claudia Cardinale. Visconti aime les faster et la mort.

R'PRISES

Chinatown de Roman Polanski : variations perverses sur le thriller. L. Contesse aux pieds nus de Mankiewicz : rêve hollywoodien sur la forme. Ava Gardner, Humphrey Bogart. *Psychose* d'Alfred Hitchcock : suspens freudien, frissons garantis. Le *Troupeau* d'Yilmaz Gunay et Zeki Okten : deux mondes qui se perdent l'un dans l'autre. Au Jazz : les méandres de Broadway, et culture et splendeur. *The Rose* de Mark Rydell : pour Bettie Midler.

théâtre

LONDRES, GENES, BRNO, LA COMEDIE-FRANÇAISE ET CELLE DE CAEN AU FESTIVAL D'AVIGNON

Lindsay Kemp, mime anglais et professeur de David Bowie, entouré de robustes travestis, parcourt le

monde depuis dix ans avec deux spectacles, *Salomé* et *Flowers* : c'est ce dernier qu'il présente, du 23 au 27, au Théâtre municipal, où il se suivra, du 30 juillet au 3 août, par l'école du Stabile de Gènes, avec le *Donna Serpente*. Aux Carmes, la Comédie-Française non traditionnelle joue dans une mise en scène de Jean-Claude Bouillat le Double Reconnaissance, du 24 au 28, et la Comédie de Caen démonte, du 23 au 30, aux Pénitents Blancs, avec de nouvelles faces d'acteurs et deux auteurs allemands contemporains, Acl. T. busch (Ella) et Kroetz (Concert à la carte). Salle Benoit XII, des clowns tchèques de Brno jouent deux spectacles en allemand, jusqu'au 28. Le off s'étioffe. Benedetto continue et Gelas aussi, le premier au Théâtre des Carmes, le second au Chêne Noir.

SHAKESPEARE ET LES HERES PREBOIST AU FESTIVAL DE VAISSON-CARPENTRAS

Le Théâtre de recherche de Marseille joue le *Songe* d'une nuit d'été le 24, les frères Preboist font rire le 26, et dans la Nuit des rois, Jean Le Poulain les 28, 30 et 31.

AFTER LIVERPOOL AU LUCERNAIRE

Jouez d'acteurs sur conversation brisée.

musique

LE VAISSEAU FANTOME A ORANGE

Pour peu que le mistral souffle, le *Vaisseau fantôme* de Wagner se trouve à l'aise au Théâtre antique d'Orange avec une superbe distribution : Thomas Stewart, Eva Marlon, M. Schenk et W. Ochman, chefs de Francfort et Wiesbaden, Orchestre philharmonique de Radio-France sous la direction de Tison Thomas, dans une mise en scène d'Alfred Woodmann, dont les précédentes réalisations à Orange n'ont guère convaincu (26 juillet). Le lendemain, grand concert Mozart, avec la sublime Messe en ut mineur et les *Vêpres* d'un confesseur, avec Barbara Hendrick, K. Giesinski, C. Zaharia et F. Vassier, sous la direction de Léopold Hager (27 juillet).

ECOUTER-MOURIR A AVIGNON

Une création de Nguyen Thien Dao au cloître des Célestins : une princesse se languit pour un homme dont elle ne connaît rien sinon la musique arabe qu'elle l'a déléguée d'un dragon. Mais un imposteur survient... Mise en scène J.-L. Marigny (les 24, 25, 27 et 28). On va aussi écouter une messe byzantine à cathédrale (le 24, à 18 heures) par l'Ensemble Christoloudes Haleris, qui présentera par ailleurs une Passion et un *Romanos* le *Mélode*, un admirable poète byzantin, à l'abbaye de Senanque (le 25) et à Villeneuve-lès-Avignon (le 26).

PRADES, SAINT-DONAT-SALINELLES

Fidélité à Pablo Casals : le vingt-neuvième Festival de Prades a invité nombre d'excellents ensembles de musique de chambre et de solistes (Trio Krivine, Quatuor Bartholdy, J.-P. Waller et J.-P. Brossa, l'Ensemble orchestral de Paris, le Trio de Moscou, H. Szeryng, etc.) qui se retrouveront à l'abbaye Saint-Michel-de-Cuxa (du 28 juillet au 13 août. Renseignements : 68-05-02-11). A Saint-Donat (Drôme), autour de Bach et de M.-C. Alain, nombre de jeunes organistes, l'Orchestre de Heidelberg, les Tudor Singers de Montral, etc. (du 24 juillet au 14 août. Renseignements : 75-45-10-28). En la chapelle Saint-Julien de Salinelles (Gard) commentent les Heures musicales qui groupent l'Ensemble vocal d'Avignon, Ch. Roustan et L. Boulay, L. Spritzl, etc. (du 26 juillet au 15 août. Renseignements : 66-80-03-24).

LE CAVAILLE-COLL DE SAINT-SEVER

Jean Guillou inaugure, le 24 juillet, l'orgue historique de l'abbaye de Saint-Sever (Landes), un orgue de n. Bedos, repris par Cavallé-Coll, qui vient enfin d'être restauré (Renseignements : 58-78-00-10).

Li'l et Handel, dir. J.-E. Gardiner (Saint-Germain-des-Prés, les 23 et 24) ; Così fan tutte (Aix-en-Provence, les 24, 28 et 30) ; G. Tacchino (Aix), le 26 ; Quintet de cuivres G. Tournon (R.E.R., station Auber, le 25, à 18 h 30) ; Beethoven et Lalo, par le Trio Delta (Grand-

Hôtel, Paris, le 25, à 18 h 30) ; Rik. Bollen, alto, lieder romantiques (Grand-Hôtel, le 25) ; Th. Paraskivassio (Sceaux, le 25) ; M. Chapuis (Saint-Bartrand-de-Comminges, le 25) ; les Liaisons dangereuses, de Cl. Prey, et *Semiramis*, de Rosini (Aix, le 25) ; Ensemble Terpsichore : musique italienne (Sceaux, le 26, à 17 h 30) ; Michèle Pena (Aix, le 26) ; les Saisons, de Haydn, dir. J. Pritchard (Aix, le 27, à 17 heures) ; J.-P. Rampal et R. Veyron-Lacroix (Aix, le 27) ; Schubert, Fauré, Brahms, par le Quatuor de France et L. Wright (Sceaux, le 27) ; la Pêcheuse d'Offenbach (Carpentras, les 28, 2 et 5).

expositions

GROMAIRE A. MUSÉE D'ART MODERNE DE LA VILLE DE PARIS

La première rétrospective, avec près de cinq cents numéros, tableaux, dessins, projets de travaux décoratifs, d'un peintre de la tradition française.

ECOUTER PAR LES YEUX A L'ARG

Objets en environnements sonores : le nouvel art du bruit à travers les avant-gardes du siècle.

CHEFS-D'ŒUVRE IMPRESSIONNISTES DE CHICAGO A ALBI

La fameuse collection de l'Art Institute Politesses en retour

supervisant le musée d'Albi avait envoyé ses Toulouse-Lautrec à Chicago.

INGRES ET SA POSTERITE A MONTAUBAN

Des contemporains du maître à ceux qui, depuis un siècle, l'ont rejoint : Degas, Renoir, Matisse, Picasso...

variétés

COLUCHE ET CHARLIE COUTURE AU CAFE DE LA GARE

Retour de Coluche dans le lieu où est né son personnage (20 h 30). Plus tard dans la soirée (22 heures), Charlie Couture, auteur-compositeur inspiré à l'univers large, chante des blues et des balades avec la voix de la gorge et du ventre.

jazz

P. Chéry au Palace (le 23), à Calais, pour le Festival de la Côte d'Opale (le 24) ; Antibes (le 29) : la fête de l'invention. Stan Getz à La Grande-Motte (le 24), à Boulogne, pour le Festival de la Côte d'Opale (le 25) : la pureté du son. Joe Lee Wilson à la Chapelle des Lombards et Fats Domino à l'Olympie (le 24) puis à Salon-de-Provence (le 25) : voix d'aujourd'hui et d'hier.

Métiers anonymes

Un troisième homme pour l'architecture

Les progrès de la technique aident — adieu la simplicité de l'artisanat — nombreuses sont les professions qui se fractionnent, et dans les fractures fleurissent de nouvelles spécialités. L'univers de la construction n'a pas échappé au phénomène. Les architectes ont vu les ingénieurs largement déborder leur terrain, pour le meilleur et pour le pire. Arrivent maintenant les programmeurs.

Il est tout à fait évident que le programmeur est un être nouveau, un être qui ne se contente pas de concevoir, mais qui agit. Il est le maître d'œuvre — et les architectes — maîtres d'œuvre. Leur fonction ressemble à celle des traducteurs dans les congrès internationaux, interprofessionnels, interdisciplinaires — à celle des diplomates arbitrant les rencontres entre représentants de pays en conflit. Car, en même temps que les techniques, le langage s'est diversifié, s'est adapté à la complexité des problèmes financiers, aux exigences nouvelles des utilisateurs.

Les programmeurs font communier des préoccupations divergentes, des intérêts antagonistes. Ils sont les émissaires grises chargés de rétablir ou d'établir le dialogue entre l'ouvrage et l'œuvre.

« L'ARCHITECTE, ce n'est plus Michel-Ange », disent-ils. Patrick O'Byrne et Claude Pecquet ne sont pas architectes, ils sont programmeurs. Rien à voir avec les fiches perforées de l'informatique, ces fiches qui suscitent tant de passions inépuisables. Rien à voir avec les « libertés » qu'on leur oppose parfois. En matière de construction, la prévision n'entraîne pas l'imagination mais lui donne ses ordres d'exécution. Programmeurs, ils ont fondé C.A.F.E., initiales pour « Coordination de l'Architecture, du Fonctionnement et des Équipements », ce qui définit assez bien leur métier. Ils vous remettent une petite carte de visite blanche et bien que montrant suffisamment qu'ils ont travaillé outre-Atlantique.

Us sont deux, l'un en face de l'autre, dans une grande « boutique » près des Invalides, un appartement en rez-de-chaussée, revisité, propre et décoré, avec des tableaux qu'on peut estimer d'avant-garde, plein de papiers, plein

de dossiers, plein de crayons-feutre. Ils étaient un peu plus nombreux mais leur équipe s'est rétrécie, s'est adaptée aux fluctuations du métier et aux difficultés du temps : « De toute façon, une équipe de programmation, c'est très peu de gens. Le programmeur ne peut pas tout traiter lui-même, il fait appel à des spécialistes, il coordonne. »

Entre les Médicis et Michel-Ange, entre maître d'œuvre et maître d'ouvrage, il se sont donc installés, préservant, ici, les caisses du Saint-Siège, mais assurés, là, que le « programme » n'empêche pas le coup de génie de l'artiste. C'est dire que leur préoccupation est double : éviter au maître d'ouvrage les surprises financières trop fréquentes dans l'univers de la construction et donner aux architectes le memorandum, l'ensemble des éléments d'information et des conditions à remplir qui leur permettront de répondre rigoureusement à la demande et aux besoins réels, clairement formulés, des futurs utilisateurs.

Garants du budget

« A vrai dire, de la programmation il y en a toujours eu. Simplement on en faisait sans le savoir. » C'était l'architecte qui établissait son programme, trop souvent selon ses propres convenances et selon la tolérance, la confiance, voire l'aveuglement de son commanditaire. On demandait d'abord un bâtiment, on demandait aujourd'hui d'abord un programme. C'est une garantie pour le client : l'étude de programmation, menée avant l'intervention des architectes, peut conduire à juger impossible la construction d'un bâtiment, pour des raisons financières ou techniques. Une hypothèse que l'architecte peut avoir intérêt à oublier. « La programmation, disent-ils, est un renforcement de la maîtrise d'ouvrage. Ce qui peut choquer, si on ne comprend pas qu'elle est aussi dans l'intérêt du maître d'œuvre. L'un et l'autre savent mieux à quoi ils s'engagent. »

Napoléon I^{er} serait peut-être, selon O'Byrne et Pecquet, le créateur du genre, sinon du mot, pour avoir demandé un jour une programmation avant d'entreprendre la construction d'un

théâtre. En tout cas, la méthode est aujourd'hui définie, avec ses règles, un ordre à suivre.

Méthode, technique et affaire d'argent, la programmation ne se laisse, à vrai dire, pas aisément cerner. L'intérêt financier est évident : la programmation doit permettre d'éviter les dépassements. Pour cela il faut des études techniques précises. Quant à la définition des objectifs et des fonctions à respecter, confiée au programmeur, elle est encore affaire de finances, puisqu'elle assure que le bâtiment servira correctement à ce pourquoi il a été construit et ne deviendra pas caduc à peine né, que l'investissement engagé portera les fruits attendus. Quand l'architecte remet ses plans, le programmeur est encore là, auprès du maître d'ouvrage, l'aidant à vérifier l'adéquation du projet au programme. Pour se faire mieux comprendre, O'Byrne et Pecquet sont tentés d'évoquer les abbattoirs de La Villette. Réalisés à partir d'objectifs mal définis, l'opération coûte très cher puis, que les bâtiments ne remplissent pas leur fonction. On va y installer un musée. En réalité,

il s'agit plus d'une erreur de planification que de programmation, politique donc. « Les programmeurs ne sont pas déçus, même s'ils sont censés définir des objectifs. L'ambiguïté peut être méditée. »

Ils donnent volontiers deux autres exemples d'aberration, bien clairement cette fois en matière de programmation : le musée Guggenheim à New-York et la Maison de la Radio à Paris.

« Constructions idées » sans établissement d'un programme préalable tel qu'ils l'entendent, elles se révèlent inappropriées à leur fonction. Inconfortables. L'architecte a proposé un « geste architectural », adopté sans critique par le maître d'ouvrage faute d'une confrontation avec un programme adapté et précis. Guggenheim, « musée Dada » pour certains, précipite ses visiteurs sur une pente en spirale qui, dit-on parfois méchamment, favorise un renouvellement rapide du public. Quant à la Maison de la Radio, le Parisien pourra faire l'expérience de son labyrinthe avec profit pour la compréhension du propos.

C'est parce qu'il y a eu, et qu'il y a toujours trop de mauvaises programmations que l'Etat, voulant pour sa part s'en protéger, a créé les contrats d'« ingénierie » qui reposent obligatoirement sur une programmation antérieure au choix de l'architecte et présentent les engagements pris de part et d'autre. L'idée de programmation s'en est trouvée renforcée, et c'est alors que le troisième homme a pris en France sa nouvelle dimension. Un intermédiaire obligé dans toute opération de construction engagée par l'Etat.

Patrick O'Byrne revenait du Canada, où d'architecte il était fait programmeur. Il pensait en fait participer au concours d'architecture du futur Centre Georges-Pompidou. On le charge de l'élaboration du programme architectural du Centre : il rencontre Claude Pecquet, responsable pour sa part du programme de fonctionnement. Comme à beaucoup d'autres, Beaubourg leur a servi de test. Ils ont été ensuite chargés de la programmation de plusieurs musées français, à Troyes, à Lille, à Paris. Etudes d'importance variable, qui pouvaient porter sur le simple fonctionnement comme, de manière plus vaste, sur la conception d'ensemble, par une

création de toutes pièces ou pour la réadaptation d'un bâtiment existant. Pour le futur Musée du vingtième siècle, réadaptation de l'ancienne gare d'Orsay, c'était la conception d'ensemble : un énorme dossier remis aux architectes choisis pour le concours. Désormais, la culture, les musées sont à l'aise un peu leur affaire, leur spécialité.

Un musée n'est plus seulement une collection. La rampe pour les infirmes est leur souci autant que la qualité des réserves, la circulation autant que l'acoustique, la sécurité, l'éclairage, etc. Les œuvres doivent être montrées dans les meilleures conditions possibles, mais l'accueil du public, l'animation ne doivent pas nuire à la conservation. Ils doivent penser à tout avant l'architecture, sans céder à la tentation d'anticiper sur son travail.

L'ascèse est difficile. On

Ils écoutent, ils traduisent

Ils alignent les rapports humains autant que les objets. Ils font, comme ils disent, le pont entre le client, qui a son langage, et le maître d'œuvre qui a le sien, assez ésotérique souvent. Ils écoutent, ils traduisent : leur programme consiste en une masse de documents écrits, détaillés, qui ont été élaborés progressivement avec les utilisateurs : « Nous traduisons leurs besoins de telle manière que les architectes les comprennent. Puis, quand les architectes ont proposé leurs plans, nous aidons les conservateurs à les lire, à les interpréter. Nous créons, en fait, un langage nouveau pour le client et l'architecte. Il faut de la précision, le goût de la formulation et de la communication. Nous avons un rôle pédagogique à jouer. »

Le troisième homme s'adresse à l'architecte, il représente le maître d'ouvrage. Mais il y a aussi le public — l'usager — qu'il faut distinguer (précision, là encore) de l'utilisateur — le conservateur dans le cas des musées. Le public, la grande affaire, les programmeurs sont là pour y penser. O'Byrne et Pecquet ne s'intéresseraient pas tant à leur métier s'il n'y avait pas le public, les publics, en province autant qu'à Paris : les relais culturels, les petites maisons de la culture, comme les musées parisiens.

comprend volontiers l'inquiétude des architectes qui redoutent de voir ces nouveaux venus empiéter sur leur territoire, et il faut en effet aux programmeurs une large maîtrise de leur profession, le sens de ses limites, si fluctuantes soient-elles, un sens du « sérieux » et une grande souplesse, pour ne pas vouloir mordre sur les prérogatives du maître d'œuvre. Patrick O'Byrne s'est vite consoli de ne pas faire lui-même d'architecture. « Ce n'est pas un problème », dit-il, avec un geste qui montre assez que ce n'en est effectivement pas un. Quant à Claude Pecquet, muséologue, sans être conservateur, il se voit mal « quarante ans dans un même musée avec les mêmes objets ». Pour eux l'intérêt de la programmation est de découvrir sans cesse de nouveaux problèmes, et d'en trouver la solution, de proposer des idées, de débloquer des situations.

Autant de publics différents, de problèmes nouveaux, de choix finalement politiques, autant de solutions différentes. On revient toujours à l'exemple de Beaubourg, où la fréquentation a largement dépassé les prévisions, mettant en danger l'édifice sinon les visiteurs. Les enquêtes nécessaires aux prévisions trahissent trop souvent pour eux la réalité du public, elles prennent difficilement en compte l'individu. Le public est une inconnue, une des plus excitantes et des plus redoutables pour un programmeur.

Finalement, ils ne se veulent pas des techniciens, pas seulement des administratifs et ils tiennent par-dessus tout à leur indépendance : ils ne veulent pas devenir des fonctionnaires. Ils n'ont pas le prestige de l'architecte, l'image traditionnelle du maître d'œuvre. Mais ils peuvent toujours changer de casquette et redevenir, sur telle ou telle opération, concepteurs-réalisateurs, architectes. La nécessité pour eux d'une vision globale signifie l'introduction d'une dimension culturelle dans l'approche économique de la construction. Leur situation leur permet d'y prétendre : ils se tiennent sur les frontières, aux points de jonction.

JEAN-FRANÇOIS CHEVRIER et FRÉDÉRIC EDELMANN.

Musée National Message Biblique MARC CHAGALL
ESPRITS ET DIEUX D'AFRIQUE
jusqu'au 3 novembre
NICE (93) 81-75-75

Les Arts du Théâtre
de Watteau à Fragonard
225 peintures, dessins, sculptures.
* Boucher * Fragonard * Gillot * Goya * Lancret
* Panini * Pater * Tiepolo * Watteau
Ouvert tous les jours, sauf le mardi, de 10 heures à 19 heures.
Nuit du mercredi et le vendredi, de 21 heures à 23 heures.
Visites commentées le mercredi à 21 heures, le jeudi à 17 heures.
Sur demande pour groupes.
Galerie des Beaux-Arts
Place du Colonel Raynal, Bordeaux.
(9 mai - 1^{er} septembre 80)

American Gipsy
Blondie
"Call me"
VERSION LONGUE
Le disque!
Polygram

CHATEAU DE L'EMPERE
Chapelle Sainte-Catherine
1300 SALON-DE-PROVENCE
Rodolphe PLANQUETTE
Sanguines - Pastels - Huiles
Sous la présidence de :
M. le sénateur-maire Jean Francou,
M. le professeur Paul Bourret,
premier adjoint, délégué de l'Action culturelle.
EXPOSITION OUVERTE
Jusqu'au 20 août

Galerie Andrée RAYNAUD
10, rue Gaston-de-Saport
AIX-EN-PROVENCE
JACQUES GAUTIER
BIJOUX - SCULPTURES
12 juillet au 31 juillet 1980

EN EGYPT
AU TEMPS
DE FLAUBERT
les premiers photographes
1839/1860
au Centre Kodak d'Information
38 avenue George V, 75008 Paris
du lundi au vendredi de
9 h 30 à 18 h 30
jusqu'au 19 septembre.

«En Egypte au temps de Flaubert» est l'une des 27 expositions présentées actuellement en France sous la signature de Kodak-Pathé. Peut-être, parmi celles-ci, avez-vous vu : Visible Invisible, aspects de la photographie scientifique / La reconstitution photographique de la tombe de Nofretari / Le centenaire de l'Opéra de Paris.



CHRONIQUES
MARTIENNES
ROCK HUDSON
CHRONIQUES MARTIENNES
MARIGNAN, v.o. - ST-GERMAIN HUCHETTE, v.o. - CONVENTION, v.f.
CLICHY PATHÉ, v.f. - 7 PARMASSIENS, v.f. - ST-LAZARE PASQUIER, v.f.
BELLE ÉPINE THIOIS - FRANCAIS English - AVIATIC Le Bourget
LE PERRY Saint-Germain-des-Bois

Cannes 1980
PRIX SPECIAL DU JURY A L'UNANIMITE
PRIX DE LA CRITIQUE INTERNATIONALE
GÉRARD DEPARDEU
NICOLE GARCIA
ROGER PIERRE
MON ONCLE
D'AMÉRIQUE
réalisation
ALAIN RESNAIS
scénario
JEAN GIRAUD

LES SPECTACLES
Le Comité de l'Art à Arles

Lenz entre le d

BRIGADE MONDAINE

VAUDOU AUX CARAÏBES

La Comédie de Caen à Avignon

Lenz entre le drame et l'ironie

Il y aura cette année, à Avignon, côté théâtre, trois «vagues» successives de créations. La fin du Festival — située dans les premières semaines d'août — ne sera plus comme d'ordinaire exclusivement consacrée à la danse. Le public des amateurs et professionnels de théâtre restera-t-il, ou reviendra-t-il ? C'est encore la question.

En tout cas, la septième vague — et terminée, la deuxième — jusqu'au 14 juillet — roulera à nouveau des productions de la Comédie de Caen, différentes des deux qui ont été données du 10 au 21 juillet (*Le Nouveau Menace et Pratiques d'archéologie*). Ainsi, le Centre de la Comédie de Caen — Normandie aura assuré quatre représentations. En montrant à Avignon cinq spectacles différents, l'équipe dirigée par Michel Dubois «*essaye les platées*» d'un projet formé il y a deux ans déjà avec Paul Fuzay : présenter au public une sorte de bilan du travail effectué au Centre d'endroits spécifiques : le panorama d'une pratique. Hors de l'idée de faire avec un seul spectacle

«une démonstration sans risque»: «On tirera ensuite les enseignements de l'expérience», dit Michel Dubois. «On ne saura qu'après en quoi elle est intéressante pour nous et ce qu'elle peut apporter au public du Festival.»

Avec cette construction, l'équipe de Caen effectue également une sorte de retour sur sept années d'évolution : *Sûs*, la pièce de l'Allemand Herbert Achternbusch, a été mise en scène par Claude Yernin cette année en Normandie, et va être donnée à Caen. Les événements récents Blancs dans le même temps qu'une des toutes premières réalisations de la Comédie de Caen, *Concert à la carte*, de Franz-Xaver Kroetz. Car c'est à Caen, en 1974, qu'une œuvre de cet auteur fut pour la première fois créée en France. C'est là également qu'on découvrirait le théâtre de Rainer Werner Fassbinder. On commençait à peine à parler du théâtre du quotidien, mais Caen accueillait, après Michel Vinaver, un auteur appelé Jean-Paul Wenzel de Wenzel du temps de Louis d'Académie).

qu'il a traduite, René Girard a écrit entre autres choses, qu'elle pose « le problème du bonheur possible dans la société telle qu'elle est, et dans l'existence quotidienne qui est notre loi commun ». Il ajoute : « La quête du bonheur tend à se substituer au problème du salut. »

L'Ancre Régime est en train de mourir... Girard, en philosophe aigü, analyse les complexités du texte, « combien multiples ! » Il rappelle la tradition religieuse philosophique, mais aussi la faccetta, les « faccettes » empruntées à la tradition sassone, « elle-même héritière de Plaste dont Lenz fait un traducteur rémarqué ». Girard évoque le côté bucale et cocco, il fait référence à une « faccetta » de la langue, à celle de Fieding, ou de Sterne, il n'oublie pas de faire allusion à l'importance du théâtre de marionnettes, puis il énumère toutes les résonances psychanalytiques que l'on peut trouver dans le texte, mais surtout, il rappelle que Lenz n'a en définitive pas écrit le Nouveau Ménoza, Pour lui le Nouveau Ménoza repose entièrement sur la contradiction des niveaux de langage et sur les ruptures de

municipal d'Arignon. Déroulé ne veut pas forcément dire déçu. Pourtant, voilà, on ne cessait pas, à regarder ce *Nouveau Mémoires*, de songer à d'autres images, à des dialogues moins caricaturés. On oscillait entre le sentiment d'être gratifié d'un texte superbe qu'un Voltaire mâtiné de Marivaux eût inventé pour le désespoir ébloui de son public, et une impression d'agacement née de l'exagération inutile.

On était comme ces curieux qui, désirant connaître la fin d'une histoire, s'obstinent à donner leur attention à des conteneurs qui parlent tous à la fois, trop haut et trop abondamment. Conscients du pouvoir qu'ils ont sur un auditoire qui ne connaît pas les tenants et les aboutissants de l'aventure dont ils ont été les témoins, les conteurs se livrent à tout, à moins qu'ils ne soient habiles, ils en profitent. Ils pratiquent l'art de l'impasse, et celui de l'illusion, ils reviennent en arrière pour vous pousser au comble de l'exaspération. L'aventure vous concerne — vous qu'elle intéresse toute une communauté — et vous vous faites posséder par des pipelets.

Il n'est pas très gentil de ramener ainsi tout un spectacle aux dimensions banales de la narration, par exemple, de tel accident, qui a fait du bruit dans une bourgade. Primo, parce que le texte de Lenz n'est à aucun moment bavard ni trompeur; secundo, parce que la mise en scène de Dubois a le mérite d'étonner, et un autre mérite encore, celui de la générosité : elle est libre de toute restriction mentale.

Des exercices d'acteurs

C'était drôle de voir les héros, le Prince Tandi, tout d'abord, effrayé de découvrir que la jeune fille qu'il a épousée est sa sœur, puis celle-ci, ensuite, s'envoier suspendus à un carré de ciel tombé des cintres vers des cieux solitaires. C'était drôle ce jeu de cache-cache dans un jardin que le Douanier Rousseau ou telle artiste américaine réputée naïve aurait pu peindre : gazon vert et petit château au fond avec balustrades blanches comme dans un dessin d'enfant.

Les balustrades étaient brulantes, sans parler de tous les autres éléments du décor — arrivés par les côtés ou descendus d'en haut. Une pléthore d'effets : il y a même des clairs de lune qui vont et viennent, et des colonnes et une corde avec un pendule au bout qui se balance au-dessus de la scène. On entend une pluie, une pluie, une pluie de rires. Ces décors, ces lumières, un peu outrés, parfois très crûs, parfois très subtils, tout cela est plutôt délicieux. Ce qui gêne, en somme, c'est ce que certains acteurs rajoutent, à l'intérieur de ce carton, de ces décors, de ces mille de ces mille solénaux, de ces mille de ces mille peut-être quatre d'entre eux qui réchappaient et qui par chance tenaient plutôt les rôles principaux. Pierre Dile — le prince — jamais ridicule dans sa dégringolade humide amoureuse et condamné à la solitude, Claude Evrard — le père —, Michel Chaigneau et surtout Denise Chalem, qui, dans ces décors d'obstacles, a dû se penser sa grande scène de l'humour sans commettre de fausses notes (excepté dans les minutes où elle chante).

Les autres en faisaient trop et trop. Pas leur faute si on leur avait demandé de hurler, de se jeter par terre les uns les autres ; pas leur faute, aux autres femmes, si on les avait accoutées et empernuquées odieusement. Pauvres...

Reste qu'il faut voir ce premier acte d'une mise en scène du Mesdieu, de Four Lads et par ce que, la mise en scène est relevée sur un défi plus que sportif.

Avec la même modestie, le Comédie de Caen propose, dans un autre style de l'essence, deux séries d'exercices d'acteurs. Nous avons vu, dans le Théâtre municipal aux sièges recouverts de housses blanches, deux comédiens présenter cinquante-cinq minutes d'un temps inspiré de Beckett, de choses que ce dernier a généralement dévotées de la mort. Pour le plateau, tout est dans l'hôpital, quelques petits cailloux — pendule — une pendule surtout. Deux hommes conviennent les heures.

La prochaine série de *Fractures* est une trilogie sur le thème de la glace, chez Pierre Loti. Trois comédiens l'imaginent. Ces spectacles ne sont pas « exploités » plus de trois ou quatre fois. Ils ne représentent pas forcément sur des textes, ils constituent — pour Chacón et pour moi — une façon de raconter, de raconter la glace. C'est un espace libre, un terrain de loisir quasiment individuel, se chambre à soi. Ils ont pour seule contrainte de ne pas travailler longtemps ce qu'ils proposent. On leur offre cette discipline comme on offre des sacs nageurs de fabrication locale (pour rien ?) à un mètre (pour rien ?) d'exercice : il y a de beaux 100 mètres.

MATHILDE LA BARDONNIE

Renaud et le P. C.

Pour crime d'anarchisme



M. Geyr Hermès, membre du bureau politique du P.C., directeur des l'hebdomadaire « Révolution », donne son avis, le mercredi 28 juillet, à Avignon, une conférence de presse consacrée à la politique culturelle de son parti. Cette manifestation fait partie de la « tournée » des responsables du P.C. dans les festivals de l'été, au moment où « Révolution » ouvre une « enquête » sur les rapports entre art et création et sur sa publie. Sur ce thème, M. Lucien Mareat, collaborateur du comité central, avait notamment suggéré aux organisateurs de fêtes communistes, dans un article de « Révolution » (daté 5-15 mai), de ne pas faire appel aux artistes qui combattent les idéaux du P.C. Cet article avait entraîné la démission de M. Jean Hüncker, rédacteur en chef adjoint (« le Monde » des 20, 24, 26, 28 juin, et 6-7 juillet). Nonamment lui en cause, le chanteur Renaud répond.

qui ne se fait pas d'illusion, deux jeunes gens qui agissent sur l'asphalte à deux heures du matin rue Pierre-Charon après un braquage raté, Renaud a depuis deux ans conquis d'autant plus les lycéens nihilistes et les jeunes prolétaires qu'il méprise les niais des couples de gauche et l'humour et la parodie. Il ne fait cependant pas l'unanimité puisque deux organes du parti communiste, *Révolution* et *l'Avant-garde*, ont rêgé violemment à l'une des dernières chansons du chanteur (*Où c'est qu'il fait moi mon tinguu ?*) où il est dit nettement :

« C'est sûrment pas un disque d'or ou un Olympia pour moi tout seul qui me feront fermer la bouche, qui me feront fermer des gorges... (..) Moi, j'aurais dit d'abord : ça va bien haut qu'la bile marine me fait gorber qu'al'me pas l'travail, la justice et l'armée. C'est pas d'meln qu'on m'verra marcher avec les connards qui vont aux urnes choïler d'tui qui les fa crever. Moi, ces jours-là, j'reste dans ma tume. Rien à foutre de la lutte des crasses, tous les systèmes sont dégueulasse(s) ! »

(1) « Longwy comète à Saint-Léonard, plus d'algues face aux Hérards, mais des bulles, des parés, des grandes! Gueular contre la répression en défilant « Bastille-Nation » quand mes frangins crèvent en prison ça donne une bonne conscience aux cons, aux nez-d'œufs et aux pousse-mégots qui foutent ma révolte au tombeau ! »

« Les connards qui vont aux urnes »

Evouquant, dans *la Révolution* du 12 juin dernier, les fibres comme celle de l'humanité, où sont haïssablement insinues les artistes populaires de la chanson, de Miroslav Mathieu à Jean Forret, un collaborateur du comité central chargé des questions culturelles estimait nécessaire d'avoir une « réflexion critique » à l'égard de chanteurs « comme Renaud qui, dans la vie comme dans ses textes, insulte les travailleurs, leurs luttes, leurs organisations, leurs responsables... ». L'*Avant-Garde* publiait un article où l'on pouvait lire : « Renaud, nous n'éprouvons pas du même camp... » « Malheureusement, dit Renaud, le journaliste prend dans la chanson des phrases tronquées et isolées du contexte pour essayer de me faire dire ce que je n'ai jamais voulu exprimer. Et effectivement, cela n'a plus le même sens qu'au moment où j'étais en prison... d'ailleurs quand m'entraînaient-ils avec les conards qui vont à aux urnes » sans la fin de la phrase qui dit : « Cholsat d'ou ! qui les fars crever... ». Ou « gueuler contre le répression ! sionfon défilant » Bastille... Nation... ça donne une bonne conscience aux cons » en oubliant de préciser : « En prison... » Quand mes frangins errent en prison... Evidemment après, le journaliste de l'*Avant-Garde* a beau jeu pour écrire : « Je te rappelle que c'est grâce à des millions de cons comme tu nous as libérés ! qu'on a réussi à faire bouffer Angela Davis, militante communiste... »

La chanson de Renaud en mois de mai 1985. Il était alors au lycée Montaigne. Sa première chanson (*Crève, salope*) écrite spontanément au milieu des événements est re-

prise par tous les lycéens qui ont une guitare. D'autres chansons suivent aussitôt : C.A.L. (comité action lycéen). Renaud compose beaucoup. Il a abandonné ses études, a travaillé comme vendeur dans une librairie du quartier Latin, puis comme plongeur et coursier. En 1974, paraît le premier album (*Hexagone*). Mais il lui faudra attendre quatre ans et le succès public de *Laisse béton* pour que de vraies salles s'ouvrent à lui et qu'il puisse s'entourer d'une équipe de musiciens.

Renaud est tout autre chose qu'une vulgaire étiquette de show-business. Personnage timide, tendre et plein d'humilité, étonnant amateur d'un folklore paysan mais aussi chanteur de la première génération de la nouvelle génération, n'a pas envie de faire une « carrière » dans la chanson, d'aller chanter pour la même toile à Sobino, l'Olympia ou dans les salles de concert. Il aime chanter dans les vignes, de voir trop longtemps son image d'interprète exagérément amplifiée. Il sait aussi que le public est tellement abasourdi tous les jours de profanations qu'il ne réagit pas rapidement. « Je veux m'arrêter avant qu'on me le fasse sentir. J'aurai toujours envie, je crois d'écrire des chansons mais pas celles de les défendre sur une scène. C'est la télévision. Tant pis. Je n'aimerais faire autre chose que m'occuper par exemple des scénarios ou des romans policiers... »

CLAUDE FLÉOUTER.
★ Texte des chansons de Renaud publié aux Éditions du Champ Libre sous le titre « Sans Zikmu ».

U.G.C. NORMANDIE - MIRAMAR - REX - HELDER - U.G.C. GOBELINS - MISTRAL - MAGIC CONVENTION - U.G.C. GARE DE LYON - 3 SECRETAN - U.G.C. DANTON - PARAMOUNT MONTMARTRE CYRANO Versailles - ARTEL Cretail - ARTEL Nogent - FRANÇAIS Enghien - ARGENTEUIL - CARREFOUR Poissy - MÉLIES Montreuil - BUXY Boussy-Saint-Antoine - VELIZY - STUDIO Rueil - FLANADES Sarcelles

GERARD DE VILLIERS

BRIGADE MONDAINE

VAUDOU AUX CARAÏBES

PATRICE VALOTA JACQUES BOUANCHÉ
JULIE MARGO CORINNE CAROL
YVAN LABEJON FRANCISCO CHARLES
avec JEAN-FRANÇOIS GARREAUD
et MARCEL DALIG

Réalisation de
PHILIPPE MONNIER
Dialogue de
FERNAND PLUOT
Produit par
FRANCIS COSNE

CERRONE

BOOK HUDSON
PIQUES MARTENS

MON ONCLE
D'AMÉRIQUE

LIVRES



« LE THÉÂTRE » AUX ÉDITIONS BORDAS

Les éditions Bordas ouvrent une collection « Bordas-spectacles » avec le Théâtre dont l'ambition est de « pénétrer derrière le miroir », de dévoiler la réalité du monde secret de l'illusion. Comment se construit le théâtre, à partir de quels matériaux et comment il se vit des deux côtés de la rampe ? Daniel Couty et Alain Ray, qui ont dirigé la conception d'ensembles, définissent trois éléments de base : texte, scène, public, auxquels correspondent des chapitres — et des sous-chapitres — précédés par une étude historique et suivis par une question sans réponse : « le théâtre, qu'est-ce que c'est ? ». Alain qui par un répertoire détaillé, très clair, des auteurs comédiens, scénographes, metteurs en scène.

Naturellement, les divisions sont arbitraires. La vie du théâtre est une continuité, un mouvement incessant. Le produit théâtral mêle et confond les éléments qui le composent. Ils jouent les uns avec les autres, prennent une signification, différente lorsqu'ils ne sont pas ensemble. L'exemple le plus frappant est celui du texte, des multiples interprétations auxquelles donne lieu le passage des mots écrits aux paroles incarnées, mises en images, en rythme. Les espaces de silence, l'espace scénique, les lieux de représentation, au-dedans ou au-dehors des murs : les thèmes s'entrelacent, s'influent à l'intérieur des questions posées par les analyses dramaturgiques, les mises en scène, par l'environnement social et historique, la mentalité des publics. Comptent également les conditions de travail et de production, les malaises, les angoisses, les espoirs des gens de théâtre.

Toutes ces questions, Daniel Couty et Alain Ray ont voulu les faire traiter séparément. Les auteurs sont, pour la plupart, universitaires : Jean-Pierre Ryngaert, Jean-Pierre de Beaumarchais, Anne Ubersfeld, Richard Monod, Agnès Pleron, Bernard Dort, Robert Abirached, Jean Duvignaud, André Vialstein, Victor Couchois.

Jean-Claude Penchenat, comédien-fondateur du Théâtre du Soleil,

raconte la vie de la troupe, et l'on retrouve un climat, une sensibilité, l'importance d'un quotidien houleux, incertain. Son récit est doublé par un historique de la situation du théâtre en général et du Théâtre du Soleil en particulier. L'ouvrage s'adresse à des lecteurs qui n'ont pas le loisir d'aller souvent au spectacle, dans le but de les renseigner.

Renseigner ? Enseigner ? Entraîner ? Informer ? Notre collaborateur, Thomas Forcand, confronte les différentes positions de ceux qui ont la charge d'écrire et de parler : les critiques. Il démonte la fausse opposition entre critique d'humour et de réflexion, montre comment elles se reflètent, dans la mesure où chacune rend compte d'un moment. Le théâtre ne meurt pas lorsque les spectateurs — qu'ils soient ou non critiques professionnels — s'en retournent chez eux. Il continue de vivre, il est un moteur de l'intelligence, de l'imaginaire, de la culture au sens le plus concret. Le théâtre est une perception immédiate et, simultanément, un travail de l'esprit, de la mémoire, de l'inconscient.

Daniel Couty et Alain Ray ont sans doute favorisé le côté « étude » : l'ouvrage y gagne en cohérence. Faut-il leur reprocher sa densité ? Certains chapitres demandent un niveau d'instruction, tout au moins une familiarité avec le vocabulaire universitaire. Mais la mise en pages, intelligente, très raffinée, clarifie l'ensemble du propos. L'iconographie, précise et précieuse, donne, comme aucun mot ne pourrait le faire, la beauté du théâtre et pourquoi il est indispensable. — C.G.

Éditions Bordas, aux environs de 200 F., 252 pages.

DISQUES



Jazz

ARCHIE SHEPP (*Attica Blues*) : un soir à Paris, au Palais des Glaces, en octobre 1978. Presque tout est bon en ce concert public où l'ensemble de Archie Shepp assume tous les styles, celui de la bonne variété chantée (*Strollin'*), du spiritual (*A change has*

come over me), de la new thing volcanique (*Moon Bees*), de l'atrocubisme (*Skipkin*), du *rythm and blues* (*Attica*). Une musique volontairement diversifiée, servie par des musiciens remarquables, d'excellentes « vocalistes » et choristes, par le grand Shepp enfin, dans la tradition étourdissante et renouvelée du spectacle noir (*Blue Marge* 1001, distribution Free Bird).

HARRY EDISON-BUCK CLAYTON (*Edison Swings Clayton*) : Saisies par la photo en contre-plongée, les silhouettes de Clayton et Edison soufflant dans leur trompette se découpent sur un ciel parfaitement bleu : cette pochette ensoleillée donne, d'un coup, une idée de ce que sera, sous la saffir, le duel des deux hommes qui s'affrontent comme aux plus beaux jours (*Verve* 2204 442, distribution Polydor).

JEAN SCHWARZ (*Surroundings*) : carnet de notes sonores, bruits de l'Amérique et souvenirs musicaux, la bande réalisée par Jean Schwarz en 1978-1979 est ici offerte aux commentaires du saxophoniste Charles Austin et du percussionniste Joe Guillivan. Il en résulte un travail aussi intéressant que curieux sur la mémoire et la création instantanée (*Céleste Records*, 64 bis, rue de la Monnaie, 92310 Sèvres. Célis 8003).

CARMEN McRAE (*I'm coming home again*) : une grande dame de la chanson, comme on dit sur les pochettes de disques, une « légende vivante », moins connue en Europe que Sarah Vaughan ou Ella Fitzgerald : Carmen McRae, pour son dernier enregistrement, est entourée des plus célèbres musiciens de studio new-yorkais. L'art de la tradition et de la sensibilité vocale (AZ International/Versatile, Discodis).

COUTURIER - CELEA : les jeunes musiciens saisis par la débâche de la mélodie. Un duo (piano et basse) construit sur la précision et le plaisir de la rencontre. Quand la musique retrouve (quitte parfois à s'y enfoncer) le désir d'enchantement (J.M.S. 010).

JACQUES LOUSSIER (*Pulsion*) : vingt ans après le premier disque *Play-Bach*, Jacques Loussier propose des miniatures d'étonnante facture. Ces dialogues, tout en finesse, piano-percussion, ne déconcertent que ceux qui s'étaient trop accoutumés aux nombreux concerts (1900) de celui qui voulait faire swinguer Jean-Sébastien. Ici, il joue à cache-cache avec le silence, et œuvre dans la simplicité de la pulsation (C.B.S. 84078).

Rock

PETER GABRIEL : le nouvel album d'un des grands artistes du rock, un de ceux qui travaillent vraiment sur le tissu sonore, découvrent de nouveaux espaces, produisent une musique dense, élaborée, parfois. Avec une démarche parfois théâtrale et la voix toujours un peu rauque,

Peter Gabriel offre une diversité de couleurs, un très bel album, fin et sensible (33 tours, Phonogram, 9108134).

ELTON JOHN (21 à 33) : album peut-être de transition d'un des plus brillants compositeurs de rock. La musique, toujours bien arrangée, bien orchestrée, un peu fabriquée, est sans surprise, même si l'on retrouve l'habituel sélectisme d'Elton John, sa subtilité et la puissance de son jeu. L'association avec le parolier Bernie Taupin se relâche apparemment (trois titres seulement sont écrits ici par Taupin) et Elton John a fait appel à Tom Robinson, Gary Osborne et Jude Tzuke (33 tours, Phonogram, 9103511).

ELVIS PRESLEY (*Rare Elvis*) : une nouvelle compilation des titres d'Elvis Presley enregistrés entre 1958 et 1977 et sortis pour l'occasion des titres de R.C.A. A noter une version de *la Paloma* et les enregistrements d'interviews effectués en 1958 et 1959, où le chanteur exprime notamment ses sentiments sur le rock'n'roll (33 tours, R.C.A., 42835).

ERIC CLAPTON (*Just one night*) : l'enregistrement de la dernière tournée au Budokan de Tokyo d'Eric Clapton, accompagné par Albert Lee, Chris Staunton, Dave Markes, Henry Spinetti (double album, 33 tours, Polydor, 2558193).

JOHNNY WINTER STORY : sur quatre faces, une série de titres enregistrés entre 1969 et 1976 et rassemblés ici en guise de rétrospective d'une carrière prolifique. Pas de recherche formelle chez Johnny Winter, on le sait bien. Mais un jeu fluide à la guitare, une magnifique façon de jouer les blues, une musique ressentie avec une profonde exaltation (double album, C.B.S., SKY 88457, CB 222).

Variétés

CUARTETO CEDRON (chansons traditionnelles d'Argentine) : après l'album consacré par Juan Cedron aux chants d'Edgardo Centeno et Julio Cortázar, voici admirablement offerts par le Cuarteto Cedron au grand complet, quelques-uns des plus beaux tangos traditionnels de Buenos-Aires, ceux des années 20 et 30 signés par Carlos Gardel, Alfredo Le Pera, Anibal Troilo et Homero Manzi (le grand classique « Sur »). Des tangos exemplaires par la qualité de la musique et des poèmes populaires, par l'interprétation du Cuarteto qui renouvelle ces trésors de la musique argentine qui sont comme la mémoire et l'âme d'un peuple (33 t. Polydor 2473110).

FRANCE GALL : France Gall poursuit avec la même fraîcheur, la même grâce acoulée, la même élégance, sa deuxième aventure dans la chanson en jouant avec un univers un peu irréel, avec les mots et la musique de Michel Berger (33 t. Atlantic, Dist. WEA Filipacchi Music 50707).

RETOUR A...

« The Rose » et « All that Jazz »

Les pleurs des stars

Star : monstre sacré dévoré par son reflet. Hollywood, qui a créé la star, célèbre pour son rachat un cérémonial d'exorcisme en de grands spectacles morbides et éblouissants. *The Rose* : les cinq derniers jours d'une chanteuse rock. *All that Jazz* : les cinq dernières minutes d'un metteur en scène de comédies musicales. En durée hollywoodienne, deux heures chaque film, au moment de la mort le temps vole en éclats.

Au moment de la mort, chez cet homme et cette femme, la monstre et l'enfant, la frime et la peur au ventre luttent sans merci. La frime et la peur, elles sont dans la sexualité hystérique qui leur tient lieu d'énergie, dans la mégalomanie qui les tient debout face à l'exigence des fans et aux jalousies haineuses. Une mauvaise critique fait rechuter le metteur en scène cardiaque, la chanteuse craque quand elle se fait insulter et ne se reprend que dans un cabaret, entourée de travestis à son image qui chantent avec sa voix multipliée, cauchemar schizophrénique.

La frime et la peur, elle et lui en sont prisonniers. Ils sont enfermés dans le monde factice et paralysé du spectacle, ailleurs, accrochés. Ils boivent, avalent des pilules, elle se pique, mais ce n'est que manière de justifier l'autre drogue, la vrille, le tourbillon de vide vertigineux par lequel ils existent, monstres dévorés dont le reflet tremble.

Leur existence dérythmée obéit aux saccades de leurs rencontres avec les planches : ce sont des stage-stars. On voit le metteur en scène travailler au montage d'un film, mais ses passions, ses amours, ses étiennes créatures flamboient entre les murs sans fenêtres, le théâtre tel qu'on le voit quand on y entre par la petite porte de derrière, celle des artistes. Son climat, c'est le plateau terni sous l'éclairage plein feux où toute la population de Broadway, jeunesse désirable, vient s'offrir à lui. Des centaines de corps émus jouent leur chance au jour de l'audition dans une excitation équivoque. Il sera leur Pygmalion, il en fera des idoles peintes chargées de ses désirs, chargées de répercuter ses désirs sur les foules.

Et pour l'instant, il est seul dans la salle sans public, encadré par le producteur et son siglé qui se mordent les poings face aux délires lascifs d'un ballet vénérable et luxueux, et disent que « c'est tout pour la matinée familiale du dimanche ».

Elle, la chanteuse, est seule. Les lois du show-business l'obligent à enchaîner des « événements uniques » devant des spectateurs qui à chaque fois se comptent par dizaine de milliers. Elle est seule. Son manager, ses musiciens, techniciens, amants, groupes, s'agglu-

minent en toile de fond indistincte derrière le paysage barbare de la sono qui accapare sa voix. Elle est seule, face à la danse des milliers de bras levés par-dessus la nuit.

Elle et lui se sont arrachés de leurs racines. Revenant dans sa petite ville natale, elle passe devant la maison de ses parents, les aperçoit sur le perron tellement lointains, étrangers. Elle ordonne à son amant-chauffeur : « Accélère ». Lui, le metteur en scène, ne sait même plus d'où il vient. Il est transplanté dans le harem étouffant du théâtre, parmi les créatures pulvéscées qui l'agrippent en revenant à leur carrière ou à un lit pour deux. Son ex-femme et sa maîtresse en titre s'efforcent de le saisir à travers son amour pour sa fille, cette enfant qui colle à ses hanches ses jambes grêles en maillot de danse, et qu'il s'interdit de trop souvent approcher, car l'inceste est interdit même en pensée.

Il est lucide, elle ne l'est pas, cela n'y change rien. Leur pouvoir immense ne repose sur rien de stable, hier est toujours un passé mort. Ils ont tant d'argent que l'argent ne représente plus rien. Le monde leur échappe. Ils ne connaissent pas la lumière du jour ni la vie des rues. Ils traversent la rue sans la voir pour aller et venir entre le théâtre, sa garconnière, les studios de ses conquêtes — un même confort factice, l'hôpital lui-même ressemble à un décor. Elle traverse les États-Unis sans les voir, s'engouffrant dans des voitures, des hélicoptères, dans l'avion qui porte son sigle et son nom, mais « surtout, les nuages sont les mêmes ».

Ils ont été choisis par les dieux, ils sont aimés du public et de la mort, qui ne les laissera pas aller jusqu'au bout de leur existence. L'aliénation aux faux-semblants les a évidés. Sous les masques creux grouillent les microbes. Les chanteuses et le metteur en scène sont malades. Comment, pourquoi, depuis quand, on ne sait pas, il est « normal » qu'ils soient malades. Leur histoire est exemplaire dans sa banalité : elle est construite avec les angousses des artistes, les mêmes depuis que le monde est monde. Tous peuvent s'y reconnaître. Tous ceux qui l'ont interprétée depuis que le monde est monde, y compris Bette Midler et Roy Scheider, sont remarquables, ils se jouent eux-mêmes dans leur vie et leur mythologie.

Leur histoire exemplaire entre dans les schémas d'une morale qui veut que tout se paie, en particulier la gloire. Et si les tragédies classiques racontent les pleurs des rois, celles de notre fin de siècle montrent les pleurs des stars.

COLETTE GODARD.

ÉLYSÉES CINÉMA, v.o. - CLUNY ÉCOLE, v.o. - CAMÉO, v.f. - U.G.C. Gobelins, v.f. - SAINT-CHARLES CONVENTION, v.f. - U.G.C. GARE DE LYON, v.f. - 3 SECRETAN, v.f. - 3 MURAT, v.f. - ARTEL Villeneuve - MÉLIÈS Montreuil - ARGENTEUIL

LE PARIS (v.o.) - HAUTEFEUILLE (v.o.) - MONT-PARNASSE PATHÉ (v.o.) - IMPÉRIAL (v.f.) - GAUMONT CONVENTION (v.f.) - TRICYCLE Asnières - FRANÇAIS Enghien - C2L Versailles

KIRK DOUGLAS
ARNOLD SCHWARZENESSER
FOSTER BROOKS

ANN-MARGRET
RUTH Buzzi
MEL TILLIS
PAUL LYNE

Cactus Jack

COLUMBIA FILMS PRESENTS A FILM BY RICHARD DONOVAN "CACTUS JACK" KIRK DOUGLAS ANN-MARGRET ARNOLD SCHWARZENESSER RUTH Buzzi MEL TILLIS PAUL LYNE ROBERT TESSER - MEL TILLIS - PAUL LYNE - RICHARD DONOVAN - COLUMBIA FILMS INC. - 1980

RYAN O'NEAL MARISA BERENSON avec PATRICK MAGEE HARDY KRUGER DIANA KOERNER GAY HAMILTON

LE MONDE DES SPECTACLES

Variétés

Les comédies musicales

ANTOINE (208-77-71, D. soir, L. 20 h. 30 : dimanche, 15 h. : La bouche (d'après le 27).
BOUFFES PARISIENS (206-50-24) D. soir, L. 21 h. : dim. 15 h. : Phil-Pol.
RENAISSANCE (206-10-50), V. soir, 20 h. 45 : mat. dim. 14 h. 30 : Un de la Canabière.

Le music-hall

DAUNOU (251-69-14) (Mer, D. soir), 21 h. : mat. dim. 15 h. 30 : Pepe Oudou et fiente flamenco.
FONTAINE (275-14-40) (D.), 22 h. 45 : Luc Berthomieu.
NOUVEAU DES BALLEES (297-53-47) (D.), 20 h. 30 : Procédé Guimard-Delaunay.
FOUR SAINT-MARTIN (297-37-53) (D., L.), 21 h. : le grand orchestre du Splendid (d'après, le 26).

Les chansonniers

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (278-44-57), 21 h. : mat. dim. 15 h. 30 : Sans le mot et son, moniteur, le dialogue n'est plus possible.

Jazz, pop, rock, folk

BATACLAN (206-30-12), le 25, à 20 h. : 30 : d'après Y. S. Mello.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (226-03-05), 21 h. 30 : X. Chabon Chabon, M. Buis, les 27, 28 : Roger Guerin Big Band. A partir du 29 : J.-P. Saison Quintet.
CHATELAIN DES LOUVEURS (238-05-11) (D.), 20 h. 30 : J. Les Wilson, B. Saxon, P. Browler, H. Pichon, A. Lewis, 22 h. 45 : Les Sideres.
DRÈRE (233-44-44), le 23, à 22 h. : Chico Hamilton Sextet. Du 24 au 27 : Ray Brian Trio, à partir du 28 : Art Farmer Quartet.
DUNOIS (254-72-06), le 23, à 20 h. 30 : Jazz Jass Jass, le 24, à 20 h. 30 : Bobby Few Quartet, le 25, à 20 h. 30 : Sida Kungali, le 27,

du 22 au 31 juillet

COMEDIE FRANCAISE
 RUY BLAS



Location: 296-10-20

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J.-h. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS AVANT LE SPECTACLE

AUS DE RIQUERIE 770-63-39
 12, Paybourg-Montmartre, 9. T.I.J.

Jusqu'à 2 heures du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et MUTZIG, la Reine des Bistros

DINERS

RIVE DROITE

LE BOEUF DU PALAIS ROYAL P./D.
 18, rue Taitbout, 14. 299-04-23

35 F. Salade aux fines herbes. FILET de BOEUF sauté à l'huile Royale, Pommes Pomme-Neuf et volaille. Sa Carte des Dégustations réputées Fantastiques. BRASSERIE Accueill chaleureux. Jusqu'à 23 heures.

LA GALOTTE 261-43-93
 4, rue Combaud, 14. T.I.J.

J. 23 h. le patron NOËL SIFFERT dirige la cuisine : ses 7 poissons et 14 viandes, ses plats du jour. MENU 47,70 F. boissons et service compris

CAVEAU FRANCOIS-VILLON P./D.
 64, rue de l'Arche-Sec, 14. 238-10-82

Ses caves du 18^{ème} siècle. Dégustations. Soupers. Jusqu'à 23 heures. Fromage à la mode. Facilité de paiement. Facilité de paiement.

DASKOUM 266-33-76
 44, rue Sainte-Anne, 2. F/Dim

Cadre typique. Spéc. Marocaines réputées : Couscous, Pastilla, Tagines. Méchoui. Vin de Boulaouane. Salon. Climat. On sert à 23 h. 30.

ASSIETTE AU BOEUF - FOCCARDI P./D.
 9, boulevard des Italiens, 2. T.I.J.

Spécialités marocaines : Couscous, Méchoui, Tagines, Baselins. Dégustations. Soupers. Jusqu'à 23 heures. Ambiance musicale.

LA TOUR HASSAN Rés. 233-79-34
 27, rue Turbigo, 2. T.I.J.

Dîner avant spectacle et Souper jusqu'à 2 h. Cuisine Grande Tradition. Crust. Cadre 18^{ème} Empire. Terrasse. Menu 90 F. et Carte. Parking.

PIERRE (Opéra) 265-57-04
 Place Gallien, 2. F/Dim

J. 2 h. 30 dans le cadre unique d'un vieux wagon Pullmann. Grillades. Viandes. Poissons au charbon de bois. Ses spécialités. Salle climatisée.

VICTORIA STATION 238-73-80 T.I.J.
 11, bd Montmartre, 2. (face Grévin)

Synthèse des Cuisines Nouvelles et Traditionnelles. Menu : 90 F. tout compris et Carte.

GASPARD DE LA NUIT 277-90-83
 6, rue des Tournelles, 4. F/Dim

Sur y dîne pour 100/150 F. Une table digne de votre gourmandise. On sert à 23 heures. Carte des suggestions du Chef.

PONTCAILLAS 729-57-89
 18, rue Quantin-Bauchart, 8

Restaurant cambodgien. Fine cuisine, époque d'Angkor, spéc. chin. vietnam. thail. japon. prépar. par anc. chef du pays. 84-84-41

LE BISTRO DE LA GARE 233-79-34
 20, rue Saint-Denis, 2. T.I.J.

Propose trois menus au choix 33,10 F. a.s.d. grande carte des desserts. Tous les jours jusqu'à 1 heure du matin à l'espagnole, fines herbes à l'ail, magret canard, paella languisques, sautés aux truffes

ST-JEAN-PIED-DE-PORT 227-61-50
 123, av. Wagram, 17. T.I.J.

J. 2 h. 30 dans le cadre unique d'un vieux wagon Pullmann. Grillades. Viandes. Poissons au charbon de bois. Ses spécialités. Salle climatisée.

CHEZ GEORGES 274-31-00
 272, bd Pereire, 17. Porte Maillot

Ouvert jour et nuit. SON FLAT DU JOUR. Ses spécialités : Choucroute, Gratin, Saumon, Grande flambe, Buffet froid. Spécialité : Bœuf LOWENBRAU. MUNCH. Service 24 h. sur 24.

BRASSERIE DU TABAC FICELLE 606-72-90
 18, place Pigalle, 18. T.I.J.

Tous les jours. Cuisine fine vietnamienne. Grande carte. Environ 80 F.

RIVE GAUCHE

AU CHARBON DE BOIS 545-57-44
 14, rue du Dragon, 6. F/Dim

Le grillade y est GASTRONOMIQUE. Le plus authentique des cafés littéraires pour dîner. Jusqu'à 23 h. 30. Ouvert jusqu'à 15 août.

LE ZEYER 540-43-85, 43-87
 Carrefour Alésia, 14. T.I.J.

J. 2 h. du mat. dans un décor signé SLAVIK : Huitres et Coquillages. Plateau Fruits de mer. Poie gras frais maison. Grillades. Choucroute.

AU BOEUF GRILLÉ 326-22-19
 13, rue Montagne-Sainte-Geneviève

Tous les jours jusqu'à 2 heures. Un cadre rustique pour une viande succulente. Ambiance musicale. Environ 70 F. T.T.C.

ST-JEAN-PIED-DE-PORT 227-61-50
 123, av. Wagram, 17. T.I.J.

Tous les jours. Cuisine fine vietnamienne. Grande carte. Environ 80 F.

DINERS-SPECTACLES

MOUTON DE PANTURGE 742-73-49
 71, rue de Choiseul, 2. T.I.J.

Jusq. 1 h. Décor de Dubout unique au monde. Diners. Soupers animés. av. chaus. palliades, plats rebelais. servis par nos maitres. P.M.R. 120 F.

HORS DE PARIS

SERILLON 624-71-31, 71-32
 23, av. Ch.-de-Gaulle, Neuilly-s/M.

Porte Maillot. Jusqu'à 22 h. Le spécialiste du Gilet aux haricots. mais aussi son Banc d'huîtres et ses Poissons. Tous les jours.

SOUPERS APRÈS MINUIT

LE MUNICH 27, r. de Bondy, 6
 633-02-03. Choucroute - Spécialité.

6, rue Mabillon, 354-97-81. Saint-Germain-des-Près. Huitres - Poissons - Vin de pays.

CHEZ HANSI 3, pl. 13-Juin-1940
 Face Tour Montparnasse. Choucroute. Fruits de mer. Joug. 3 h. du mat. 545-04-12.

14, place Cléchy, 14. 525-53-24. BON BANG D'HUITRES. Fois gras frais - Poissons.

L'APOLLINAIRE T.I.J. 336-50-30
 163, bd Saint-Germain, 6. Bon bang d'huitres. SPÉC. POISSONS - GRILLADES.

171, boulevard du Montparnasse. 336-70-50 - 354-11-82. Au piano Yvan MEYER.

DES RESTAURANTS OUVERTS 24 heures sur 24

ALSACE AUX HALLES, T. I. Jour.
 16, rue Coquillière, 14. 236-74-24

Spéc. d'Alsace : charcuterie 24, pâtis en croûte à la strasbourgnoise 25, coq au Riesling 35, les 3 choucroutes. Poissons Grillades - Sa cave

CARNET

Réceptions

— A l'occasion de la fête nationale, l'ambassadeur de la République, M. Tadeusz Ojczowski, a offert une réception le mardi 22 juillet.

Naissances

— Mawina et Paul-Sébastien ont la joie d'annoncer la naissance de leur frère, Nicolas, à la clinique Margman, Paris, le 23 juillet 1980. De la part du docteur et Mme F. CARRUTTE, 3, rue de la République, 92. 230, Lormé (Togo).

— Jean LESTEUR et Carolyn WHITE ont la joie d'annoncer la naissance de Jonathan, Meudon, le 27 juin 1980.

— Hector O'WYER DE MACHO, Leslie KAPLAN et Marion ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille et sœur, Naruna, le 20 juillet 1980.

— M. et Mme Bernard PEYRAT laissent à Marie-Bénédicte la joie d'annoncer la naissance de leur fille et sœur, Naruna, Paris, le 10 juillet 1980.

Décès

CLAUDE DORMOY
 Nous apprenons la mort, survenue le 11 juillet, du baron français CLAUDE DORMOY, à la suite d'une longue et douloureuse maladie. Il était âgé de trente-neuf ans.

La carrière de Claude Dormoy était de grande espérance depuis qu'il avait intégré le 1^{er} régiment de Fusiliers avec tant de talent que Serge Baudo l'avait choisi pour chanter ce même personnage dans le rôle de l'inspecteur de Detroux, aux côtés de Michel Comand et Gabriel Bacquier. Son nom restera associé ainsi au jeune héros tué par une mort injuste.

— Marie-José et James Roy, David, Elisabeth et Jean-Pierre Cousin, Marianne et Sarah, Bernard Assalard et Emmanuel, Fabienne et Pierre Assalard, ont la tristesse de faire part du décès de

Mme AXELRAD, née Madeleine Schacher, directrice honoraire de lycée. Ils rappellent le souvenir de son époux, le professeur A. José AXELRAD (1915-1980).

Les obsèques ont lieu dans l'intimité familiale, le 23 juillet 1980, à la Chapelle de la Madeleine, 10, rue de la Harpe, 75001 Paris.

— Mme Félix Borel, Les familles Borel, Fabre, Lombard, Sarmiento, Millet, Courton, Bout, Massard, Pradal, Malinval, parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Félix BOREL, ancien hôtelier, décédé le 18 juillet 1980, à l'âge de cinquante-neuf ans, muni des sacrements de l'Eglise. Les obsèques ont lieu le mercredi 23 juillet, à 10 heures, à l'Eglise Saint-Agricol, 4, avenue de la République, 75006 Paris.

Mme Sanda BUREAU et ses enfants ont la douleur de faire part du décès de leur époux et père, Gérard BUREAU, décédé le 20 juillet 1980, en son domicile.

Le service religieux sera célébré le jeudi 24 juillet 1980, à 8 h. 30, en l'Eglise réformée du Luxembourg, 58, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

— Jean-Claude Bernard, André-Yves Dupuis, Vladimir Mitrofanov, ses collaborateurs et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Gérard BUREAU, administrateur d'Arc Architecture, survenu le 20 juillet 1980. Le service religieux aura lieu le jeudi 24 juillet 1980, à 8 h. 30, 58, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

— Paul et Madeleine Clément, ses enfants, ont la très grande douleur de faire part de la mort, le 13 juillet 1980, à Angoulême, dans sa cent deuxième année, de

Mme Anne-Marie Charlotte CLÉMENT, ancienne directrice du lycée français Jeanne-d'Arc de Kishinoué, ancien professeur à l'École Polytechnique, officier d'Académie, officier de l'Instruction publique, de l'Université française, de l'Université française.

La cérémonie a eu lieu le 16 juillet dans l'intimité.

PRESSE

VERS DE NOUVEAUX LICENCIEMENTS A « L'AURORA »

Le prochain comité d'entreprise de l'Aurora, prévu pour le 6 août, devrait être saisi d'une demande par la direction de nouveaux licenciements touchant une dizaine de journalistes, apprend-on de source syndicale. Rappelons que, sur les cent trente journalistes travaillant à la rédaction de l'Aurora au moment du rachat de ce quotidien par le groupe Eclair, en juillet 1978, vin, deux seulement sont encore en fonction, les autres ayant été missionnés ou été licenciés. Du côté syndical, on redoute la disparition complète de l'Aurora dans les deux mois à venir. Le départ de M. Pierre Janot de la présidence de la société éditrice de l'Aurora, le 30 juin dernier, du prix de cession du livre par l'éditeur, le troisième donne le prix du livre à l'exportation. Cette triple édition entraîne des frais énormes et déçoit l'usage, qui attend de ces répertoires d'un

— Mme René Dalisson, M. et Mme Michel Dalisson et leurs enfants, M. et Mme Bernard Dalisson et leurs enfants, ont la douleur d'annoncer le décès de

M. René DALISSON, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, 1939-1945. La messe sera célébrée jeudi 24 juillet, en l'Eglise Saint-Louis de Fontainebleau.

Ni fleurs ni couronnes.

— M. et Mme Michel Flama, M. et Mme Emile Goldenberg, Eric et Valérie Flama, ont la douleur de faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

M. Olivier FLAME, leur fils, petit-fils, frère, neveu, décédé le 21 juillet 1980, dans sa vingt-neuvième année, à Garches (Hauts-de-Seine).

Les obsèques auront lieu le jeudi 24 juillet, à 11 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

— Le professeur et Mme Jacques Ghanem et Sybil Ghanem, M. et Mme J. Ghanem, Mme J. Ghanem, ont l'immeuble de faire part du décès de

Karim, survenu accidentellement, le 31 juillet 1980, à vingt ans, 4, cité Vanneau, 75007 Paris.

— Mme Pascale Honneger, ses enfants, sa famille, ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Arthur HONEGGER, née Andrée Vauxbourg, survenue le 18 juillet 1980.

Selon sa volonté, l'inhumation a eu lieu à Paris, au cimetière Saint-Vincent, dans la plus stricte intimité. Au cours de l'automne, ses amis seront conviés à se réunir en sa mémoire.

— Mme James Piani, M. et Mme Richard Piani, Xavier, Olivier et Philippe, M. et Mme Jean Buisser, Dominique, Frédérique, Pascals et Guillaume, Mme Christiane Perone, M. et Mme Maurice Buchet, ont la douleur de faire part du décès, le 18 juillet 1980, dans sa quatre-vingt-cinquième année, de

M. James PIANI, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, 1939-1945, leur époux, père, grand-père, frère et beau-frère.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité familiale. Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Robert Salzman, M. et Mme Christian Salzman, ont la douleur de faire part du décès subit de

M. Robert SALZMAN, directeur général de Publications-Elyses, croix de guerre 1939-1945, chevalier de l'Ordre national du Mérite, médaillé d'argent de la Ville de Paris, survenu le 18 juillet 1980.

Les obsèques auront lieu le vendredi 24 juillet 1980, à 10 h. 30, en l'Eglise Saint-Louis, place du Cardinal-Amiral, Paris (16).

22, avenue de Suffren, 75015 Paris.

— Le président, le conseil d'administration, les cadres, les collaborateurs de Publications-Elyses, ont la douleur de faire part du décès subit de leur directeur général

M. Robert SALZMAN, croix de guerre 1939-1945, chevalier de l'Ordre national du Mérite, médaillé d'argent de la Ville de Paris, survenu le 18 juillet 1980.

Les obsèques auront lieu le vendredi 24 juillet 1980, à 10 h. 30, en l'Eglise Saint-Louis, place du Cardinal-Amiral, Paris (16).

Publications-Elyses, 21, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.

— Tous ceux qui ont aimé Marie RABOURT, secrétaire de la Comédie-Française, auront une pensée pour elle ce mercredi 23 juillet, vingtième anniversaire du jour où elle nous a quittés.

Mon premier est pétilant. Mon deuxième est pulpeux. Mon tout est SCHWEPES.

— Le 18 juillet 1980 est décédé, à Chalon-sur-Saône, après une longue et douloureuse maladie, le

Gilbert TROLLIET, fondateur et directeur des revues « Saison d'été », « Fréquence », et « Revue de Suisse ».

La cérémonie religieuse eue à Chalon-sur-Saône, à l'initiative de l'Association Saint-Micaud.

De la part de : Mme Gilbert Trolliet, M. Jean Trolliet, M. et Mme Maurice Novarina, leurs enfants et petits-enfants. Les familles Trolliet, Clottu, Paul et alliés.

71450 Saint-Micaud. Genève Chavreux 1947. 52, rue Raymond, 75016 Paris. « Tout ce qui fut demeure et tout ce qui s'achève/Est le sage au secret, le geste du printemps... »

Ode à la France, 40-44.

Remerciements
 — Les familles Banchau, Lamineur, Ginzburger, Lassalle et Faulet, profondément touchées des marques de sympathie qui leur ont été prodiguées lors du décès de

Mme Annie BAUCHAU, née Lamineur, remercient bien sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur peine.

2, rue J.-B. Dumas, Paris (17^e). 15, rue Cavendish, Paris (18^e).

— Dans l'impossibilité de répondre individuellement à toutes les marques d'affection et de sympathie qu'elle a reçues, la famille de

G.A. MONNIOU prie toutes les personnes qui se sont associées à sa peine de trouver ici l'expression de ses plus sincères remerciements.

Anniversaires
 — Le 18 juillet 1973, disparaissait

M. Ladislav FISCHER. Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

— Nous rappelons au souvenir de ceux qui les ont connus et aimés

Oscar MERLIER, directeur de l'Institut français d'Athènes. Professeur de grec moderne à l'université d'Aix-Marseille, membre correspondant de l'Académie d'Athènes, ancien combattant de la première guerre mondiale, médaille militaire, croix de guerre avec palmes, résistant de la seconde guerre mondiale.

représentant secret du général de Gaulle en Grèce, « Laurent » dans la Résistance au Canada, et notre cher docteur, Augustin MERLIER, docteur en médecine, externe des hôpitaux de Paris, sociétaire des Artistes indépendants, disparus le 26 avril dernier. Mlle Octavie Merlier, professeur, 4, rue Corvisart, 75015 Paris.

— Il y a cinq ans, disparaissait tragiquement, à Charenton, l'inspecteur Jacques POTTER.

Que ceux qui l'ont connu et apprécié aient une pensée pour lui.

— Tous ceux qui ont aimé Marie RABOURT, secrétaire de la Comédie-Française, auront une pensée pour elle ce mercredi 23 juillet, vingtième anniversaire du jour où elle nous a quittés.

Mon premier est pétilant. Mon deuxième est pulpeux. Mon tout est SCHWEPES.

ÉDITION

Le Cercle de la librairie menace de réduire ses activités et son personnel

Le Cercle de la Librairie, fondé en 1847, connaît la crise la plus grave de son histoire. Son nouveau directeur, M. Frédéric, qui dirigeait déjà le syndicat général de l'édition, et qui a pris ses fonctions il y a trois semaines, a décidé des mesures draconiennes. « Il faut mieux se couper le bras que mourir tout entier », dit-il.

Le Cercle de la librairie, véritable « maison du livre », même de front trois types d'activités : dans son immeuble du boulevard Saint-Germain, il loue des locaux aux organismes syndicaux et culturels représentant tous les métiers du livre (éditeurs, imprimeurs, etc.) ; il gère des services d'intérêt général (service de documentation, bibliothèques techniques) ; il édite enfin périodiques et ouvrages répertoriés destinés aux spécialistes du livre, aux étudiants, aux chercheurs.

Les difficultés financières que connaît le Cercle de la librairie sont évidemment liées à la crise générale dont souffre l'édition française. La libération du prix de vente des livres a obligé le Cercle de la librairie à donner parfois trois éditions d'un même répertoire, le premier ne citant aucun prix, le second faisant état du prix de cession du livre par l'éditeur, le troisième donnant le prix du livre à l'exportation. Cette triple édition entraîne des frais énormes et déçoit l'usage, qui attend de ces répertoires d'un

prix élevé une information pratique et précise. En outre, le Cercle de la librairie a fait appel à des services extérieurs pour l'informatique, la comptabilité, et cette informatisation a perturbé la facturation.

Pour toutes ces raisons, la nouvelle direction a informé le personnel qu'une restructuration devait avoir lieu : dès le 11 juillet, un projet de licenciement collectif du Cercle de la librairie était mis au point. Il s'agit de supprimer plusieurs services essentiels : la publication des Livres de l'année-Bibli, qui rendait d'innombrables services aux étudiants, bibliothécaires et chercheurs, est interrompue. La bibliothèque technique disparaît, ainsi que le service de renseignements bibliographiques, dont le fichier était tenu à jour depuis 1945. Parmi les suppressions les plus lourdes de conséquences, il faut citer celle du service de l'emploi, qui centralisait offres et demandes d'emploi au profit des professions de l'édition et de la librairie.

Sur un effectif de cent trente personnes, trente-six sont menacées de licenciement parmi lesquelles trois délégués du personnel et représentants syndicaux (C.F.D.T. et C.G.C.). Lundi 21 juillet, une première concertation réunira la direction et le

Le Monde

jours d'été

Un voyage en Océanie

par JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

Australes : un pasteur à Rurutu (II)

Rurutu (archipel des Australes). — Brutement, l'émergence à 6 heures du matin d'un rêve montagneux habité par des dieux maoris et des prêtres anthropomorphes. Tere Moana, chemise repassée, m'attend pour le premier office de la journée. Il a dans la nuit sur Rurutu, et l'odeur un peu fade des fleurs d'Océanie rampe près du peron. Elle évoque on ne sait quelle pourrissante mélancolie. Une idée de fibres molles et d'alanguissements qui part tout dans le Pacifique paraît menacer les êtres et les choses d'une imperceptible corruption. Il faudra dire bientôt et plus longuement le principe de mort qui flotte aussi sur ces terres océaniques comme si les bonheurs trop faciles de l'atoll et du lagon y abritaient en permanence leurs propres punitions. Pourquoi voit-on de chez nous ce continent comme un club Méditerranée géant quand c'est le plus métaphysique qui soit ? Celui où tout vous renvoie sans cesse vers l'intérieur des choses. Ventrés vite, on trotte vers le temple sur les traces du pasteur. Des dames très corpulentes y convergent déjà, habillées de blanc et coiffées de solennels canotiers en paille vernie. Approchant du port, traînant les pieds, vaguement déhanchées, je jurerai qu'elles dansent d'instinct et pour protester un peu. La nef est déjà livide avec des bancs laqués de bleu et un balcon sculpté. Voilà qu'on chante à tue-tête !

La veille au dîner — nous étions samedi — Tere a dit sans sourciller : « L'important, le dimanche, c'est d'occuper les gens, tu comprends, sinon ils pourraient s'en aller. Alors on fait deux offices, plusieurs prières et les repas en commun. » Vive le dimanche ! C'est le jour privilégié pour tâcher de comprendre ce qui m'intéresse à Rurutu. Quelle religion vivent vraiment ces Maoris méditatifs et si brusquement arrachés à leurs dieux de bois ; à quelles transactions secrètes ont dû consentir les pasteurs pour conquérir l'âme polynésienne au point de l'incarnement maintenant tout à fait. Une remarque étonnante revient souvent en filigrane des conversations que l'on a en Océanie, dans les livres qu'on vous prête : comment les insulaires du Pacifique, Maoris ou Mélanésiens, ont-ils accepté si facilement — derrière leurs rois, premiers convertis — ce Dieu blanc arrivé par la mer ? Pourquoi, en revanche, cette acceptation de l'Evangile s'est-elle accompagnée de révoltes sourdes contre la morale des missionnaires ? Au Cambodge, des gens — par centaines — se laissent mourir de faim ; à Wallis, les *ola-nau* (départs fous) jetaient hors du lagon les rebelles pressés de fuir la théocratie catholique sur de fragiles pirogues qui semblaient en haute mer. La contradiction intrigue : acquiescement spontané à l'Evangile et refus de sa morale subséquente. Et s'il y avait là une leçon ? Pour l'Eglise, s'entends.

Tachons de partager plusieurs jours la vie quotidienne d'un pasteur tahitien avec une modeste hypothèse en tête :

le sentiment religieux — et l'esprit d'enfance, ce qui est souvent la même chose — est fortement présent dans toute l'Océanie, mais il y coexiste avec une formidable énergie de plaisir. Le missionnaire a donc fort à faire pour la contenir. Il n'a guère à lutter, en revanche, contre un adversaire autrement redoutable, celui qui, dans Bernanos, désespère les curés de campagne en Artols : l'indifférence au religieux. C'est peut-être ce qui sépare Tere Moana, pasteur doulaoureux et jeune curé d'Ambricourt, de l'ivide, descendant un soir de pluie la gorge serrée vers sa paroisse (1).

Après une heure de catéchisme strident, toujours un peu proches du tamour, nous sortons tous du temple pour le premier repas en commun. C'est la pause, la parenthèse joyeuse dans un marathon liturgique qui doit durer jusqu'à la nuit. Un des groupes de la paroisse, levé avant l'aube, dans un grand appartement de casseroles et de fumées, a préparé le *ma'a* (repas) pour tous ces *fofiri* (parois) venus à Rurutu. Quel petit déjeuner ! Poissons grillés, coco râpé, *popo* bourratif, mangues et bananes. On s'attable dans les craileries, éclats de rire et plaisanteries, lasses. Un vieux Polynésien à l'œil allumé, qui rentre de longues années d'émigration à Nouméa, déchaîne des exclamations réjouies en racontant ses aventures calédonniennes. Des femmes bien en chair émergent de la cuisine et poussent des plats vers moi : « Mange, mange... » La politesse, ici, implique un stupéfiant appétit. Tere Moana, en tout cas, paraît à son aise, tapotant la nuque des enfants, surveillant du coin de l'œil sa petite communauté subitement agrandie par la « collecte de mai ».

C'est d'abord cette existence collective, ce lien communautaire préservé, qui fascine les jeunes indépendantistes de Papeete, pour qui Rurutu ou Rapa — perdue vers l'extrême sud des Australes — symbolise une Polynésie idéale, échappant à l'égoïsme consommateur de Tahiti. C'est vrai qu'on y travaille en commun. Les ateliers de femmes — paniers, nattes tressées, *il fai fai* (patchwork) multicolores — y sont encore bien vivants, et les hommes se prêtent régulièrement la main dans les tarozières. C'est même l'habileté des missionnaires protestants que d'avoir su habiter et animer ces vieilles structures collectives en les christianisant. Au jour de l'an, c'est sous l'égide du pasteur que se déroule la « visite des maisons ». Un comité de trois femmes circule, de famille en famille, pour noter scrupuleusement tout ce qui a été fabriqué durant l'année : couvre-lit, fauteuil, rideau, etc. Un peu plus tard, un comité d'hommes, de la même tournée pour enregistrer les améliorations domestiques relevant du travail masculin : w-c-popas, agrandissement de la maison, réparation du toit. Tout sera ensuite additionné et fièrement

proclamé comme un bilan d'enrichissement collectif de la paroisse. Survivance directe des premières entreprises missionnaires de « modernisation » des îles et d'amélioration de l'ordinaire par le canal subtil du « qu'en dira-t-on ».

S'il règne placidement sur cette « convivialité », Tere Moana, en revanche, n'en finit pas de lutter sur un autre front : celui de l'hérésie et du « péché ». Au point de confesser parfois une impuissance qu'il cherche habilement à présenter comme une concession calculée. « Les jeunes font la fête et s'amusent, dit-il, les vieux ont le temple et les prières. C'est bien comme cela. » Point besoin d'une grande perspicacité, c'est vrai, pour deviner qu'en cette île pleuse et très chrétienne le règne de la morale s'affaiblit quotidiennement quand le jour balaise. Disons que les « choses de la nuit » échappent au pasteur et qu'il se fait une raison des convalescentes furieuses, retrouvailles et plaisirs au plaid des maisons. Que l'on juge au regard des filles !

Tere Moana n'a pas beaucoup plus de chance avec son ennemi privilégié qui s'appelle *pie hamani*. Hâtivement traduit, cela veut dire « bière fermentée », et cette boisson locale, depuis des siècles, incendie les archipels d'ivresses récidivantes. Hier encore on la fabriquait en faisant cuire des bananes dans la four tahtien. Aujourd'hui, un peu d'eau de la levure et du sucre suffisent à « perdre la tête ». Vers 18 heures, tous les soirs, on voit rentrer au village des groupes d'hommes à la démarche incertaine, qui profitent de l'ombre pour retrouver leur maison. Ils ont tenu dans les « champs » des coliques clandestines, se passant de main en main un verre de *pie hamani*. Seule la honte — les empêchent de chanter bruyamment leur ivresse. Dix fois pendant mon séjour chez lui, Tere reviendra sur ce problème funeste de la « bière fermentée » qui encourage la paresse et l'adultère. Les vieux de Moera ne l'ont guère suivi dans sa campagne contre l'alcool, et il s'en désespère. Dans sa hâte à me prendre pour témoin de son mérite moralisateur, il ne s'est pas jusqu'à m'échapper tout de suite ses stratagèmes. Certains d'entre eux procèdent d'une interprétation très élastique de la catéchèse. Ils en appellent carrément aux superstitions d'avant les missionnaires, celles qui peuplent encore les îles *tupa* (fantômes), grandes frayeurs et petits secrets.

Ainsi, pour arrêter de boire (ou de jouer de l'argent), il faut « jurer sur la croix bleue » en définissant, devant témoins, les limites de son engagement. On jure pour quinze jours, trois mois ou la moitié d'un an, selon son courage ou la force de renoncement que l'on devine en soi. Que le serment ne soit jamais trahi avant l'heure ! On s'exposerait alors à d'épouvantables représailles du destin et des *tupa* pau. Or, c'est devant le pasteur d'abord convoqué qu'un ivrogne cédant aux supplices de sa vahiné doit « jurer sur la croix bleue ». J'ai questionné Tere Moana en usant d'une voie oblique. Dans le village d'Avera, sur l'autre rive de Rurutu, un ancien danseur de ballet tahitien vient de jurer... à perpétuité devant le pasteur local. Tere Moana secoue la tête, il juge déraisonnable cet intégrisme. « Moi, je n'accepte jamais plus de six mois », il avoue donc... Les superstitions, mauvais génies et grands sorciers n'ont pas cédé la totalité du terrain. Ils partagent seule-

ment avec l'Eglise leur empire sur les âmes. On ne saurait dire vers où penchent, principalement, celles-ci.

Il en va de même pour les *tahua* (guérisseurs), dont l'emprise sur la quotidienneté de Rurutu est autrement plus forte que celle des gendarmes, fonctionnaires ou médecins popas. On assure qu'ils connaissent le mystère des plantes et la science des massages. Peut-être bien... Mais, trois jours avant mon arrivée, on s'est évacué d'urgence vers Tahiti un garçon dont le taze avait entrepris de masser... la clavicule brisée. La chronique de l'île est toute remplie d'histoires de guérisseurs. Elles témoignent d'une forte présence de l'irrationnel. Sous la placidité du paysage, derrière la calme assoupie de ces villages sans sonnailleries ni événements, des forces obscures sont manifestement en conflit. A Aui, sur l'extrême pointe de l'île, un guérisseur — jeteur de sorts — avait été enterré au cimetière après sa mort. Mal rassuré, mais téméraire, un habitant de son ancienne clientèle est allé exhumer le cadavre pour le brûler en cachette. Arrêté par le gendarme, il a nié un moment. On l'a enfermé une nuit entière dans la prison avec la dépouille carbonisée du sorcier. Au petit matin, effaré, cheveu dressés et claquant des dents, il avouait en toute hâte. Comme on aimerait lire le rapport réglementaire de ce gendarme-là !

Un peu par hasard, nous n'avons pas débattu aussitôt avec le pasteur de cette question des guérisseurs trop influents. Heureusement... Entre deux offices du dimanche, Tere Moana dit soudain, en désignant Hataara, sa femme qui est une migraine scabieuse : « Viens avec nous. On va fêter à Avera. » Depuis deux jours pourtant, en pensionnaire courtisée, je me suis soucie des migraines d'Hataara au point de lui céder peu à peu toutes mes réserves d'aspirine, Giffman et Sedgelyd, qu'elle avait sans broncher. C'est dire si m'intéresse ce départ en urgence pour la route traversière au milieu des feuillages croulants et des champs de taros. Arrivé au village, qui est face au vent et somnole dans les odeurs de sel, Tere Moana file vers la maison du guérisseur, sans un regard pour le diabolisme de la République qui lui fait face. Nous attendons une bonne heure, accroupis sur la pelouse, avant qu'Hataara ne réapparaisse enfin sur le seuil, souriante et « guérie ». Voilà un point que, d'un commun accord, nous laisserons dans le flou.

Vite, retrouver un parfum d'Evangile ! C'est ce que paraît exprimer dans la soirée le visage de Tere Moana, quand nous avons pourtant franchi deux offices, deux repas paroissiaux et pas mal de prières depuis le matin. Il s'agit bien de ne pas laisser la moindre « blanc » entre les liturgies. A 18 heures, l'obscurité gagne déjà Rurutu ; nous rejoignons la salle des fêtes, où s'entassent femmes, hommes et enfants, assis en tailleur sur un tapis. Comme chaque dimanche soir, les paroissiens sont invités à commenter l'un après l'autre un verset de la Bible choisi la veille par l'un d'eux. Incroyable soirée ! Il fait chaud et lourd dans la salle, les enfants courent parfois entre les travées. Des visages se pressent aux fenêtres. Cette exagération de l'Evangile est l'occasion d'une émulation sévère entre les fidèles, qui, à tour de rôle, se lèvent et font assaut

d'éloquence, de gestes et de mimiques. Les commentaires durent chacun dix bonnes minutes, et la réunion se prolonge jusqu'à 3 heures du matin. Après trois ou quatre interventions pourtant, avec une régularité calculée, on s'interrompt pour chanter tous ensemble. Avec quelle joie ! Il faut entendre ces refrains déchalinés, voir ces « manas » en robes fleuries qui, irrésistiblement, amorcent de discrets trémoussements. Les paroles sont peut-être celles d'un cantique, on ne parait pas que l'intention le soit toujours. Ces pauses régulières et ces fanfars de gorges paraissent plutôt des concessions bien dosées au plaisir, des échappées paternelles qu'une voix anonyme relance de loin, en loia quand elles allaient s'arrêter. Puis, assourdi, on reprend l'examen du verset...

Tere Moana lui-même ferme souvent les yeux, dodeline de la tête, remue la cheville en cadence. Préfère-t-il la pleuse récitation du saint texte ou le joyeux tonnerre des entractes ? J'ai mon idée. Elle illustre la passionnante contradiction des âmes qui fait profession d'assumer à Rurutu. Mais comme on le sent puissant et fragile à la fois le pouvoir spirituel qu'il incarne dans cette île minuscule ! D'autant plus fragile en vérité qu'un nouveau péril le menace, plus redoutable celui-là que le paganisme, avec lequel il ait si subtilement composer. Il s'agit du siècle lui-même, qui vient à peine de débiter avec ses facilités et ses verroteries. « La pollution du progrès », soupire Tere Moana.

Bizarrement, quand il parle de l'histoire « rurale », il cite trois grandes dates en oubliant l'avant-dernière, pourtant essentielle. En 1821, « l'Evangile est arrivé dans l'île » ; en 1970, le cyclone Emma a dévasté les Australes et les trois villages de Rurutu ; en 1976, on a tété solennellement le jubilé. Tere Moana oublie — le fait-il exprès ? — qu'en 1975 fut inauguré l'aéroport, qui, deux cent six années après sa découverte par James Cook, reliait définitivement Rurutu au vingtième siècle. Tout le reste a suivi. L'arrivée des subventions et des salaires de fonctionnaires, le goudronnage de la route traversière et la multiplication des Toyota, le rachat par la commune du groupe électrogène géré jusqu'alors par la paroisse, la construction d'une mairie modèle et d'un bureau de poste, les projets de C.E.S. et de télévision, l'extension des clubs sportifs, qui démontrent un peu plus les jeunes gens du temple. Descendant direct du roi Teuru Arii, le maire de Moera rêve désormais d'expansion commerciale et d'hôtels-marinas.

Rurutu, depuis deux siècles, avait trouvé les moyens, sans se renier tout à fait, de survivre aux pirates et balais, aux petites vérolées venues d'Océanie et aux missionnaires protestants. La nouvelle marée qui monte cette fois sur l'île ne sera-t-elle pas plus dévastatrice que les autres ? C'est celle de l'argent. Tere Moana n'en mène pas large.

(1) Georges Bernanos, *Le Journal d'un curé de campagne*.

JEUDI :
TAHITI :
LA POLITIQUE DES VAHINÉS

VIE ASSOCIATIVE

LA JEUNE CHAMBRE ÉCONOMIQUE PROPOSE POUR LES ASSOCIATIONS UN STATUT D'UTILITÉ SOCIALE

« La vie associative est pour le citoyen un moyen privilégié d'engagement civique et de contribution à l'amélioration de la qualité de la vie. Il faut mettre les associations devant leurs responsabilités mais leur donner en même temps les moyens de travailler. »

Dans un document intitulé « Propositions pour des relations nouvelles entre le pouvoir local et les associations », la Jeune Chambre économique française (1), formule une série de suggestions concrètes tendues à améliorer le fonctionnement des associations « dont l'utilité n'est plus contestée ».

● Pour établir le dialogue un comité local réunissant tous les responsables locaux et les représentants des associations « même les plus contestataires » tiendrait séance obligatoirement une fois l'an mais de manière informelle ;

● La formation des responsables d'association serait assurée grâce aux crédits de formation (1 %) non utilisés par les entreprises. Cette formation serait donc gratuite mais aurait lieu en dehors des heures de travail ;

● Institution d'un système d'épargne-crédit permettant aux associations ayant réalisé une

épargne préalable, soit en capital, soit en travail, de bénéficier de prêts bonifiés ;

● Création d'un « statut d'utilité sociale ». Les associations justifiant d'une vie démocratique, de buts communautaires, d'une certaine pérennité et proposant un programme d'action et de réflexions auraient le droit de signer un contrat avec les pouvoirs locaux (région, département, municipalités), ceux-ci mettant à leur disposition des moyens (locaux, personnel, crédits).

Cette dernière suggestion fait l'objet de la part de la Jeune Chambre économique d'une proposition de loi en bonne et due forme annexée au document qui vient d'être diffusé.

(1) J.C.E.F., 10, rue de Louvois, 75004 Paris.

MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT

I. Démonte des jouets. II. Corne ou trompette. III. Ne vit jamais longtemps dans les sarras. Adverbe. IV. Département ; Sont facilement joués par des comédiens consommés. V. Accidentée avec des bosses. VI. Le mouton le transmet au poulet ; Chose très mince. VII. Pronom ; Accouple des chiens. VIII. Volait en faisant les commissions ; Préfixe. IX. Sa pluie calme une grande soif ; Point de départ ou conclusion. X. Évite de pencher ; Symbole chimique. XI. Abréviation ; Est lâché avant l'arrivée.

VERTICALEMENT

1. On en exécute encore sur le grill. 2. Est souvent gagné en courant ; Reçoit parfois des tomates au cours d'une tournée. 3. Utilisation des lardons. 4. Pronom ; On il n'y a rien à louer ; Symbole chimique. 5. Ses boutons accompagnent des embouteillages ; Forme ancienne de la rage. 6. Conjonction ; Espèces de guênières. 7. Soies à raser. 8. Dirigeait des concerts de vent ; Change la peau d'un mouton. 9. Pronom ; Sont pris à la gorge par des contrebandiers.

Solution du problème n° 2718

Horizontalement
I. Abattement ; Rare. II. Logeur ; Moli ; Lis. III. Guérisseur ; Elé. IV. St. ; Lettre. V. Ino. V. Berge ; Ruches. VI. Réserve ; Miroir. VII. Elid ; Gout ;

PROBLEME N° 2719

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

Ré ; St. — VIII. Ludion ; Une ; Béa. IX. Réve ; Are ; Hall. — X. Cite ; Vol. XI. Marat ; Hamman. — XII. Ortie ; Père ; Mère. — XIII. Utile ; Nérée ; En. — XIV. Lère ; Acton ; Ont. — XV. Ase ; Entiers ; Exé.

Verticalement

1. Algèbre ; Remoula. — 2. Bouillie ; Arie. — 3. Age ; Récur. — 4. Ter ; Guide ; Aile. — 5. Tulle ; Ode. — 6. Erre ; Egout ; Rat. 7. STO. — 8. Or ; C. — 9. Emet ; Lu ; Alente. — 10. Nourriture ; Réer. — 11. Tireur ; Ré ; Héros. — 12. Score ; Va ; En. — 13. Hé ; Homme. — 14. Altier ; Blème ; Or. — 15. Réens ; Sel ; Arène. — 16. Es ; Etallement.

GUY BROUTY.

JEUX

L'«écran nacré» ou l'anagramme au cinéma

Solution du problème n° 10

1. *La Roue* (Abel Gance, franc. 1923, sur un sujet de Xavier de Montépin, l'immortel auteur de *La Porteuse de pain* et d'innombrables autres romans-feuilletons ; interprète principal : Séverin Mars). — 2. *Le Genu de Claire* (Eric Rohmer, franc. 1970). — 3. *Le Tambour* (Volker Schlöndorff, allem. 1979 ; d'après le roman de Günter Grass). — 4. *A l'est d'Eden* (Ella Kazan, amér. 1955 ; avec James Dean et d'après le roman de John Steinbeck). — 5. *Enfance naïve* (François Truffaut, franc. 1968). — 6. *Le Désert rouge* (Michelangelo Antonioni, ital. 1964 ; avec Monica Vitti ; film aux extraordinaires couleurs). — 7. *Le Pré* (Paolo de Vittorio Taviani, ital. 1979 ; avec Isabella Rossellini, fille d'Ingrid Bergman et de Roberto Rossellini). — 8. *Les Diablos* (Ken Russell, angl. 1970 ; avec Vanessa Redgrave). — 9. *La Route vers l'été* (Charlie Chaplin, amér. 1932 ; un des chefs-d'œuvre de « Charlot », où l'on voit, entre autres, la merveilleuse scène de la « danse des petites pains » exécutée au moyen de deux fourchettes). — 10. *Le Trou* (Jacques Becker, franc. 1960 ; récit d'une évasion d'après un ro-

man de José Giovanni). — 11. *Fortie des Lilas* (René Clair, franc. 1957 ; avec Pierre Brasseur et Georges Brasseur). — 12. *Angèle* (Marcel Pagnol, franc. 1934 ; avec Orane Demarez, Delmont, Fernandel). — 13. *Lumière d'été* (Jean Grémillon, franc. 1942 ; avec Madeleine Robinson et Georges Marchal). — 14. *Le Corbeau* (Henri-Georges Clouzot, franc. 1943 ; un des chefs-d'œuvre du cinéma français, avec Geneviève Lédard, Pierre Fresnay, Antoine Balpétré, Pierre Larquey). — 15. *Les Insurgés* (John Huston, amér. 1949 ; titre original : *We are strangers* ; avec Jennifer Jones et John Garfield). — 16. *La Ronde* (Max Ophüls, franc. [d'origine allem.], 1950 ; d'après Arthur Schnitzler, avec Simone Signoret, Anton Walbrook, Serge Reggiani, Gérard Philipe). — 17. *Les Amants* (Louis Malle, franc. 1968). — 18. *Le Prié* (Robert Altman, amér. 1973 ; titre original : *The Long Goodbye*, avec Elliott Gould). — 19. *Le Roi et l'Oiseau* (Paul Grimault, franc. 1979 ; dessin animé de long métrage). — 20. *Alien* (Ridley Scott, amér. 1979 ; film de science-fiction).

JEAN-PIERRE COLLIGNON.

Le Monde équipement

A PROPOS DE...

Les propositions pour le VIII^e Plan AGRICULTEURS ÉCOLOGISTES

Le rapport de l'intergroupe Environnement chargé de formuler des propositions pour le VIII^e Plan (1980-1985) a été présenté le 22 juillet par M. Robert Toulemon. Il contient au moins une idée séduisante : inciter les agriculteurs à devenir des gestionnaires conscients du patrimoine naturel.

Le document de cent soixante-cinq feuillets remis à la presse et qui sera prochainement publié par la Documentation française (1) ne brille, pourtant dans son ensemble, ni par son originalité ni par ses ambitions. M. Toulemon, président de l'intergroupe, l'a lui-même qualifié de « modeste ».

Cartes, il affirme que la politique en faveur d'un meilleur environnement doit rester une priorité nationale, parce qu'elle correspond à la fois aux nécessités du moment (la qualité remplacera la quantité) et au vœu des Français. Mais le rapport est très loin de constituer ce plan de « croissance douce » fixant des objectifs précis et répertoriant les moyens de les atteindre qu'on pouvait espérer. Pourquoi d'ailleurs les membres du groupe de travail auraient-ils accompli un tel effort, puisque de toute manière le Plan n'est plus qu'un catalogue d'intentions sans obligation ?

Le rapport énumère donc une série de propositions comme toute assez banales : donner la priorité au recyclage et à la récupération, mieux gérer les ressources en eau, développer les énergies renouvelables, privilégier la prévention des pollutions plutôt que leur traitement, lutter contre le bruit, favoriser les transports et les loisirs économes en énergie, stabiliser la croissance des métropoles, réduire la population de Paris, réhabiliter les banlieues, étaler le tourisme dans le temps et dans l'espace, stopper le remembrement destructeur, créer de nouveaux postes pour contrôler les usines polluantes, pour assurer une meilleure sécurité nucléaire et pour gérer plus efficacement la forêt, donner davantage de moyens aux associations... tout cela paraît tiré d'un manifeste écologiste des années 70.

Deux suggestions émergent pourtant de ce répertoire des idées ambiantes. La première a trait à l'injustice engendrée par les documents d'urbanisme. Selon qu'un lopin de terre est classé comme constructible ou non dans les plans d'occupation des sols, il apporte ou non la fortune à son propriétaire. Le rapport le reconnaît et suggère que

les pouvoirs publics encouragent au lieu de les décourager, comme ils l'ont fait jusqu'ici, les audacieux qui tentent de prévoir dans leur POS un système de compensation entre les propriétaires.

La seconde proposition de l'intergroupe va plus loin. Elle part d'une constatation : les agriculteurs ne sont pas seulement des producteurs, ils sont aussi des gestionnaires d'un espace rural qui est à la fois patrimoine naturel et capital touristique. La détruire au nom de la rentabilité immédiate est un véritable « désinvestissement ».

Or, jusqu'à présent, la politique agricole a systématiquement encouragé les formes d'exploitation les plus productives et les plus agressives : remembrement, mécanisation, outillage, traitement chimique des sols, etc. Comment revenir à des pratiques plus raisonnables sans priver les cultivateurs d'une partie de leur revenu ? Le rapport suggère de modular les aides attribuées aux agriculteurs en fonction de leur comportement plus ou moins écologique. « Certaines contreparties en matière d'environnement, de qualité des produits, de développement de produits énergétiques et de recyclage des déchets, pourraient être demandées aux agriculteurs qui bénéficient le plus des interventions sur le marché », écrit le rapporteur du groupe.

Des contrats de protection

Concrètement, les agriculteurs passeraient des contrats avec les collectivités locales dans lesquels, en échange d'avantages financiers, ils s'engageraient à pratiquer un certain genre de culture et d'élevage, à protéger le gibier et le poisson, à entretenir les haies, les étangs, les cours d'eau, les chemins creux (sans lesquels les citadins — et les autres — ne peuvent plus profiter de la campagne) et même les bâtiments ruraux.

Voilà qui va sans doute agiter les esprits lorsque s'engageront, à Bruxelles, les négociations pour une nouvelle politique agricole commune ; mais les Français osent-ils accepter ces propositions ? M. Toulemon a fait observer avec mélancolie que la commission agriculture du VIII^e Plan les avait approuvées, mais ne les avait pas incluses dans son propre rapport. Mauvais début. L'écologie a fini par contaminer toutes les structures de la société française, il lui reste à séduire le monde agricole.

MARC AMBROISE-RENDU.

La nouvelle tarification du R.E.R. parisien Un imbroglio irritant et injuste

La simplicité de la tarification du R.E.R. est inversement proportionnelle au progrès de la technique. C'est-à-dire que plus le R.E.R. tisse sa toile dans la région parisienne, plus le calcul du prix du billet se complique.

Ainsi de la ligne C du R.E.R., mise en service en septembre 1979 et reliant Versailles à Stamps et Dourdan via Paris. Ce trajet peut être parcouru grâce à la fonction de deux lignes S.N.C.F. : celle des surs d'Orsay et des Invalides. Une partie de la ligne C, celle qui est située dans Paris, entre le boulevard Masséna et le boulevard Victor, entre les stations situées entre « Champ-de-Mars » et « Anvers-Itz », est donc assimilée au métro.

Depuis le 1^{er} juillet le voyageur de la banlieue, empruntant cette ligne, achète un billet dont le coût correspond au prix du ticket de train auquel s'ajoute celui du ticket de métro.

La carte hebdomadaire Viroflay - Pont-de-Talma, dont le coût était de 13,50 F, est remplacée par une carte dont le prix s'élève à 34 francs, soit une hausse de 253 %, alors que la hausse de la carte de métro à compter du 1^{er} juillet était censée être de l'ordre de 15 %, nous écrit un voyageur de la ligne C qui ajoute : « La justification de cette hausse se trouve dans le fait qu'il s'agit d'un nouveau titre de transport combiné S.N.C.F./R.A.T.P. Le trajet Viroflay - Pont-de-Talma comportant une partie banlieue (S.N.C.F.) jusqu'à « Champ-de-Mars » puis une section urbaine (R.A.T.P.) au-delà. Et cet usager demande : « Qu'étaient-ils des voyageurs qui, comme moi, n'utilisent pour se rendre sur leur lieu de travail que le seul réseau S.N.C.F., sans avoir à emprunter le métro ? »

La S.N.C.F. répond que « l'intégration tarifaire du tronçon de métro a été rendue nécessaire pour harmoniser la ligne C avec les tarifs pratiqués sur les lignes A (Saint-Germain-en-Laye - Boissy-Saint-Leger) et B (Saint-Rémy-lès-Chevreuses - Châtelet) du R.E.R., qui comportent aussi un trajet parisien. Mais que dire de la situation

du voyageur de la ligne C qui s'arrête, par exemple, à une station qui n'est pas en correspondance avec le réseau métropolitain ? Il doit donc acheter un nouveau ticket de métro pour pouvoir circuler, alors qu'il l'a déjà payé au départ de son voyage en gare de banlieue. Bref, il acquitte deux fois son ticket.

Mais il existe d'autres exemples. Tout se complique, en effet, avec les différents bénéficiaires de cartes ouvrant droit à des tarifs réduits, autres que les cartes de famille nombreuses, car chacune des deux entreprises (la S.N.C.F. et la R.A.T.P.) a les siens. Ainsi, les enfants âgés de quatre à dix ans ont droit au demi-tarif sur la S.N.C.F., mais pas sur la R.A.T.P. ; il leur faut donc acquiescer deux billets distincts ou perdre leurs droits sur le trajet de la S.N.C.F. En revanche, les aveugles civils paient demi-tarif sur les réseaux de la R.A.T.P., mais plein tarif à la S.N.C.F., et les cartes Émeraude n'ont pas cours sur les lignes du chemin de fer. Enfin, chaque réseau conserve ses propres cartes hebdomadaires. La carte de métro actuelle à douze voyages n'est donc pas valable sur la section urbaine de la ligne C. Ces renseignements sont fournis, en partie, par le journal de la R.A.T.P. Entre les lignes, qui conclut son étude en affirmant : « Espérons que les voyageurs y retrouveront des dépliant d'information les y aideront, mais les réglementations tarifaires sont toujours un peu compliquées... » C'est le moins qu'on puisse dire, et l'on n'aperçoit pas clairement les raisons qui empêchent de mettre de l'ordre dans ce fouillis kafkaïen, irritant et injuste.

● Airbus d'Air Inter : un oiseau dans le moteur. — C'est un oiseau qui a provoqué la défaillance d'un réacteur de l'Airbus d'Air Inter, le 8 juillet dernier, à l'aéroport de Lyon-Satolas, indique Airbus Industrie. Quelques minutes après le décollage pour Paris avec deux cent quarante-huit passagers à son bord, l'avion d'Air Inter avait fait demi-tour et s'était posé sans incident, après un début d'incendie dans un réacteur. Les causes du réacteur ont été hélas par un oiseau au moment du décollage.

TRANSPORTS

Après le putsch

DE NOMBREUX ARMATEURS ABANDONNENT LE PAVILLON DU LIBÉRIA

Londres (A.F.P.). — Le pavillon de complaisance du Libéria a perdu beaucoup de son attrait pour les armateurs depuis le putsch militaire d'avril dernier, souligne Lloyd List, le journal de l'organisation maritime Lloyd's.

Lloyd's précise que les propriétaires de vingt-sept navires ont renoncé au mois de mai au pavillon de complaisance libérien, notamment celui du Panama, grand rival du Libéria dans ce domaine. En outre, le nombre des nouveaux navires adoptant la nationalité libérienne a diminué pendant le même mois de 400 %. M. Jesse Montgomery, sous-directeur des affaires maritimes du Libéria, a qualifié la situation d'« alarmante », bien que deux mille quatre cent quatre-vingt-dix navires restent immatriculés dans ce pays.

Le pavillon de complaisance est l'une des principales sources de devises du Libéria. L'an dernier, les immatriculations lui ont rapporté 13,6 millions de dollars en impôts et droits.

[Selon le rapport du comité cen-

tral des armateurs de France pour 1979, le Libéria avait, au 30 juin 1979, une flotte de 160 millions de tonnes, se plaçant ainsi au premier rang mondial devant le Japon (58,3 millions de tonnes). Mais, si l'on prend en compte les navires appartenant à des armateurs grecs et battant pavillon libérien, c'est la flotte grecque qui est la plus importante du monde.]

● Port de Nice : pas de reprise des travaux. — M. Joël Le Theule, ministre des transports, ne prendra pas, avant la fin de l'année en cours, de décision définitive sur la reprise ou non des travaux du nouveau port de Nice, arrêtés le 10 octobre 1979 après un sinistre qui avait causé la mort de huit personnes.

M. Le Theule souhaite qu'au paravant « soient appréciées » les conclusions du troisième rapport de la mission d'inspection qui viennent d'être rendues publiques. Ce rapport a confirmé la bonne stabilité générale de la plate-forme aéroportuaire remblayée sur la mer, sauf à ses extrémités ouest et est.

TRÈS FAIBLE AUGMENTATION DU TRAFIC ROUTIER EN 1979

Les camions de 3 tonnes et plus de charge utile immatriculés en France ont transporté au total 1,568 milliard de tonnes de marchandises l'an dernier sur les routes de l'Hexagone, indique une étude publiée par le ministère des transports. Le tonnage de marchandises transportées sur route a augmenté de 1,4 % par rapport à 1978.

Cette enquête sur l'utilisation des véhicules de transport routiers de marchandises en 1979 montre que le parc français de ces véhicules (3 tonnes et plus de charge utile) représentait au total 419 000 unités à la fin de 1979 (dont 265 000 de 3 tonnes et plus) au lieu de 413 000 fin 1978 (275 000).

Le parc des véhicules appartenant à des sociétés de transports spécialisées est resté stable l'an dernier, tandis que le nombre de poids lourds utilisés par des entreprises non spécialisées, pour leurs besoins propres, a augmenté : 233 000 véhicules à la fin de 1979, au lieu de 227 000 en 1978.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

● Les langues minoritaires en Europe. — Le premier colloque européen des langues minoritaires a été organisé du 11 au 16 juillet, à Aubenas en Ardèche, sur l'initiative de l'université occitane d'été, en présence d'une centaine de délégués venus de toute l'Europe.

Ces délégués (alsaciens, lorrains, basques, bretons, catalans, corse, écossais, flamands, frisons, frioulans, galiciens, gallois, occitans et sardes) considèrent comme fondamentaux parmi les droits des peuples « l'usage privilégié de leur langue et la promotion de leur culture, la répartition de leur sol et de leurs ressources et la prise en charge de leurs droits ».

PÊCHE

Tandis que Londres assouplit sa position Les Neuf rejettent les propositions de la Commission sur la répartition des quotas de captures

De notre correspondant

Luxembourg (Communautés européennes). — Les ministres responsables de la pêche de la C.E.E. se sont séparés, le lundi 21 juillet à Luxembourg, sans engager véritablement les négociations sur la mise en place d'une politique commune dans ce secteur. Ils doivent se rencontrer le 29 septembre prochain pour reprendre le dossier relatif aux conditions techniques de l'exercice de la pêche (notamment le maillage des filets et l'équipement des bateaux dans lesquels se pêchent du poisson pour le transformer en farine).

Les discussions sur les points fondamentaux de la négociation — la répartition entre États membres des ressources disponibles et l'accès aux eaux britanniques — ne reprendront qu'à la fin du mois d'octobre. D'ici là, les pourparlers vont continuer sur un plan bilatéral entre les capitales européennes qui sont le plus concernées par la pêche. « Une sorte d'impasse technique-politique nous empêche de prendre des décisions de quelque nature que ce soit », commentait lundi à Luxembourg M. Joël Le Theule. Pourtant, le ministre français des transports ne donnait pas l'impression d'être trop déçu par la façon dont se sont déroulés les débats. Comme si les Neuf s'étaient entendus pour retarder le moment où il faudra dire à leurs pêcheurs qu'ils

devront réduire sensiblement leur activité future. Cette fois, les principaux reproches ont été adressés à la Commission dont les propositions, a ajouté M. Le Theule, « sont incompréhensibles, artificielles et ne font pas la différence entre les pêches destinées à la consommation humaine et celles utilisées pour l'alimentation animale ». Tout s'est passé comme si l'on avait choisi la Commission pour elle afin d'échouer une fois de plus les vrais problèmes. Cette tactique a permis à la délégation britannique de prendre position sur les dossiers-clés de la négociation.

Quelle est maintenant la position des Britanniques ? La seule indication qui ressort des propos du ministre de l'Agriculture, M. Peter Walker, concerne la zone réservée à ses propres pêcheurs au large des côtes du Royaume-Uni. A ce propos, M. Walker n'a plus évoqué la volonté de son pays d'établir une bande côtière de 50 milles, mais a parlé d'une zone exclusive de 12 milles, ce qui apparaît déjà comme un infatigablement de la position anglaise par rapport aux discours tenus jusqu'à présent ; M. Walker n'a pas abordé la question des conditions d'accès des autres pêcheurs de la Communauté à l'intérieur de cette zone.

MARCEL SCOTTO.

L'ÉTÉ du Monde

D I M A N C H E

Le Monde Dimanche présente sa nouvelle formule d'été. Un ensemble de textes et de dessins pour les vacances.

Une ville un écrivain. Chaque semaine, un grand écrivain propose sa vision d'une ville du monde : Istanbul par Juan Goytisolo, Bahia par Jorge Amado, Glasgow par Kenneth White...
« As-tu vu Montezuma ? » par Balthazar. Un roman-feuilleton héroï-comique de politique fiction.
« Ce fut une très belle apocalypse ». Une bande dessinée satirique de Gérard Mathieu.

« Trait libre ». Un dessinateur s'exprime librement sur une pleine page : Jacques Tardi, Cabu, Barbe, Henri Galeron, Nicole Claveloux...
« Jours d'été ». Chronique de la France des vacances.
« Sports de plein air ». Les sports de l'été tels qu'on les pratique. La planche à voile, le vol libre, la plongée, la pétanque, la randonnée...

Et toutes les rubriques habituelles du Monde Dimanche :
Aujourd'hui (les sociétés et les hommes en France et à l'étranger)
Demain (l'évolution des techniques et leurs conséquences)
Clefs (les sciences humaines, l'histoire, les livres étrangers)
et une nouvelle inédite
Les programmes commentés de la télévision et de la radio.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	87,08
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	18,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	T.C.
ANNONCES ENCADEES	93,00	98,90
OFFRES D'EMPLOI	9,00	9,40
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	26,40
IMMOBILIER	25,00	26,40
AUTOMOBILES	25,00	26,40
AGENDA	25,00	26,40

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

intel delivers the future

PRODUCT MARKETING ENGINEERS

Intel is a leading manufacturer of micro computer and semi conductor products.

As part of our European expansion we wish to develop our European Systems Marketing Group and are looking for the following product marketing engineers:

MEMORY SYSTEMS DEVELOPMENT SYSTEMS

Responsibilities include the development and expansion of products in the European market place by providing marketing and technical support to the local sales offices aimed at improving our marketing share.

Ideal candidates should have 2/3 years design experience combined with direct experience of selling and backed by a professional qualification in electronics or an associated field.

Please send a detailed c.v. to Brian Young, Intel International, Parc Sery, Rue du Moulin à Papier 51, Boite 1, B-1160, Brussels, Belgium.

intel

intel delivers the future

SYSTEMS SALES ENGINEERS

(Micro Computer Based Systems Products)

Intel is a leading manufacturer of micro computer and semi conductor products.

As part of our expansion in Europe we are now looking for professional sales engineers to sell our range of single board computers - ISBC - which have a wide variety of applications in the OEM and end users markets.

Candidates should be 25-35, have had at least 3 years experience in selling either high technology LSI semi conductors or mini computer products in an aggressive sales environment.

Candidates should also have a good understanding of software backed by a professional qualification in an electronics or associated field.

Please send detailed c.v. to Brian Young, Intel International, Parc Sery, Rue du Moulin à Papier 51, Boite 1, B-1160, Brussels, Belgium.

intel

UN DIRECTEUR D'AGENCE

IMPORTANTE ENTREPRISE DE BATIMENT ET DE TRAVAUX PUBLICS fortement implantée à l'étranger recherche

pour une de ses filiales située en Amérique du Nord

Le candidat devra avoir 8 à 10 ans d'expérience dans la profession.

Il est souhaitable qu'il ait exercé pendant 5 ans des responsabilités de chef d'agence ou similaire.

Une bonne connaissance en anglais est nécessaire.

Large perspectives d'avenir dans le groupe pour le candidat de valeur.

Adressez C.V., photo et prétentions à No 66838 CONTESSÉ PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01 q.r.

ROHM AND HAAS COMPANY recherche

Un INGENIEUR-CHIMISTE ou Un INGENIEUR-MECANICIEN

ou formation équivalente

EXPERIENCE:

- 2-3 ans dans le domaine des additifs lubrifiants ou dans celui de la lubrification ou de l'industrie automobile

FUNCTION:

- visite de la clientèle des Groupes Pétroliers des Pays Méditerranéens, pour promouvoir les produits de notre Société et développer leurs applications

Déplacements: 50 % du temps

LIEU TRAVAIL: MILAN-ITALIE

Italian indispensable Anglais apprécié

Adressez C.V. au Directeur du Personnel ROHM AND HAAS FRANCE S.A. La Tour de Lyon - 185 rue de Berzy 75779 PARIS CEDEX 12

DIRECTEUR D'USINE

Notre groupe a une large expérience de l'implantation et du développement d'unités de production en Afrique (plus de 50). La nouvelle création au NIGERIA concerne la fabrication industrielle de produits de consommation. Nous recherchons son Directeur. Vous êtes Ingénieur, diplômé d'une grande école de formation générale: Centrale, A.M., E.N.S.I., Vous parlez anglais couramment, vous avez 5 à 10 ans d'expérience et de commandement dans la production de grandes séries. Nous vous offrons l'opportunité d'un développement social et professionnel dans un contexte international avec les garanties sociales du régime français et les avantages des expatriés.

Ecrivez avec C.V. explicite sous réf. SI/PN à

30, Av. André Lemonnier 78160 MARLY LE ROI

UN INGENIEUR

EXPERIMENTE

pour diriger une de ses filiales en AFRIQUE

Le candidat devra avoir 10 ans d'expérience dans la profession.

Il est souhaitable qu'il ait exercé pendant 5 ans des responsabilités de Chef d'Agence en France ou à l'étranger.

La pratique courante de l'anglais est indispensable.

Adressez C.V., photo et prétentions à No 66842 CONTESSÉ PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

PLUSIEURS INGENIEURS

DIRECTEUR FISCALISTE

COLLABORATEUR FISCALISTE

CHEF COMPTABLE

emplois régionaux

Cii Honeywell Bull

Établissement d'Angers: 2800 personnes

Pour assurer la mise en route puis l'exploitation d'une unité automatisée de stockage et d'expédition des produits de la Compagnie, la Division Regroupement et Expédition des Commandes recherche un cadre de:

GESTION DE STOCKS PRODUITS FINIS (Formation Ingénieur)

Celui-ci sera un opérationnel confirmé. Il participera à l'exécution de tests de fonctionnement et au chargement de l'unité de stockage. Il aura à planifier le fonctionnement de l'installation en fonction des ordres journaliers (constitution des commandes emballage, génération des documents d'expédition...) et aura la responsabilité d'exécution.

Cette fonction nécessite une expérience en automatismes industriels, en ordonnancement d'atelier et en encadrement de personnel.

La connaissance de l'anglais est indispensable et celle en trafic international export souhaitable.

Le candidat souhaité est âgé de 35 ans minimum.

La lettre de candidature accompagnée d'une photo et d'un C.V. détaillé est à adresser à F. FERNEX, Cii Honeywell Bull, 331, avenue Patton 49005 Angers Cedex.

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

Importante Société Aéronautique

banlieue Sud de Paris recherche pour son service études et mise au point de systèmes embarqués:

2 ingénieurs

Diplômés grandes écoles (débutants ou quelques années d'expérience) ayant une solide formation en électronique et des connaissances en informatique. La mission de chacun consistera à diriger une équipe de techniciens, chargés de conduire, au sol, les essais d'intégration et la mise au point d'équipements de bord.

Ils travailleront en collaboration avec les bureaux d'études, les fabricants d'équipements et les équipes d'essais en vol.

Ces postes impliquent le goût des responsabilités, des contacts et du travail en équipe.

Envoyer curriculum vitae à No 66.971, CONTESSÉ PUBLICITE 20, Av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

FILIALE IMPORTANTE SOCIÉTÉ AMÉRICAINE USINE EN FRANCE

COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES

recherche

INGÉNIEURS

TECHNICO-COMMERCIAUX

Diplômés Grande École Ingénieurs Électroniciens, connaissant l'anglais.

Envoyer C.V., photo, prétentions, sous réf. 6.921 à P. LICHOU S.A., B.P. 220, 76003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ COMMERCIALE PARIS-XXV recherche

COMPTABLE

Titulaire DECS

Connaissances fiscales des Sociétés.

Expérience dans cabinet expert comptable autorisé.

Horaires flexibles.

40 heures par semaine.

Restaurant d'entreprise.

12e mois + primes.

Adr. C.V. et prêt à No 66.994

CONTESSÉ PUBLICITE, 20, av. Opéra, Paris-17e, qui tr.

Sté de Service (25 personnes), quartier Champs-Élysées

Directeur

COMPTABLE 2e Echelon

2 ans expérience minimum, disponible rapidement. Adressez C.V. et photo à PRINCIP, 20, avenue Franklin-Roosevelt, 75114 PARIS

Filiale Française d'un Groupe Allemand de réputation mondiale

recherche pour son siège

Proche Banlieue Sud Paris

INGENIEUR

formation I.U.T. ou équivalent.

ayant quelques années d'expérience dans la mécanique automobile ou fourniture pour mécanique automobile.

Poste technico-commercial à prépondérance technique.

Obligatoirement bilingue français-allemand ou pouvant le devenir rapidement.

Salaire annuel brut: 110.000F environ + Voiture.

Adressez CV détaillé, photo, références et date de disponibilité sous n° 9893 à L.T.P.

31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris Cedex 02, qui transmettra

BONGRAIN GERARD

dans le cadre de son expansion

recherche

chef de groupe produits

• Son rôle sera de coordonner l'action de son équipe. Chef de Produits afin de développer de façon optimale le groupe "produits minéraux" dans le secteur des produits minéraux.

Il est souhaitable qu'il ait exercé pendant 5 ans des responsabilités de Chef de Produits dans une fonction de Chef Produits dans une entreprise de grande consommation, situation de préférence.

• Il doit se considérer comme le responsable de son travail, avoir une expérience confirmée et récente dans une fonction de Chef Produits dans une entreprise de grande consommation, situation de préférence.

• De formation supérieure avec la pratique courante de l'anglais, il doit avoir 35 ans minimum.

• Il répond de son action au Directeur Marketing.

Ecrire avec C.V. détaillé et références sous réf. 773-M à

GUILLON SELECTION, 93, RUE JOUFFROY - 75017 PARIS

se et discrétion absolues

GUILLON SELECTION

93, RUE JOUFFROY - 75017 PARIS

50 من الأم

	La ligne	La ligne T.S.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

annonces classées

	Le m/m est.	T.S.
ANNONCES ENCAISSÉES	33,00	38,80
OFFRES D'EMPLOI	8,00	9,40
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

NOUS SOMMES UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
solidement implantée en
EUROPE ET AUX U.S.A.

Leader dans son secteur d'activité

Notre C.A. de 100 MF
progresses constamment depuis 15 ans

Pour faire face à l'expansion rapide
de notre Division ÉLECTRONIQUE,
nous souhaitons nous adjoindre :

PLUSIEURS INGÉNIEURS

déboutants à 5 ans d'expérience motivés par l'étude
et la réalisation d'ensembles de simulation.

Les postes à pourvoir (Paris-Ouest)
sont les suivants :

- 1) **INGÉNIEUR LOGICIEL**
(E.N.S.A.E., E.S.E., E.C.P., E.N.S.T.A.
ou équivalent)
ayant des connaissances en aérodynamique et mé-
canique du vol, pour le développement de pro-
grammes de modélisation du vol.
- 2) **INGÉNIEURS LOGICIEL**
d'application pour la simulation d'équipements et
de systèmes.
- 3) **INGÉNIEUR LOGICIEL DE BASE**
(connaissances micro-processeurs ou/et calcula-
teurs S.I.L.-22 appréciées).
- 4) **INGÉNIEURS ÉLECTRONIQUES**
(E.S.E., E.N.S.T., I.S.E.P. ou équivalent)
pour développement d'électronique digitale et
couplage d'équipements aéronautiques.
- 5) **INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN**
ayant l'expérience de l'industrialisation et du test
d'équipements électroniques complexes.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions
en précisant le poste souhaité
sous référence n° 51.037 S/Enveloppe à :
J.R.P., 75008 PARIS, qui transmettra.

Cabinet International d'Audit
Paris 16ème
recherche

DIRECTEUR FISCALISTE

- Candidat de haut niveau ayant le sens de
l'organisation et des affaires.
- solide expérience en cabinet ou dans
l'Administration.
- excellentes facultés de communication
orale et écrite en anglais.
- habitude des relations avec clientèle fi-
nancière internationale.

COLLABORATEUR FISCALISTE

- Formation licence, D.E.S. en Droit, Ecole
Nationale des Impôts.
- Nationalité vers la fiscalité internationale
- des sociétés et des individus.
- expérience d'environ 2 ans en cabinet
comptable ou fiscal appréciée.
- attiré par travail en groupe.

Env. C.V. et prétentions sous réf. 4230 à
P. LICHOU S.A. - BP 220, 75065 Paris
cédex 02 qui transmettra.

**SOCIÉTÉ DE SERVICES EN FORTE
EXPANSION recherche**

CHEF COMPTABLE

Niveau minimum DECS + 2 ans d'expérience poste
équivalent.

- Il sera responsable de :
- la comptabilité générale
- l'établissement des bilans
- la gestion de la trésorerie.

Envoyer C.V. photo et prétentions sous réf. 9764/JT
A.M.P. 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS
(qui transmettra).

Pour Société bancaire Paris-Ouest

JEUNES INGÉNIEURS ÉLECTRONIQUES

Même débutants pour laboratoire d'études
Solaire de début élevé.

Adresser curriculum vitae à CERME, B.P. 29,
92370 CHAVILLE.

E.C.L.

recherche
pour début Octobre

1 INGÉNIEUR

2 ans d'expérience
sur mini-calculateur
OLIVETTI/IBM

Langage PL

Adresser C.V. détaillé
ou téléphoner à E.C.L.
55, rue Henri
75015.

Tél. : 259-10-40.

Laboratoire d'études
et de Réalisations Techniques
(I.E.R.T.) recherche

INGÉNIEURS

INFORMATIQUES
projets mis en route.

INGÉNIEURS

ELECTRONIQUES
Formations

INGÉNIEURS

SUP. AERO : INSA Toulouse.

ACHETEURS

ELECTRONIQUES
TECHNIQUES

ELECTRONIQUES

A.T. 2

Tél. : 770-15-10 pour rendez-vous
ou écr. 7 ter, Cours des Petites-
Ecuries, Paris-10e.

Notre développement
notoriété

et la qualité de nos rapports
av. une clientèle haut de gamme
nous font rechercher

UN VRAI COLLABORATEUR DE DIRECTION

rompu aux techniques grande
et petite agence

Ge chef de publicité

ENCORE CREATIF,
parle anglais, il est capable de
recruter et d'encadrer.

Ecr. avec C.V. manuscrit, photo
à S.C.I.P.

160, boulevard de la République,
92100 SAINT-DENIS.

chargée de ce recrutement
et de la dynamique.

Société d'ENQUÊTES en pleine
expansion recherche

1 TECHNICIEN

Niveau BTS

Débutant ou quelques années
d'expérience pour organiser et
encadrer équipes.

Travail varié et situation d'avan-
t.

Envoyer C.V. photo et pré-
tentions à Société SEAS, 8 rue
des Saules - 75015 PARIS.

IMPORT-EXPORT INSTRUMENTS DE
MUSIQUE pour VITRY

DEPANNAGEUR

électronique R.F. et câbles
même débutant.

Tél. : 680-84-42.

secrétaires

Société ÉLECTRONIQUE rech.
pour service après-vente

UNE SECRÉTAIRE ADMINISTRATIVE ET COMMERCIALE

Bonne connaissance allemand
Envoyer C.V. et prétentions à
ROHDE et SCHWARTZ France
45/46, place de la Loire
91100 Sully

91563 Rungis Cedex.

demandes d'emploi

DIAGNOSTIC

Jeune femme 23 ans, nationalité
algérienne, électromécanicienne,
ayant expérience pour les ma-
chines Olivetti, Japy, photo-
copieur Omega, rech. emploi.

Ecr. à M. Dahmane Benaboud,
10, r. Marc-Roussin, 92017 Paris.

jeune styliste

FEUILLANT, lib. de suite
recherche emploi.

POSSIBILITÉ DESSIN TISSUS.

DROIT-HISTOIRE

Etudes supérieures (Licencié
histoire), libéré O.M., cherche
formation en poste respo-
sabilité. Facilité contact, bon
langue, intéressé par l'informati-
que.

Ecr. n° 634 « Le Monde » Pub.
5, r. des Halles, 75207 Paris-9.

Fine 42 a., suite bachelier,
niveau 1er échelon, ch. emploi
en rapport avec le 1er semestr.

Ecr. n° T 21.229 M Rég-Pressa
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

INGÉNIEUR

CONSERVAT. NATIONAL
ARTS ET MÉTIERS

+ formation ou org. gestion
psychologie, sociologie, commu-
nication. Ayant une expérience
industrielle, cherche poste de
gestion, organisation, négocia-
tion.

CONSULTANT ou RESPONSABLE FORMAT.

écr. n° T 21.201 M Rég-Pressa
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

capitaux ou proposit. comm.

KNOW-HOW ET LICENCE A CÉDER

par Entreprise Ouest-Allemande
pour produit unique en son genre qui
offre possibilité de bénéfice annuel allant dans
les millions.

Capital nécessaire suivant l'objectif de population
des pays en question : entre DM 50.000 et DM
500.000.

Adresser vos demandes avec justification de capital
sous ciffre n° 1130 à ANGELOEN OFFERMANN,
Postfach 20 18 29, D-8000 München 2.

travail à domicile

Demande

France tous documents : thèses,
mémoires, circulaires, tracts,
lecture et corrections, travail
soigné. — Téléphone 588-54-90.

STOCKAGE-GESTION
Z.I. Dijon, sortie autoroute.
Dépôt 200 m2. Quel décharge-
ment. Cour 400 m2.

Ecr. HAVAS 21000 DIJON 6416.

L'immobilier

appartements vente

4° arrdt.

ILE-SAINT-LOUIS APPART.
DE
CARACTÈRE (XVIII) 2 Chbres
LES BELLES DÉMEURES
DE FRANCE. Tél. : 325-41-77.

PONT-MARIE
DOUBLE LIVING + 1 CHBRE
belle, 4 ch. 100 m2. 255-72-42.

ILE SAINT-LOUIS
duplex 5 p. gd lux., asc., batic,
vue sur la Seine. T. 354-42-78.

5° arrdt.

(5°) ATELIER ARTISTE
Cenier, 50 sans asc., 75 m2,
studio 25 m2, 3 pièces 50 m2.
Sur place 11 h. à 19 h. 255-72-42.

JARDIN DES PLANTES
DUPLIX INSOLITE
2 chbres, 4 s. de b., atelier style,
salon, jdin, s/cour, cave, park,
as. 5 chbres, 72-44-82 h. b.,
255-44-32 soir et week-end.

7° arrdt.

38, R. VANEAU NEUF
DU STUDIO au 4 P. GARAGES
Sur place 11 h. à 19 h. 255-72-42.

11-13 AV. DUQUESNE
SOCIÉTÉ PROPRIÉTAIRE vend
studio 25 m2, 3 pièces 50 m2.
Occupé lot 194. Sur place le
JEUDI de 14 h. 30 à 17 heures.

ÉCOLE MILITAIRE
magnifique studio de 32 m2, cu-
sine, bave, téléph. : 265-72-88.

EXCEPTIONNEL

INVALES - TOURVILLE
de standing dans ancien hôtel
1220 SAINT-LOUIS, 130 m2
160 m2 + chambre service,
1.600.000 F. Tél. : 265-44-00.

SAINT-LOUIS

COGNAC-JAY
P. de T. standing, 40 m2, 5 pces,
cuis. s. de b., w.-c., ch. centr.,
asc., prime et service, 130 m2
1.100.000 F. Tél. : 265-72-88.

MAISON 280 M²
Champ-de-Mars, Sur 2 niveaux,
1.900.000 F. 550-30-00.

8° arrdt.

MIDOMESNIL
Luxe, modernisme, 40 m2, 5 pces,
cuis. s. de b., w.-c., ch. centr.,
asc., prime et service, 130 m2
1.100.000 F. Tél. : 265-72-88.

QUARTIER EUROPE

Bel imm. p. de b. w.-c. vend
2 p. 40 m2, r.-de-ch. entrée, cul-
sine, s. de b., w.-c., cave, chauff.
central, 100 m2, 1.100.000 F.

MONTEAU
Plein Sud, double-living
150 m2, 5 pces, 1.100.000 F.

PARC MONTEAU
Plein Sud, double-living
150 m2, 5 pces, 1.100.000 F.

16° arrdt.

M° RAMELAGE s/voie privée,
130 m2, 5 p. au 2° et 5° place
domaine 11 h. à 17 h.

5 VILLA FLORE Paris
sur place 11 h. à 19 h.

PLACE BARCELONE

splendide réception + chmbre,
96 m2 de étage, vue, calme,
pièce de 100 m2, 1.100.000 F.

MARCEAU-GAILLIE
studio tout confort.

Bas prix urgence : 525-30-35.

17° arrdt.

VILLIERS 2° ET. 2 PIÈCES
Prix : 210.000 F. Tél. : 266-19-00.

18° arrdt.

Prox. Mairie XVIII^e,
propriétaire vend ds bel imm.
2 p. ch. rev. rev. rev. rev. rev.
230.000 F. Sur place les 23 et
24 juillet de 10 h. à 18 heures.

12, r. des Cloys 75018 Paris
ou téléphoner au 57-03-03.

ATELIER DUPLEX

au pied du SACRE-CŒUR séjour
avec vue sur 2 chbres, 100 m2,
W.-c., asc. 180.000 F.

19° arrdt.
Près Parc BUTTES-
CHAUMONT (200 m), 6 studio
tout ch. pied-à-terre ou très
bonne rentabilité. Tél. 555-92-72.

20° arrdt.

ANGLE AV. GAMBETTA
Bourgeois
3 P. Asc. Rénové. 325-72-42.

9° arrdt.

Centre, studio, tout confort,
souterr. appart., 34 m2, sur rue,
bas prix urgence : 525-30-35.

10° arrdt.

HAUTEVILLE grand studio
élevé 36 m2 + terrasse
15 m2. Sur place 11 h. à 19 h.

12° arrdt.

Près BASTILLE directement
très bel imm. rénové, studio en
duplex tout confort, actuelle-
ment loué. Téléphone 555-92-72.

DAUMESNIL Bel ancien 2 p.
1 confort, sur RUE OCCUPÉ.
T. : 275.000 F. T. : 546-11-76.

PARIS-12, 18, R. SECCARA
Propriétaire vend libre dans un
immeuble rénové 2 p. 20 étages.
Prix : 90.000 F. à débattre.
Tél. : 557-70-08.

14° arrdt.

Près MAIRIE je vends pour
celui qui veut acheter ou louer
LE PROPRIÉTAIRE 555-92-72.

GATEAU-MONTFARVILLE
restauré charme et caractère,
studio et duplex équipés, très
et ch. centralisé, 117 m2, 200.
Placement ou habit. de qualité.
EUROVIM propriétaire 555-92-72.

Près av. GALLIÈRE direct
dans immeuble rénové vendons
en bloc ou séparément studios
et 2 p. et ch. batic. 41 étages
et bon rapport pour investis-
seur avisé. Tél. : 555-92-72.

RASPAIL 130 m2, immeuble en
pièce de 100 m2, 1.100.000 F.

SAINT-LOUIS
GABRI : 567-72-88.

15° arrdt.

PIED METRO VALOIRARD
RECENT 78 - STANDING
2 p. 40 m2, balcon, soleil,
31 m2, 1.100.000 F.

FRONT DE SEINE

VUE MER, 2 p. 40 m2, 1.100.000 F.

MODERNE 3 pièces 75 m2, 10 ét.
MICHEL et REYL : 265-90-05.

16° arrdt.

STUDIO
Plein Sud, double-living
150 m2, 5 pces, 1.100.000 F.

PARC MONTEAU
Plein Sud, double-living
150 m2, 5 pces, 1.100.000 F.

17° arrdt.

Prox. Mairie XVIII^e,
propriétaire vend ds bel imm.
2 p. ch. rev. rev. rev. rev. rev.
230.000 F. Sur place les 23 et
24 juillet de 10 h. à 18 heures.

12, r. des Cloys 75018 Paris
ou téléphoner au 57-03-03.

ATELIER DUPLEX

au pied du SACRE-CŒUR séjour
avec vue sur 2 chbres, 100 m2,
W.-c., asc. 180.000 F.

19° arrdt.
Près Parc BUTTES-
CHAUMONT (200 m), 6 studio
tout ch. pied-à-terre ou très
bonne rentabilité. Tél. 555-92-72.

20° arrdt.

ANGLE AV. GAMBETTA
Bourgeois
3 P. Asc. Rénové. 325-72-42.

78 - Yvelines

Part. à Part.
VIROFLAY Rive droite.
Beau 4 P. 2 chbres, 80 m2.
Gorge. Part. d'été. Px 520.000 F.
024-75-01 - 637-14-54.

LE VESINET CENTRE
de imm. stand, dernier étage,
BEAU STUDIO, 2 chbres, 100 m2,
cuisine, conf., bon placement.
AGENCE DE TERRASSE,
LE VESINET, 77450-75.

VILLE D'AVRAY 8° et 9° arr.
sup. apt. dble s.d., av. bureau
duplex 3 chbres, conf., équip.

AFFAIRES

La COB n'infirme ni ne confirme l'ouverture d'une enquête sur l'affaire Rhône-Poulenc

« Le collège de la Commission des opérations de Bourse, qui se réunit deux fois par mois, décide parfois des investigations de routine. Elle ne les rend pas publiques. Telle est la réponse officielle de la COB à la question de savoir si une enquête est ouverte ou non sur les transactions réalisées en actions Rhône-Poulenc du 1er au 9 juillet à la Bourse de Paris. Pour justifier cette « non-réponse », la COB rappelle que sur les vingt-trois enquêtes instruites par elle en 1979, aucune n'a donné lieu, à leur ouverture, à un communiqué. Seuls les résultats sont publiés. » Cette affirmation appelle plusieurs remarques. D'abord, aucun texte n'autorise ni n'interdit expressément à la COB de rendre publiques ses investigations. Il s'agit d'une coutume, comme toutes les coutumes, souffre parfois des exceptions. Ainsi, personne n'avait, par exemple, obligé « Les incorruptibles de la Cour Mirouze », comme on les appelle parfois, à donner de la publicité à l'ouverture de leur judicieux enquête sur les comptes du groupe Agache-Williot. Mais, dit-on, l'affaire n'est pas comparable car il s'agit de décrire un bilan et des procédures comptables, non des transactions boursières. Pour trouver un cas identique à « l'affaire Rhône-Poulenc », il faut remonter au 20 septembre 1978. Le conseil des ministres du même jour avait annoncé un plan de réorganisation de la sidérurgie française, dont certaines personnes avaient pu avoir connaissance. Des transactions boursières suspectes ayant eu lieu au cours des séances présidentielles de Bourse sur les marchés des titres concernés (Denain, Usinor, Chiers, etc.), la COB avait reçu des plaintes et annoncé très officiellement, le 21 septembre, — le lendemain, — qu'elle ouvrait une enquête (1).

La différence essentielle avec l'affaire d'aujourd'hui se situe au point de vue des plaintes qui en l'occurrence, n'ont pas été déposées. Mais, outre que n'importe quel «pargnant» peut se sentir autorisé à une seule démarche s'il juge que ses intérêts ont été lésés par des opérations « initiées », le dépôt d'une plainte entraîne toujours, plus, la publicité automatique des investigations. La COB dispose dans ce domaine d'une totale liberté. Celle-ci est d'ailleurs compréhensible, et personne ne songerait à la lui dénier si des noms, illustres ou pas, n'avaient pas été cités et si les rumeurs insistantes en cause d'autres personnalités n'avaient tendance à se multiplier à la Bourse et ailleurs. Le Canard enchaîné revient sur cette affaire, dans son édition du 23 juillet, et fait allusion à d'autres opérations de bourse qu'il prête à Mme Valéry Giscard d'Estaing. L'ouverture officielle d'une enquête, qui est peut-être rendue publique, si le COB désignait d'un président (2), n'est donc personne. Mais en regard à la réputation de ses limites, elle est peut-être permise de calmer les esprits, et de les orienter vers le fond de l'affaire, à savoir : (1) la jactance qui est laissée aux dirigeants de ce pays de réaliser des opérations boursières ; (2) l'autorisation accordée à des banques d'affaires et à des entreprises industrielles de procéder, aussi, à la gestion de comptes particuliers de valeurs mobilières. — P.C.

(1) C'est le 20 novembre, celle-ci avait abouti à une « observation » de la COB à l'adresse du président du groupe Denain N.S.I. (2) M. Jean Donnedieu de Vahres, ancien président, a été nommé le 18 juin à la tête de la commission de la concurrence.

I.T.T. CONCENTRE AUTOUR DE SA FILIALE ALLEMANDE SA PRODUCTION DE T.V. COULEUR.

Le groupe International Telephone and Telegraph (I.T.T.) va concentrer sa production européenne d'appareils de télévision en couleur dans les usines de Bochum-Altena (Rhénanie-Westphalie) de sa filiale allemande Standard Elektrik Lorenz (S.E.L.). Les capacités de production des usines de Bochum vont être doublées pour atteindre, en 1981, un million d'appareils. I.T.T. va transférer pour ce faire, 8 millions de DM (125 millions de francs). I.T.T. hésitait ses dernières années sur la conduite à tenir dans le secteur de la T.V. couleur. Face à l'offensive japonaise et aux regroupements intervenus en Europe autour de Philips et de Thomson, le groupe avait songé à se retirer progressivement du marché. Des conversations avaient même été engagées avec Thomson. L'usine de Bochum fabriquera également, pour le compte des autres filiales européennes d'I.T.T., les sous-ensembles et les tubes de postes T.V. couleur. Rappelons que, en France, la firme a récemment conclu un accord avec le groupe suédois Elctrolux, aux termes duquel elle lui céderait Océania.

EXAMINÉ PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE MANUFRA

Le plan de redressement de M. Tapie prévoit l'éclatement de l'entreprise la vente des magasins et un effort financier de la MACIF

Le conseil d'administration de la Société nouvelle Manufrance (S.N.M.) se réunit à Saint-Etienne, ce mercredi 23 juillet, à 15 heures, en présence de M. Bernard Tapie, il doit examiner le plan de redressement présenté par l'homme d'affaires parisien. Le plan comporte un volet industriel et un volet financier. En premier lieu, comme M. Tapie, il faut modifier les structures. Il propose en conséquence que la Société nouvelle Manufrance ne conserve que trois types d'activités : l'armurerie, les machines à coudre et le Chasseur français, un apport en capital de 10 millions de francs étant fait à la S.N.M. par des industriels (un industriel, un relieur).

Le plan comporte un volet financier. En premier lieu, comme M. Tapie, il faut modifier les structures. Il propose en conséquence que la Société nouvelle Manufrance ne conserve que trois types d'activités : l'armurerie, les machines à coudre et le Chasseur français, un apport en capital de 10 millions de francs étant fait à la S.N.M. par des industriels (un industriel, un relieur).

Le plan comporte un volet financier. En premier lieu, comme M. Tapie, il faut modifier les structures. Il propose en conséquence que la Société nouvelle Manufrance ne conserve que trois types d'activités : l'armurerie, les machines à coudre et le Chasseur français, un apport en capital de 10 millions de francs étant fait à la S.N.M. par des industriels (un industriel, un relieur).

Le plan comporte un volet financier. En premier lieu, comme M. Tapie, il faut modifier les structures. Il propose en conséquence que la Société nouvelle Manufrance ne conserve que trois types d'activités : l'armurerie, les machines à coudre et le Chasseur français, un apport en capital de 10 millions de francs étant fait à la S.N.M. par des industriels (un industriel, un relieur).

Portrait d'un brasseur d'affaires aventureux

A l'âge de trente-six ans, M. Bernard Tapie apprécie le luxe un rien criard de sa Rolls Royce. Il goûte le confort des fauteuils profonds de son bureau vaste comme deux studios, kitchenettes comprises. Ce jeune brasseur d'affaires, qui se dote à la vitamine C, raille en perpétuel mouvement, n'a rien d'un patron style Michel Maury-Larivière ou François Michelin. A l'opposé de ces dirigeants d'entreprises, nés et grandis dans le creusé de la France profonde, M. Tapie est un homme rééquilibré et outrageusement dans le coup. Médecin, « cool », dit-il. C'est un charmeur intelligent, un licencié de psychologie et, à coup sûr, un génie de la publicité. « On vous a caché trop de choses, lance-t-il à la presse, je vous dirai tout. » Tout quoi ?

D'abord les origines. M. Tapie est le fils d'un ouvrier ajusteur de La Courneuve. Suivez bien cette biographie aux allures de mémoires à l'usage des jeunes gens aspirant à la fonction patronale. M. Tapie est parti de rien, d'une « enfance dure ». Fils « e » prolo », on lui a « appris à aimer les choses vraies » : le goût du combat sans doute, de la lutte, du mouvement, car depuis l'adolescence les années se suivent et ne ressemblent pas. Dès son B.E.P.C. en poche, il suit les cours de l'Ecole d'électricité industrielle de Paris, abandonne ses études pour le service militaire, entre chez Panhard au bureau d'études (trois mois), passe au service commercial (six mois), devient coursier automobile mais finit par abandonner le volant pour la mélodie chez R.C.A.

La gloire ? déjà ? Simplement un zeste. Nous sommes en 1962, M. Tapie a un contrat avec cette firme. Il sort notamment un disque, la ballade des bêtes vertes, qui s'intitulera en France, *Passer pour le soleil*, puis un autre, *Je ne crois plus les filles*. Mais la chanson le lasse, l'irrite, l'indispose. Ce n'est pas sa voie. Et c'est ainsi qu'il se « lance dans les affaires », en 1967, avec Cercle n° 1, une association de défense des consommateurs. Il a vingt-quatre ans et sa véritable carrière commence, sans grand bagage culturel, sans fortune. En moins de dix ans, M. Tapie saura tailler sa place dans la jungle des affaires.

Dix ans ? Durant cette période, il travaille surtout pour les autres. « La diffusion des produits de M. J. M. Mességué », c'est moi, dit-il, même si Mességué l'a oublié. « Le ski professionnel », assure-t-il, je l'ai inventé. « Il réalise une opération pour la banque corporative du bâtiment et des travaux publics, idem avec le Crédit agricole. Et puis, M. Tapie se lance pour lui-même : il achète le casino de Luc-sur-Mer (Calvados) et le revend, acquiert les laboratoires pharmaceutiques Al-les Oméga et les cède. La valse commence. Il a trouvé sa voie. Il est, dit-il, l'une des deux ou trois personnes capables, en France, de « reprendre des affaires en difficulté, quelles que soit leur taille ». Sans argent ou presque, M. Tapie a dû innover. Il a vite appris à lire et à « savoir utiliser » un bilan. A le croire, il a presque toujours acheté ses entreprises 1 franc, le franc symbolique. Il s'exprime sans tard : « Quand j'arrive, les actionnaires n'existent plus, les actions sont sur la table, ça, on ne paye pas. » La question des actions réglée, M. Tapie entend trouver dans la masse des acides de la société de quoi rembourser le passif sur une longue période. Il reste à ce husard des entreprises égarées à les revigorer et à les « redresser ». Dans sa défense et illustration du sauvetage des entreprises en difficulté, il précise deux choses : d'abord qu'il s'agit, en cette période de crise, d'un « marché porteur » et qu'il est « infiniment plus difficile

Boulisme

Bref, après dix ans d'estocade, ce fils d'ouvrier dispose d'un petit trésor de guerre. En termes professionnels, il jouit d'une « certaine surface financière ». Il préside un groupe qui porte son nom, Tapie : patronyme gravé dans un marbre vissé dans la pierre de taille du 24, avenue de Friedland, Paris-8°. Mais sans doute ne faut-il rien exagérer ! La groupe Bernard Tapie reste encore de dimensions modestes. Il se caractérise essentiellement par la « mobilité » des entreprises qui le composent. Ce groupe, en fait, s'apparente plus à une coque ou à un centre de réanimation qu'à une banale holding. A peine des entreprises sont-elles entre les mains de M. Tapie que les plus anciennes en sortent, non sans avoir fait don de leur plus-value à leur sauveur. C'est dire s'il est malaisé d'évaluer combien de salarés dépendent du groupe. Tout fluctue, tout le temps ! Tapie reconnaît cependant plus de quinze cents salariés et moins de deux mille. Il annonce un chiffre d'affaires de 320 millions de francs consolidés pour 1979.

En l'état, le groupe comprend les sociétés Digust-Deny (refrère), la Vie claire (aliments naturels) et CEVIC (usine de fabrication de jus de fruits). Au cours de l'année, il s'est défilé des sociétés Négoce Charonne (transformation de papier), Brochage Express, Papeteries Duverger (négoce et transformation) et Sappap (négoce de papier). Exceptée la société Sappap, achetée, selon lui, 60 000 francs, M. Tapie assure avoir acheté ces trois dernières entreprises 1 franc. Elles lui ont, depuis 1977, affiché un après un rapide calcul, rapporté 18 millions net. La palme revient aux Papeteries Duverger, achetées en novembre 1977. Selon M. Tapie, le chiffre d'affaires de la société, de 10 millions à cette date, est passé à 557 millions en 1979, joli coup ! D'autant qu'il reconnaît les avoir « achetées avec l'argent qu'il y avait dedans ».

Et déjà, M. Tapie songe à reprendre Omnivlandes, à Lyon, Linvosges, Victor Michel (imprimerie) et Aux produits d'Alsace... Il lui arrive même parfois, pris par sa boulimie, de se croire propriétaire de sociétés qu'il ne possède pas. Pêché de jeunesse ? M. Tapie a clairement avoué pris la tête de l'imprimerie Draeger et dirigé cette entreprise qui fabrique, entre autres, des billets de francs C.F.A. pour les pays d'Afrique francophone. Les tractations en vue d'une reprise ont, certes, été longues — un an et demi — et bien près d'aboutir, mais Draeger n'a jamais fait partie du groupe Tapie. Dans ce cas, M. Tapie a simplement anticipé sur la réalité, à tort.

En 1978, sa carrière a connu une mauvaise passe comme en connaissent d'autres jeunes patrons. Avant de s'être définitivement lancé dans le sauvetage d'entreprises en difficulté, M. Tapie avait en effet pris les commandes d'une organisation privée de secours aux cardiaques, Cœur-Assistance et Cœur-Assistance distribution. Les deux sociétés anonymes, créées en février 1975, devaient finir par déposer leur bilan, en 1977, en raison d'un manque d'appuis financiers. Depuis de très longs mois, Cœur-Assistance faisait parler d'elle, les médecins lui reprochant notamment d'être équipée de

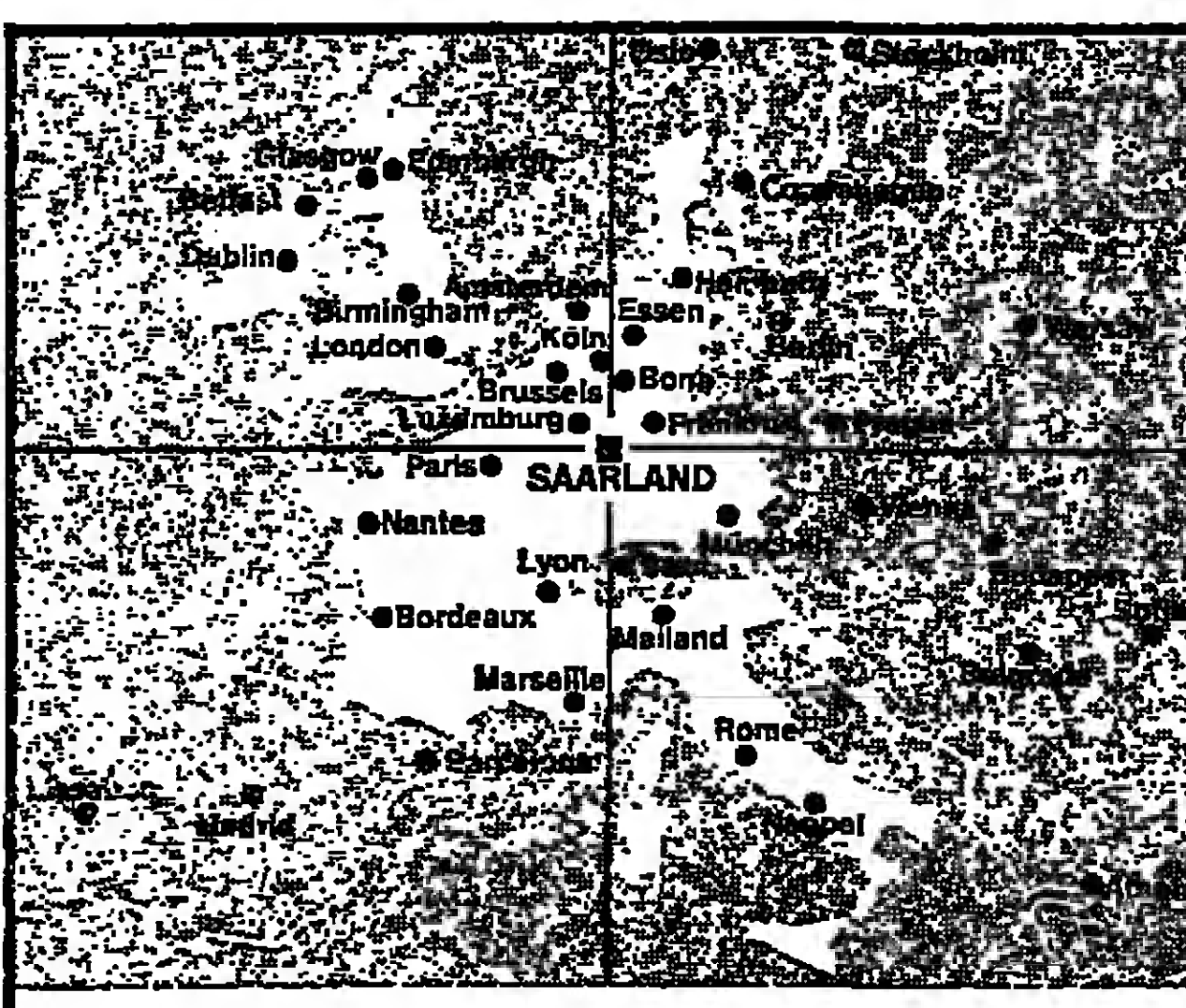
manière insatisfaisante. C'est ainsi qu'en juin 1978, au terme d'une enquête, M. Bernard Tapie, considéré comme le dirigeant de fait de Cœur-Assistance et Cœur-Assistance distribution est inculpé avec une dizaine de personnes de publicité mensongère et d'infraction à la législation sur les sociétés par M. Bernard Peyrat, juge d'instruction au tribunal de Paris. Dans ce dossier, le conseil départemental de l'ordre des médecins de la Ville de Paris se porte partie civile pour ce qui concerne le premier chef d'accusation et le docteur Antoine Nabhan, ancien directeur médical et fondateur de Cœur-Assistance, partie civile pour le second (1). A ce jour, l'instruction est terminée et le ministère public prend ses réquisitions. Le procès aura lieu prochainement. Cet accroc, autant dire que M. Tapie ne l'a pas digéré. Il persiste et signe : « C'est l'affaire dont je suis le plus fier. » Le dénouement ? Il y voit la toute-puissance de la faculté.

Sans doute M. Tapie a-t-il perdu, avec Cœur-Assistance, une partie de son image de marque. Sans doute. Mais un observateur neutre, bien au fait des activités de M. Tapie, souligne qu'il a toujours remboursé les victimes, quand il y en avait. Depuis, le brasseur d'affaires a complètement abandonné la direction d'entreprises qui cherchent à démarquer. Il se cantonne dans sa spécialité : les canards boiteux à l'agonie.

Le « coup » Bokassa

A ce portrait, qu'il construisit peu à peu de lui-même, M. Tapie a voulu, fin 1979, apporter une touche d'originalité et de fougue. A Abidjan (Côte d'Ivoire), le 22 octobre, il achetait à Jean-Bedel Bokassa, anciennement souverain de l'Empire Centralafricain, ses biens immobiliers situés en France. But de l'opération : faire un « coup », « piquer au monstre Bokassa » ses châteaux, et donner dans l'humanité en cédant les bénéfices de la vente à l'Unité (Fonds des Nations unies pour l'enfance). La transaction lui se faire grâce aux bonnes relations de M. Tapie avec le président de la Côte d'Ivoire, M. Félix Houphouët-Boigny. Alors que Bokassa était placé en quasi résidence surveillée à Abidjan — précautionnement entourée par des membres des services secrets français, M. Tapie arriva, sans qu'il y en avait. Depuis, le brasseur d'affaires a complètement abandonné la direction d'entreprises qui cherchent à démarquer. Il se cantonne dans sa spécialité : les canards boiteux à l'agonie.

Et-il besoin de dire que tous les roulements sont possibles ? En attendant, M. Tapie rappelle que si « violence morale » il y a, elle a lieu alors que Jean-Bedel Bokassa était placé sous haute surveillance. Et le docteur M. Tapie note que deux notaires, un directeur financier et plusieurs autres hauts personnalités de la Côte d'Ivoire en seraient complices... Aux embarras judiciaires s'en sont ajoutés d'autres, plus diffus mais plus tenaces. M. Tapie n'a-t-il pas



A Sarrebruck, au coeur de la Communauté européenne, nous mettons en vente:

Une entreprise de production de constructions mécaniques

Installation mécanique: Toutes les différentes sortes de machines servant à la fabrication par enlèvement de copeaux, y compris des installations de perçage et de fraisage, qui conviennent pour des petites et moyennes séries de la construction mécanique moyenne et en partie également pour la grosse construction mécanique. Biens immeubles: Environ 30.000 m² de surfaces de production et d'entrepôt, principalement au niveau du sol. Crochets de grue situés à une hauteur de 5,10 pour une force portante de 3 tonnes, jusqu'à 8,80 m pour une force portante de 80 tonnes. Aides à l'investissement: Sarrebruck est une zone d'expansion dans le cadre de la mission collective: Amélioration de la structure économique régionale et offre de ce fait la possibilité d'obtenir d'importantes aides à l'investissement. Personnel: Jusqu'à 240 travailleurs de l'industrie — principalement des ouvriers professionnels — ainsi que des employés des secteurs technique et commercial. Date d'achèvement: Achèvement de la construction actuelle dans le courant de l'année 1981, avec la possibilité d'une absorption continue de nouveaux produits. Pour de plus amples renseignements consulter le commissionnaire exclusif

HORST F. G. ANGERMANN INTERNEHMENSVERKAUF HAMBURG WIRTSCHAFTLICHE BERATUNG 2000 Hamburg 11 • Maltentwiete 5 • Tel.: (040) 36791-93 • Telex: 02-43303 • 02-15272

SOCIAL

La situation des travailleurs étrangers

La C.G.T. dénonce à nouveau la « mystification » des régularisations de la condition de certains immigrés

Cinq mois après la « découverte » des milliers clandestins du quartier du Sentier à Paris — où depuis plus d'une dizaine d'années, certains patrons de la confection parisiennaise exploitent une main-d'œuvre étrangère non déclarée — qu'en est-il des mesures de régularisation annoncées au printemps dernier par M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation.

La C.G.T. a dénoncé une fois de plus, le 23 juillet, « la mystification » de ces pseudo-procédures de régularisation, cautionnées par la C.F.D.T.

Après M. Marius Apostolo, membre de la commission exécutive de la C.G.T. (le Monde du 18 juin), M. Jean-Claude Dupont et Jean-Marie Koutchinski, de l'Union des syndicats C.G.T. de Paris, et Jean-Marie Koutchinski, de la fédération nationale de l'habillement et de la chapellerie, ont estimé que les critères de régularisation imposés par M. Stoléru n'ont permis de régler la situation que d'un petit nom-

bre de travailleurs. « Tous les autres, et ils sont la grande masse », a déclaré M. Dupont, « ont à présent l'expulsion, soit parce qu'ils n'avaient pas été informés avant le 1^{er} juin, date limite fixée arbitrairement pour le dépôt des dossiers, soit parce qu'ils se trouvent sans emploi en cette période.

« Beaucoup ont reçu une lettre de la direction départementale du travail, qui notifie, sans autres précisions, le refus de régularisation et qui accorde aux intéressés la possibilité de trouver un autre employeur « jusqu'au 30 septembre 1980. » Mais, au 4 juin dernier, ont ajouté les syndicalistes, seulement quatre mille cent cinquante-quatre demandes de régularisation ont été déposées sur dix mille dossiers reçus. Autrement dit, la moitié de ces immigrés n'ont pu trouver un employeur et risquent, à terme, l'expulsion.

Toujours selon la C.G.T., un quart, voire un tiers des demandes de régularisation auraient été refusées.

LA « CIRCULAIRE STOLÉRU »

Une lettre du secrétaire d'Etat

En réponse à notre article annonçant la publication, au Journal officiel du 19 juillet, d'une circulaire relative aux conditions de séjour des travailleurs étrangers, M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation, nous écrit :

« Dans son article du 20 juillet, le Monde croit pouvoir écrire que cette circulaire « réintroduit la notion de séjour d'étrangers sur le marché de l'emploi, projet qui avait échoué devant le Parlement ».

Cette information est totalement fautive : le mot de « séjour » figure une seule fois dans la circulaire et la notion de « séjour » n'y est à aucun moment introduite.

PAUVRE FORMATION PROFESSIONNELLE...

Stupéfaction dans les milieux de la formation professionnelle : le projet de loi 1981 prévoit que les crédits affectés à la régularisation des stagiaires (3,3 milliards de francs) seront purement et simplement reconvertis en francs courants. Soit une baisse de 12,5% selon l'estimation officielle de l'Inflation.

Comme les handicaps, les stagiaires de l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (Afpas) et du Fonds national pour l'emploi ne seront pas touchés par cette mesure, le coup de ciseaux sera de 40% pour les autres. Des organismes de formation se sont d'ores et déjà déclarés en faillite, et la C.F.D.T., qui vient de dénoncer cette situation, fait état, à l'heure actuelle, de près de six mille licenciements parmi le personnel administratif et enseignant.

Avec les commerçants et les services sociaux, c'est le monde rural qui sera le plus affecté, et dans une lettre adressée à M. Raymond Barre, M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'Agriculture, s'en est ému, tout comme certains préfets. L'enseignement agricole sera ainsi privé de 100 millions de francs (40% de 250 millions de francs), et M. Méhaignerie a demandé l'arbitrage du premier ministre.

Une fois de plus, le pouvoir tient un double langage. Le 1^{er} février dernier, M. Giscard d'Estaing avait, dans un discours prononcé au lycée d'enseignement professionnel de Baume-les-Dames (Doubs), mis l'accent sur l'importance de la formation permanente. Le 23 juin, M. Raymond Barre, ex-primé, lors du colloque organisé à l'UNESCO par M. Jacques Legendre, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle, qu'il fallait donner « un nouveau souffle » à la formation, il a annoncé, à cette occasion, le lancement, à l'automne, d'un « premier programme d'apprentissage industriel ».

Or voici qu'aujourd'hui tout paraît remonter en cause par la volonté du premier ministre et du ministre du budget. Comme il faut remarquer la C.F.D.T., « ces restrictions financières contredisent tous les discours officiels ». Lors du examen du projet de budget, le Parlement sera saisi de cette affaire, « insi qu'à la rentrée de septembre le conseil national (paritaire) de la formation professionnelle, présidé par... M. Raymond Barre. M. C.

La lutte contre la pauvreté

M. OHEIX : faire jouer la solidarité plutôt que la charité.

Le président de la République, selon une méthode qui lui est coutumière, a chargé M. Oheix, conseiller d'Etat, d'établir pour la fin de l'année un rapport sur les actions destinées à « réserver progressivement les foyers de pauvreté subsistant en France ».

M. Giscard d'Estaing s'en étant entretenu le 21 juillet avec M. Oheix (le Monde du 23 juillet), l'élysée a publié un communiqué dont il ressort que « cette mission technique de la plus haute importance de la façon la plus complète possible la politique de réduction des inégalités sociales, en encourageant l'entrepreneuriat, l'intégration sociale des plus déshérités ».

Pour l'ancien délégué général à l'emploi, qui va présider un groupe de travail interministériel, il s'agit de fournir au gouvernement « les éléments d'appréciation sur des situations données et sur l'application des législations nombreuses existantes, de manière à rendre ces législations plus efficaces et à leur faire servir en priorité à ceux qui sont les plus déshérités ».

Des efforts ont été accomplis pour certains groupes sociaux, tel que celui des personnes âgées. « Ceux dont il s'agit, cette fois, sont généralement les victimes de l'accumulation de handicaps sur un même individu, une famille, une région, nous a déclaré M. Oheix, le plus souvent, ce sont des handicapés à la fois le chômage, la maladie, les difficultés de logement, etc.

« Certaines administrations chargées d'appliquer des législations très sophistiquées devraient sans doute baigner devant leur porte, les services de la politique de la main-d'œuvre, de la formation, de la santé, de la sécurité sociale, de la protection sociale, de la culture, etc.

« Beaucoup de gens ignorent leurs droits ou n'osent les faire valoir et restent isolés. Pour les immigrés, le contact avec les services administratifs est le plus souvent absent, la crainte qu'inspire la police...

« Pour ma part, conclut-il, je pense que c'est la solidarité qui doit jouer plutôt que l'esprit de charité ».

« Il faut sortir du tout-automobile » estime la C.F.D.T. des usines Peugeot

Belfort. — Le recours au chômage technique dans les principales usines du groupe Peugeot-Citroën-Talbot est-il le prélude à une véritable crise automobile comparable à celle qui frappe la sidérurgie ? C'est en tout cas l'analyse que font les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. des usines Peugeot. Mais l'analyse des analyses s'arrête là. Tandis que les cégétistes proposent de sévères mesures de protection du marché automobile (réduction de moitié de la T.V.A., blocage du prix de l'essence), les cégétistes affirment « qu'il faut sortir du tout-automobile » et préconisent des suppressions d'emplois chez Peugeot.

Considérant qu'il faut « introduire des idées économiques dans la réflexion syndicale » et que l'exemple de la sidérurgie lorraine prouve qu'il faut prendre conscience des difficultés économiques « avant plutôt qu'après », la C.F.D.T. des usines Peugeot a mis sur pied, il y a quelques jours, un groupe de travail de dix personnes chargé de réfléchir à l'avenir de l'industrie automobile. Près de six cents heures de travail ont été nécessaires pour réaliser un document de quelque cinquante pages dont la conclusion essentielle est « qu'il faut sortir du tout-automobile ».

Le travail des syndicalistes est basé sur une étude de l'INSEE, publiée en juillet 1978, et qui analysait les perspectives d'évolution du marché français de l'automobile jusqu'en 1985. Les cégétistes ont pris en compte plusieurs paramètres : évolution du pouvoir d'achat, pénétration de Peugeot sur les marchés français et étrangers, durée de vie des véhicules...

Emplois

Leurs calculs aboutissent, en cas de stagnation du pouvoir d'achat, à une récession sur le marché français entraînant une diminution des emplois de 1 000 personnes par an, jusqu'en 1985, pour l'ensemble du groupe, qui emploie, actuellement, 87 000 salariés. Un recul de Peugeot devant la concurrence étrangère entraînerait une diminution de 2 500 salariés par an (12 500 personnes en cinq ans). Le dernier cas de figure allie les deux facteurs négatifs, recul de Peugeot et perte de pouvoir d'achat de 1,5 point par an. On aboutit alors à 23 000 suppressions d'emplois jusqu'en 1985.

Abordant tour à tour la recherche et l'innovation, la pollution, la C.G.T. a appelé à un arrêt de travail de deux heures, pour le jeudi 24 juillet, dans les entreprises de la Seine-Saint-Denis, pour protester contre la mise en liquidation judiciaire de Dufour, fabrique de machines-outils qui emploie sept cents salariés à Montreuil.

Cette réduction d'emplois ne se fera pas par les seuls départs volontaires des travailleurs étrangers. C'est ce qui ressort des chiffres communiqués au dernier comité central d'entreprise des automobiles Peugeot la semaine dernière. Seules deux cent soixante-dix-huit personnes à Sochaux et vingt à Mulhouse auraient demandé à bénéficier des primes de départ volontaires (25 000 F). Pour l'essentiel, il s'agit de ressortissants de la Yougoslavie et de la Turquie, pays où le constructeur automobile doit installer des unités de production.

De notre correspondant

La C.F.D.T. des usines Peugeot a mis sur pied, il y a quelques jours, un groupe de travail de dix personnes chargé de réfléchir à l'avenir de l'industrie automobile. Près de six cents heures de travail ont été nécessaires pour réaliser un document de quelque cinquante pages dont la conclusion essentielle est « qu'il faut sortir du tout-automobile ».

Persuadée que « la situation peut devenir dramatique dans les prochains mois », la C.F.D.T. plaide le renoncement au tout-automobile et la diversification économique des régions de monopoles, comme le pays de Montbéliard (le centre de production Peugeot de Sochaux est la première concentration ouvrière française, avec 39 000 salariés).

La C.G.T. a vigoureusement réagi aux travaux de la C.F.D.T. L'accusant de faire de la surenchère sur la direction. Sur ses tracts, la C.G.T. déclare : « Camarades, la C.G.T. a appelé à un arrêt de travail de deux heures, pour le jeudi 24 juillet, dans les entreprises de la Seine-Saint-Denis, pour protester contre la mise en liquidation judiciaire de Dufour, fabrique de machines-outils qui emploie sept cents salariés à Montreuil.

PEUGEOT PROPOSE A SES SALARIÉS DE DÉMARCHER LES CLIENTS

« Une voiture Peugeot achetée, c'est un mois de travail assuré », c'est le slogan qu'utilise le constructeur pour inciter son personnel à trouver des clients pour ses divers modèles. Un dépliant a été distribué aux salariés du groupe automobile. On y apprend comment reconnaître les acheteurs potentiels.

Ce démarchage commercial, pour le moins original (mais qui fonctionne déjà chez Citroën), est récompensé par des primes de 200 à 350 francs en cas d'affaire conclue.

La C.G.T. a, de son côté, lancé sa propre campagne « suggestion-vente » avec, pour slogan « 700 à 1 000 francs de plus sur chaque paie tous les mois pour que les voitures se vendent ». Ce qui fait dire à la C.F.D.T. que « l'augmentation du pouvoir d'achat des salariés ne fera pas porter nécessairement le choix des acheteurs d'automobiles sur les modèles Peugeot ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAMPENON-BERNARD

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, qui s'est réunie sous la présidence de M. Raymond Guillemin, président du conseil d'administration, a approuvé les comptes de l'exercice 1979, qui se soldent, après ajustement des provisions constituées pour déprécier les titres de certaines filiales, par un bénéfice de 7 millions de francs.

L'assemblée a décidé de distribuer un dividende de 15 francs par action, y compris l'avoir fiscal de 4 francs. Ce dividende est mis en paiement à compter du 15 juillet 1980 contre remise du coupon n° 44. Le bénéfice consolidé s'est élevé à 25,7 millions de francs, dont 24,7 millions de francs par la part du groupe, et les bénéfices consolidés de l'exercice 1979, qui se soldent, après ajustement des provisions constituées pour déprécier les titres de certaines filiales, par un bénéfice de 7 millions de francs.

L'assemblée a décidé de distribuer un dividende de 15 francs par action, y compris l'avoir fiscal de 4 francs. Ce dividende est mis en paiement à compter du 15 juillet 1980 contre remise du coupon n° 44. Le bénéfice consolidé s'est élevé à 25,7 millions de francs, dont 24,7 millions de francs par la part du groupe, et les bénéfices consolidés de l'exercice 1979, qui se soldent, après ajustement des provisions constituées pour déprécier les titres de certaines filiales, par un bénéfice de 7 millions de francs.

L'assemblée a décidé de distribuer un dividende de 15 francs par action, y compris l'avoir fiscal de 4 francs. Ce dividende est mis en paiement à compter du 15 juillet 1980 contre remise du coupon n° 44. Le bénéfice consolidé s'est élevé à 25,7 millions de francs, dont 24,7 millions de francs par la part du groupe, et les bénéfices consolidés de l'exercice 1979, qui se soldent, après ajustement des provisions constituées pour déprécier les titres de certaines filiales, par un bénéfice de 7 millions de francs.

L'assemblée a décidé de distribuer un dividende de 15 francs par action, y compris l'avoir fiscal de 4 francs. Ce dividende est mis en paiement à compter du 15 juillet 1980 contre remise du coupon n° 44. Le bénéfice consolidé s'est élevé à 25,7 millions de francs, dont 24,7 millions de francs par la part du groupe, et les bénéfices consolidés de l'exercice 1979, qui se soldent, après ajustement des provisions constituées pour déprécier les titres de certaines filiales, par un bénéfice de 7 millions de francs.

L'assemblée a décidé de distribuer un dividende de 15 francs par action, y compris l'avoir fiscal de 4 francs. Ce dividende est mis en paiement à compter du 15 juillet 1980 contre remise du coupon n° 44. Le bénéfice consolidé s'est élevé à 25,7 millions de francs, dont 24,7 millions de francs par la part du groupe, et les bénéfices consolidés de l'exercice 1979, qui se soldent, après ajustement des provisions constituées pour déprécier les titres de certaines filiales, par un bénéfice de 7 millions de francs.

L'assemblée a décidé de distribuer un dividende de 15 francs par action, y compris l'avoir fiscal de 4 francs. Ce dividende est mis en paiement à compter du 15 juillet 1980 contre remise du coupon n° 44. Le bénéfice consolidé s'est élevé à 25,7 millions de francs, dont 24,7 millions de francs par la part du groupe, et les bénéfices consolidés de l'exercice 1979, qui se soldent, après ajustement des provisions constituées pour déprécier les titres de certaines filiales, par un bénéfice de 7 millions de francs.

L'assemblée a décidé de distribuer un dividende de 15 francs par action, y compris l'avoir fiscal de 4 francs. Ce dividende est mis en paiement à compter du 15 juillet 1980 contre remise du coupon n° 44. Le bénéfice consolidé s'est élevé à 25,7 millions de francs, dont 24,7 millions de francs par la part du groupe, et les bénéfices consolidés de l'exercice 1979, qui se soldent, après ajustement des provisions constituées pour déprécier les titres de certaines filiales, par un bénéfice de 7 millions de francs.

CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE



EMPRUNT 13,80%

de 2 500 millions de francs

Prix d'émission : Le pair soit 5000 F par obligation.
Date de jouissance : 22.08.1980.
Intérêt annuel : 13,80%, soit 690 F par obligation, payable le 22.08 de chacune des années 1981 à 1988.
Durée de l'emprunt : 6 ans

Amortissement : par remboursement au pair en une seule fois le 22.08.1988.
Souscriptions : Les souscriptions sont reçues dans la limite des titres disponibles aux caisses désignées ci-après : Caisse Nationale de l'Énergie ; Comptes de Trésor et des Postes et Télécommunications ; Caisse d'Épargne ; Banques et tous intermédiaires agréés par la Banque de France.

Cotation : Les obligations du présent emprunt feront l'objet d'une demande d'admission à la cote officielle (Bourse de Paris).
Taux de rendement actuariel brut : 13,52%

L'admission des obligations en SICOVAM sera demandée.

CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE
17, RUE CAMARTEAU 75008 PARIS TEL. 268 01 00

هكذا سن العمل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. **PROVINCIALES** : « L'Alsace écrite par son histoire », par J.-C. Streicher ; « Pour une réforme fédérale », par Jean Rous ; « La fin des paroisses », par M. Le Lanou ; « De folklore à la charte », par Tanguy Kenechide.

ÉTRANGER

3. **ASIE**
— **CORÉE DU SUD** : le procès de M. Kim Dae-jung commence en août, en présence d'observateurs étrangers.
4. **AFRIQUE**
— **LES ÉTATS-UNIS** : le droit et la justice (III), par Alain Clément.

5. **PROCHE-ORIENT**
— La session extraordinaire d'urgence de l'ONU sur la Palestine ne fait pas recette.
— **IRAQ** : l'assassinat de Salah Bitar risque d'aggraver les divergences entre Bagdad et Damas.

6. **EUROPE**
— **U.R.S.S.** : les résultats de l'économie restent inférieurs aux objectifs du Plan.
7. **DIPLOMATIE**
— La visite à Paris du président roumain.

POLITIQUE

8. **Le P.C.F. en 1940** : « Deux orientations différentes », par Paul Delanoue.

SOCIÉTÉ

9. **JUSTICE** : M. Poniatowski et l'effort de Broglie.
— Un congrès international à Madrid : administrations et sociétés.
10. **RELIGION**
— Le rattachement à Paris : ici ce n'est pas une fête.
11. **ÉDUCATION**
20. **ÉDITION** : le Cercle de la librairie menace de réduire ses publications.

LES J.O. DE MOSCOU

11. **Soukhoï contre les ombres**. Les manœuvres des Français.
12. **Dans la presse hebdomadaire**. Résultats.

ARTS ET SPECTACLES

13. **EXPOSITION** : « Breque à Saint-Paul-de-Vence », par Pierre Gravelle.
14. **MÉTIER ANONYME** : « Le programmeur, un troisième homme pour l'architecture », par Jean-François Chevrier et Frédéric Edelman.
15. **THÉÂTRE** : la Comédie de Caen à Avignon, par Mathilde La Baronne.
16. **CINÉMA** : « All That Jazz et The Rose », les pleurs des stars, par Colette Godard.

JOURS D'ÉTÉ

21-22. « Un voyage en Océanie », par Jean-Claude Guillebaud ; « Méthodologie ; Informations-Services » ; Jean.

ÉQUIPEMENT

23. **ENVIRONNEMENT** : les propositions pour le VIII^e Plan.
— **TRANSPORTS**.

ÉCONOMIE

26. **ÉNERGIE** : le prix du gaz dans le bilan énergétique de la France pourrait diminuer.
27. **AFFAIRES** : les difficultés de Manafra.
28. **SOCIAL**.

RADIO-TELEVISION (12)

— Annonces classées (24 à 26) ; Carnet (20) ; Journal officiel (22) ; Programmes spectacles (17 à 20) ; Mots croisés (21) ; Bourse (23).

VIVE REMONTÉE DE L'OR

Les cours de l'or ont (21,1 gr.) se sont nettement rattrapés, mercredi 23 juillet, sur les marchés mondiaux, passant à Londres, de 612 dollars à 624 dollars environ. Ce rattrapage s'était amorcé la veille aux États-Unis où la nouvelle (fausse) d'une occupation de l'Arabie saoudienne à l'été, combinée avec celle du siège du parti fondé. Selon certains experts, il serait dû, en réalité, aux rachats d'opérateurs qui spéculaient à la hausse sur le métal.

A B C D E F G

En Grande-Bretagne

Le nombre des chômeurs représente 7,8 % de la population active

Le chômage a fortement augmenté en Grande-Bretagne au cours des quatre dernières semaines. Il affectait à la mi-juillet un million huit cent quatre-vingt-seize mille six cent trente-quatre personnes, représentant 7,8 % de la population active, soit le plus haut niveau jamais atteint depuis la grande dépression économique des années 30. Le leader de l'opposition, M. Callaghan, a annoncé que le parti travailliste déposerait une motion de censure afin de permettre un débat général sur la politique économique de Mme Thatcher.

De notre correspondant

Londres. — De l'avenement du gouvernement, la situation de l'emploi s'est détériorée plus vite que prévu. À cela, une raison saisonnière et historique : l'arrivée massive sur le marché du travail de jeunes gens venant de quitter l'école et l'absence du « baby-boom » des années 60. De la mi-juin à la mi-juillet, le nombre de jeunes sans emploi au terme de leurs études est passé de cent mille à deux cent quatre-vingt-quinze mille. Et cette situation risque d'empirer dans l'immédiat avec l'arrivée d'autres milliers de jeunes en quête d'emploi ne suffit pas à expliquer le niveau élevé des chiffres publiés le 22 juillet par le gouvernement, puisque l'augmentation totale du nombre des chômeurs pendant les quatre derniers mois a été de 237 000. Le fait est que la Grande-Bretagne connaît également une accélération de la progression du chômage parmi la population adulte. Depuis septembre dernier, le nombre d'adultes sans emploi a augmenté de 27 %. Confrontés aux effets conjugués de la récession économique mondiale, de la baisse tendue de la livre (mardi à son plus haut niveau depuis cinq ans), des augmentations salariales et de la politique « monétariste » du gouvernement, nombre d'entreprises réduisent leurs activités et leur embauche — quand elles ne déposent pas tout bonnement leur bilan.

Comme l'on rappelle, mardi, Mme Thatcher et Sir Geoffrey Howe, chancelier de l'Échiquier, le gouvernement n'a pas l'intention pour autant d'abandonner sa politique d'austérité, considérant que le chômage est dû non pas à la restriction du crédit et à la limitation des dépenses publiques, mais avant tout au niveau trop élevé des salaires. Mais les entreprises la compétitivité des entreprises britanniques. Pour étayer cette affirmation, le Trésor a publié le même jour des statistiques sur la question. Selon ces estimations, les hausses de salaires complèteraient pour 15 % dans la perte de compétitivité des entreprises britanniques face à leurs rivaux étrangers. Mais les calculs du Trésor indiquent également que la forte position de la livre sterling serait responsable à quelque chose comme une moitié de la compétitivité des entreprises britanniques. Pour étayer cette affirmation, le Trésor a publié le même jour des statistiques sur la question. Selon ces estimations, les hausses de salaires complèteraient pour 15 % dans la perte de compétitivité des entreprises britanniques face à leurs rivaux étrangers. Mais les calculs du Trésor indiquent également que la forte position de la livre sterling serait responsable à quelque chose comme une moitié de la compétitivité des entreprises britanniques.

Un torrent de critiques

La Chambre des communes, Mme Thatcher a attiré, avec calme, un torrent de critiques lancées par l'opposition. Les Whigs avaient mobilisé leurs troupes, et l'on s'attendait à quelque chose comme une manifestation générale. Il n'en fut rien. Le débat fut, certes, houleux, mais pas suffisamment pour justifier la suspension de séance que tout le monde prévoyait. M. Callaghan, leader de l'opposition, a attendu que ses camarades travaillistes se soient franchement défilés.

Le numéro du « Monde » daté 23 juillet 1980 a été tiré à 517 024 exemplaires.

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

PRIX EXCEPTIONNELS

COSTUMES

MESURE

A partir de 998 F dans un choix de 3 000 droperies

Fabrication traditionnelle

ROBES ET TAILLEURS

SUR MESURE

Prêt-à-porter Homme

Boutique Femme

LEGRAND Tailleur

27, rue de la République, PARIS (9^e)

OUVERT EN AOÛT

mardi, mercredi, jeudi de 10 heures à 18 heures

Au Liban

LE PRÉSIDENT DU SYNDICAT DE LA PRESSE A ÉTÉ ASSASSINÉ

Beirut (A.F.P., A.P., Reuter). — Le président du Syndicat de la presse libanaise, M. Riad Taha, a été assassiné mercredi matin 23 juillet, par balles, alors qu'il se trouvait à bord de sa voiture à Beyrouth-ouest. Son chauffeur a également été tué.

M. Taha se rendait chez le premier ministre, M. Selim El Hoss, quand deux hommes, circulant en voiture, ont ouvert le feu sur son propre véhicule. Son corps a été criblé de balles.

Personnalité bien connue non seulement au Liban, mais dans l'ensemble du monde arabe, M. Riad Taha entretenait de bonnes relations avec les divers journaux de Beyrouth, de toutes tendances, et ceci malgré la guerre civile et les tensions qui ont marqué le Liban depuis 1975. M. Taha était âgé de cinquante-cinq ans.

LE DIRECTEUR DE LA TÉLÉVISION DÉMISSIONNE APRÈS AVOIR ÉTÉ LIBÉRÉ PAR SES RAVISSEURS

Beirut (A.F.P.). — Enlevé mardi matin 23 juillet à Beyrouth par des « éléments armés non identifiés » (le Monde du 23 juillet) et libéré quelques heures plus tard, M. Charles Rizk, directeur de la télévision libanaise depuis 1977, a présenté sa démission au chef de l'État, M. Elias Sarkis.

Il a expliqué que les circonstances actuelles ne lui permettent plus de mettre à exécution le projet de la « Compagnie libanaise de télévision, société mixte dont l'État libanais et la SOFIRAD (France) sont les principaux actionnaires.

NOUVELLE ÉRUPTION DU MONT SAINT-HELENS

Vancouver (État de Washington (A.F.P., U.P.I.). — Le volcan de la chaîne des Cascades, le mont Saint-Helens, a connu, le 22 juillet, une nouvelle phase d'activité. À trois reprises (en deux heures et dix minutes), le volcan a projeté énormes nuages de fumée et de cendres à une altitude supérieure à 12 000 mètres. Par mesure de précaution, cent vingt pompiers et les bûcherons travaillant dans les environs immédiats du mont Saint-Helens ainsi que les cinquante habitants de Cougar, petite localité située à 18 kilomètres au sud-ouest du volcan, ont été évacués.

En Bolivie

L'Organisation des États américains doit se réunir pour examiner la situation après le putsch militaire

De nombreuses patrouilles militaires circulent encore à La Paz, le mardi 23 juillet, tandis que la population avait repris le travail après la grève générale, largement suivie, la veille.

Les chefs militaires ont été libérés à 200 kilomètres au sud-ouest de la capitale étaient totalement isolés, après les mouvements de troupes qui y ont eu lieu au lendemain du coup d'État militaire du 17 juillet. Cependant, une grande activité internationale se poursuit pour tenter d'écarter le nouveau régime de La Paz. Une réunion de l'Organisation des États américains (O.E.A.) doit avoir lieu le 24 juillet.

La Paz a retrouvé, le mardi 23 juillet, un aspect presque normal. Les nouvelles unités de patrouilles militaires dans les rues. On estime que 90 % de la population de la capitale a repris le travail, alors que les transports fonctionnent à nouveau normalement, notamment entre le centre de La Paz et la zone d'El Alto, où se trouve l'aéroport du même nom à 4 000 mètres d'altitude. Les banques et les petits commerces, tout comme les marchés, sont à nouveau ouverts, mais les portes ne sont pratiquement pas contrôlées par les militaires. Les clients entrent par petites groupes. Dans les rues, outre les patrouilles militaires, des camions démontés transportant des prisonniers passent à intervalles réguliers. Les prisonniers, environ deux cents, sont concentrés au stade de football Bolívar, à mi-chemin entre la ville et l'aéroport, après avoir été interrogés au quartier général de la police. Selon des témoins, les prisonniers ne sont pas maltraités et la nourriture est assez convenable.

Des coups de feu sporadiques sont encore entendus la nuit, notamment dans la banlieue orientale. Selon les militaires, il s'agit d'incidents qui ont lieu au cours d'opérations de « nettoyage » contre des « extrémistes », ainsi que d'actions de groupes isolés. La réaction militaire des Andes reste isolée depuis l'arrivée, le week-end dernier, de troupes appuyées par des unités de blindés qui encerclent les principaux centres de production d'étain. Les ouvriers seraient prêts à dynamiser certaines installations.

La commission bolivienne pour la défense de la démocratie, formée par des nombreux hommes politiques et syndicalistes passés à la clandestinité depuis le coup d'État de jeudi, a lancé un appel au blocus économique de la Bolivie pour hâter la chute du régime militaire. Dans un communiqué transmis aux ambassades à La Paz, le comité accuse le régime du général Luis Garcia Mesa d'exécutions sommaires, suicides d'inhumation dans des fosses communes. Selon le comité, le nouveau gouvernement est responsable de la disparition de plusieurs centaines d'hommes politiques et de syndicalistes.

Le nouveau régime est toujours le régime des pays latino-américains à gouvernement démocratique ne l'ont reconnu. Des pays membres du Conseil permanent de l'Organisation des États américains (O.E.A.) pour examiner les répercussions, dans l'hémisphère du coup d'État. Cette réunion, à laquelle les États-Unis ont donné leur approbation, devrait permettre la convocation ultérieure d'une réunion ministérielle interaméricaine, proposée par Panama.

Le nouveau chef, M. Kurt Waldheim a fait appel, le 22 juillet, aux nouvelles autorités boliviennes pour que cessent les exécutions sommaires dans le pays.

APRÈS L'ATTENTAT CONTRE M. BAKHTIAR

Un millier de policiers ont manifesté de Neuilly à Nanterre

À l'appel de la Fédération autonome des syndicats de police, plus d'un millier de policiers se sont réunis, ce mercredi 23 juillet, à 8 h. 30, devant le 101, boulevard Bineau à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), pour déposer une gerbe à la mémoire de Jean-Michel Jomme, gardien de la paix tué au cours de l'attentat manqué, vendredi 18 juillet, contre M. Chapiro Bakhtiar. Le dernier premier ministre du Shah était présent à cette cérémonie.

Le cortège s'est ensuite rendu à la préfecture de Nanterre où devaient avoir lieu, en présence du ministre de l'Intérieur, les obsèques officielles du gardien de la paix.

« Il doit s'en aller »

La gerbe de fleurs sur les carreaux de marbre du hall d'entrée recouvrait la trace invisible du corps d'un gardien de la paix qui avait vingt-trois ans. M. Bakhtiar, la tête penchée devant la minute de silence, puis il voulut dire quelques mots d'adieu aux syndicats qui lui faisaient face par delà la gerbe dans un espace réduit et mal éclairé que surveillaient étroitement son garde du corps des policiers en civil et des C.R.S. en gilet pare-balles et armés de mitraillettes.

Il voulait parler, expliquer les folies de l'Iran et la barbarie du terrorisme. À mots couverts, les syndicalistes lui expliquèrent qu'il ne devait plus habiter un immeuble comme celui-ci où sa protection ne serait jamais tout à fait assurée. Il fallait courir des risques graves aux autres, des policiers, et surtout les habitants, ceux qui, comme Mme Stein, l'ont vu, vendredi, n'ont que faire des règlements de comptes transiens.

« Il doit s'en aller », dans le jardin envahi par des C.R.S. qui fuyaient les journalistes, les cotisations dissident tout haut ou que les policiers avaient murmuré. « Tous veulent révoir la gène des contrôles systématiques et leurs inquiétudes des qu'à Téhéran la presse représentait ses menaces contre M. Bakhtiar. « Après ce massacre, celui-ci est toujours dans le cœur de tous. Immeuble s'est transformé en fortin ».

« Nous n'avons pas pris la Bastille pour être fondus dans la nuit par jour sous l'œil de la nuit, nous sommes protégés par le gouvernement hôte à Paris », expliquait un voisin qui se plaignait que « ses

LES PRIX WOLF ONT ÉTÉ DÉCERNÉS

Le mathématicien français Henri Cartan parmi les lauréats

D'un montant de 100 000 dollars chacun et provenant d'un legs anonyme à l'État d'Israël, les prix Wolf, créés en 1976, pour récompenser des travaux scientifiques dans cinq disciplines, viennent d'être décernés à Jérusalem. Ils seront remis aux lauréats, parmi lesquels le mathématicien français Henri Cartan, au cours d'une cérémonie qui aura lieu en septembre à la Knesset.

Le professeur Maramorosh (Israël) a reçu le prix d'histoire et de culture. Le prix de chimie va au professeur Henry Meyring (Israël). Le prix de mathématiques est partagé entre les professeurs Henri Cartan (France) et Andreï Kolmogorov (U.R.S.S.). Le prix de médecine revient au professeur Leo Sachs (Israël) et aux docteurs Henry Gowers et Cesar Milstein (Grande-Bretagne). Enfin, le prix de physique récompense trois Américains, les professeurs Michael Fisher, Leo Kadanoff et Kenneth Wilson.

En 1944, à Nancy, fils du mathématicien Elie Cartan, M. Henri Cartan est nommé élève de l'École normale supérieure ; docteur de sciences en 1928, il a enseigné aux facultés de sciences de Strasbourg avant d'être nommé en 1930 à celle de Paris. Il est aussi directeur de l'Institut de physique mathématique de l'École normale supérieure, ce qui lui vaut de former la plupart des mathématiciens français. En 1969, il est nommé professeur à l'université de Paris-Sud, poste qu'il occupera jusqu'à son départ à la retraite en 1975.

Spécialiste de la théorie des fonctions de l'analyse et de la topologie, M. Henri Cartan est membre de l'Académie des sciences.

Envoi : contre remboursement 13, rue Tronchet - 75008 Paris.

M. BONNET : j'attends que la justice passe.

« J'attends que la justice de notre pays passe, rapide, exemplaire et rigoureuse », a déclaré M. Christian Bonnet en fin de matinée à Nanterre.

Le ministre a évoqué le « lourd tribut » payé par les fonctionnaires de police à « l'antiterrorisme qui trouve hors de nos frontières et loin de chez nous la raison ou le prétexte de ces inadmissibles manifestations de violence ».

CERRUTI 1881

VENTE SPECIALE D'ÉTÉ

CERRUTI HOMME
27 rue ROYALE

CERRUTI FEMME
15 place de la MADELINE
38 avenue VICTOR-HUGO

LA BAGAGERIE®

Peau de Porc ultra-léger

PROMOTION

2 VALISES
une grande et une petite

795 F

la valise
55 cm 395 F • 65 cm 495 F
70 cm 550 F • 75 cm 595 F

Paris : 13, rue Tronchet • 41, rue du Four
74, rue de Passy • Tour Maine-Montparnasse
Lyon : La Part Dieu

Envoi : contre remboursement 13, rue Tronchet - 75008 Paris.

LA TACATA et la CROM
la gerbe de la chute
la chute de leurs routes

Effervescence

La grève générale
après l'assassinat
a été large

Un pays
l'anarchie

DIX MOIS APRÈS
la présence militaire
demeure indigeste